SUR

LA SERBIE,

DANS SES RAPPORTS EUROPÉENS

AVEC LA QUESTION D'ORIENT,

PAR

M. L. DE S. BYSTRZONOWSKI.

« Il existe un mouvement dans les nations
» slaves, que nul ne sait apprécier encore,
» mais que nul ne pourra arrêter. »
(Paroles du général d'infanterie comte de Grolmann, 1841.)

PARIS.
LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR,
6, RUE DE LA PAIX.

—

1845.



SUR LA SERBIE.

PARIS. — IMPRIMERIE DE BOURGOGNE ET MARTINET, RUE JACOB, 30.

SUR

LA SERBIE,

DANS SES RAPPORTS EUROPÉENS

AVEC LA QUESTION D'ORIENT,

PAR

M. L. DE S. BYSTRZONOWSKI.

« Il existe un mouvement dans les nations
» slaves, que nul ne sait apprécier encore,
» mais que nul ne pourra arrêter. »
(Paroles du général d'infanterie comte de Grolmann, 1841.)

PARIS,
LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR,
6, RUE DE LA PAIX.

—

1845.

A la Mémoire

DE

S. A. R. LE DUC D'ORLÉANS.

Les princes morts n'ont point de flatteurs; mais il serait affligeant pour l'humanité que la reconnaissance descendît au caveau funèbre avec ceux qui ont su l'inspirer. Toutefois, et quelque profonde que soit celle qui m'attache à la mémoire d'un Prince dont les bontés ne s'effaceront jamais de mon souvenir, un

autre sentiment me presse de reporter vers lui l'hommage de mon travail

La France, où le principe de la nationalité est émancipé, provoque les sympathies et soutient les espérances des peuples opprimés ; le Prince Royal de France était donc pour eux l'aurore d'un heureux avenir. Le Duc d'Orléans lui-même comprenait ainsi sa haute mission lorsqu'il disait : *Longtemps la France restera isolée, et ne devra s'appuyer que sur le sentiment de sa propre dignité et les nationalités opprimées.*

De là ce deuil instinctif, universel, que la mort de l'auguste Prince a répandu sur l'Europe : chacun a senti que le monde avait perdu en lui un champion de la grande cause des nations qui gémissent sous le poids de la conquête.

Puisse la mémoire du Duc d'Orléans, et le souvenir de ses penchants aussi sages que généreux, guider longtemps les destinées et les efforts de sa grande Patrie, de cette noble France, dont il avait si bien compris les véritables instincts! Toutes les bonnes causes et tous les esprits généreux les reconnaissent,

et persistent, en dépit même d'impressions quelquefois douloureuses, à voir en France celui de tous les peuples et de tous les gouvernements qui cherche sa gloire dans tout ce qui ajoute aux lumières, aux libertés et au bonheur du monde.

LOUIS DE SZAFRANIEC BYSTRZONOWSKI.

SUR LA SERBIE.

« Il existe un mouvement dans les nations
» slaves, que nul ne sait apprécier encore,
» mais que nul ne pourra arrêter. »

(Paroles du général d'infanterie comte de Grolmann, 1841.)

Les événements qui se sont accomplis depuis quelques années, et tout récemment encore dans la Serbie, sont dignes d'être remarqués à deux titres différents : ce serait les juger légèrement que de n'y voir que le simple fait d'une population jadis conquise, qui réagit contre la conquête et brise son joug; il y faut voir aussi, et avant tout, la manifestation d'un principe puissant qui agite secrètement aujourd'hui toute l'Europe, et en particulier cette partie de l'Europe orientale, où le gouvernement, épuisé et incapable de résistance, lui oppose moins d'obstacles. C'est le principe des nationalités; c'est lui qui travaille et dis-

sout l'empire ottoman plus que toutes les causes extérieures ; c'est lui qui réveille les populations danubiennes de la famille slave et inspire à leur insu leurs insurrections ; c'est à lui que la Serbie doit aujourd'hui ce qu'elle a conquis d'indépendance, ce qu'elle a de force et d'avenir. Ne serait-ce pas, dans un tel état de choses, une étude utile que de rechercher dans l'histoire les antécédents de la nationalité serbe, son élévation et sa gloire, sa chute et ses malheurs, les efforts qu'elle a faits pour s'affranchir d'une domination étrangère, les moyens qu'elle a employés, et les succès qu'elle a obtenus dans cette lutte, à peu près inconnue de l'Europe, mais pourtant glorieuse ? Si l'on pouvait ainsi éclairer la Serbie sur sa propre situation, diriger ses propres méditations sur elle-même, et lui faire faire par réflexion ce que jusqu'alors elle a fait par instinct ; s'il en pouvait sortir de sages enseignements pour les nationalités qui souffrent également l'oppression, et qui seront tôt ou tard appelées à l'imiter ; si en même temps les puissances qui ont des devoirs à remplir, ou des intérêts à poursuivre en Serbie, prenaient une connaissance plus exacte des nécessités du pays, ne serait-ce pas un heureux résultat qui compenserait bien le labeur d'une pareille étude ?

La solution de la question d'Orient se rattache à la solution de la question serbe, beaucoup plus que la diplomatie ne semble le penser. La difficulté qui recule le terme de ce grand débat n'est pas à Constantinople, n'est pas à Alexandrie ; elle est aux mains des populations danubiennes, des nationalités renaissantes. Sans leur concours la Russie ne peut rien contre Constantinople. C'est aussi pour cela que le cabinet de Saint-Pétersbourg attache tant de prix au

protectorat de ces contrées, et qu'il cherche à les absorber.

Aussi la question serbe, envisagée sous ce point de vue, prend-elle des proportions beaucoup plus grandes, et devient-elle d'un intérêt immense pour toutes les puissances, puisqu'elle touche à l'équilibre européen.

Pour bien comprendre et définir la nationalité de la Serbie, c'est-à-dire sa raison d'être, il faut remonter à son berceau ; alors seulement on pourra la connaître et la distinguer de tout ce qui n'est pas elle, et particulièrement de la Russie, qui veut se prévaloir de l'identité d'origine.

§ Ier.

APERÇU SUR LE PASSÉ DES SERBES.

Les Slaves, comme l'a très bien prouvé le savant Szafarzyk, habitaient l'Europe depuis l'époque la plus reculée. Nous trouvons dans Hérodote qu'ils fournissaient aux Grecs l'ambre de la Baltique. Connus alors sous le nom de *Windes* ou *Winides*, ils se donnaient eux-mêmes celui de *Serbes*. Plus tard, l'histoire nous montre les Slaves des bords de la mer Adriatique combattant contre Philippe et contre Alexandre-le-Grand. A la mort de ce dernier, qui les avait soumis, ils reconquirent leur ancienne liberté, et leurs chefs *Plevrat* et *Ogran* furent des princes puissants. Depuis, les Romains envahirent ce pays, et l'appelèrent province d'Illyrie, en y comprenant la Thrace et la Dacie. A l'époque de l'invasion des Barbares, une partie de la population slave des bords du Danube se retira dans les montagnes ; et c'est de là que leur est venu le nom

des *Horvates* ou *Chrobates*, qui signifie dans la langue slave *habitants des montagnes*. Vers l'an 640, l'empereur Héraclius attira à lui les Chrobates, qui, de concert avec les Serbes des plaines, vainquirent leurs oppresseurs communs les *Avares*. Toutefois les Bulgares, comme ceux-ci race asiatique de la région de l'Oural, s'établirent sur une partie du patrimoine des Slaves, et facilitèrent leur soumission aux Francs, qui étendirent leur pouvoir sur toute la Serbie. Le système féodal que les Francs introduisirent dans le pays, et qui flattait l'ambition des grands, fit que les Slaves subirent longtemps la domination franque. Les principales familles, occupées seulement à satisfaire leurs intérêts privés, ne s'inquiétaient guère de l'indépendance nationale, et la sacrifiaient toujours aux vues étroites de leur jalousie et de leur amour-propre. C'est ainsi que les généreux efforts tentés par Liudevit, à la fin du VIIIe siècle, échouèrent complétement.

Les seules populations qui avaient à leur tête des dynasties nationales surent conserver quelque temps leur indépendance; mais elles la perdirent à l'extinction de ces mêmes dynasties; car l'anarchie brisant l'unitié du pouvoir, l'étranger en profitait.

C'est ainsi que l'Illyrie centrale, gouvernée par la dynastie de *Porin*, fut la seule qui sut résister à l'invasion des *Madjares* en 883; mais une fois cette dynastie éteinte, l'Illyrie tout entière fut incorporée au royaume de Hongrie. Ce fait s'accomplit en 1162.

Avant cette époque, la race bulgare s'étant fondue avec la race slave, les rois de Bulgarie devinrent si puissants, qu'un d'eux, nommé *Krum*, vint en 814 assiéger la capitale des empereurs d'Orient. Mais cette puissance s'évanouit avec l'hérédité de la royauté, et

les Serbes purent secouer le joug bulgare en 924, dès que la royauté y devint temporaire.

L'empereur de Byzance, Basile, surnommé l'Exterminateur des Bulgares, parvint aussi à soumettre les Serbes en 1018; mais ils reconquirent bientôt leur indépendance. En 1100, Beli-Urosch, grand-duc de Serbie, monta sur le trône : c'est le chef de l'illustre dynastie de *Nemaniç* qui, sous dix souverains, occupa le trône et régna plus de deux siècles.

La Serbie parvint alors à l'apogée de sa puissance ; et son dernier roi, Étienne Douschan-le-Fort, se fit proclamer empereur en 1336.

Son empire s'étendait depuis l'Adriatique jusqu'à la Mer-Noire, et comptait au nombre de ses provinces : la Bosnie, la Bulgarie, la Macédoine, l'Albanie, la Transylvanie, la Syrmie, la Slavonie et la Dalmatie. Deux monuments historiques attestent la gloire d'Étienne : ce sont la publication d'un code de lois et l'érection d'un siége métropolitain pour l'église serbe, qui dès lors ne devait plus relever du patriarche de Constantinople.

Le prince Milosch a suivi de nos jours cet exemple, en détachant le clergé de son pays de la suprématie du patriarche de Constantinople.

Cependant Étienne commit une grande faute : à sa mort, arrivée en 1358, au moment où il allait entreprendre la conquête de Byzance, son fils Urosch étant mineur, il ne lui laissa que la suzeraineté avec le titre d'empereur, et confia les provinces de l'empire aux soins des gouverneurs, à titre de rois vassaux. Cette funeste erreur causa la ruine de l'empire serbe. Le jeune suzerain fut assassiné par un de ses vassaux; les autres, se disputant le pouvoir, disséminant les forces

de l'empire, ne purent s'opposer aux Turcs, qui, appelés par les empereurs de Byzance, se montraient pour la première fois en Europe. L'empire serbe était partagé entre trois souverains : deux d'entre eux périrent à la bataille de Tavaros. Les Turcs durent principalement cette victoire à la défection de Lazare, troisième roi. Resté seul, il prit le titre d'empereur; mais, à son tour, dix-huit ans plus tard, il fut abandonné par ses vassaux dans les plaines de *Kossowo*. Cette malheureuse bataille, livrée le 15 juin 1389, fut le tombeau de la Serbie.

Le fils de Lazare, Étienne, fut laissé sur le trône par le sultan, sous la tutelle de son beau-frère, le parjure Brankoviç, qui, pour régner lui-même, assassina son malheureux pupille.

A la mort de Brankoviç, sa veuve essaya, mais en vain, d'éveiller quelque énergie dans les cœurs de ses compatriotes corrompus. Les Serbes, à cette époque, avaient renié déjà la vertu et l'honneur; et sans ces deux éléments de toute existence nationale, il est absurde d'appeler un peuple aux armes pour revendiquer son indépendance. Une nation avilie ne saurait être qu'esclave : aussi les Turcs parvinrent-ils, sans de grands efforts, à soumettre entièrement les Serbes en 1459.

Le même sort était réservé à toutes les autres provinces de l'empire d'Étienne.

La Bosnie, qui, après la catastrophe de Kossowo, s'était laissé séduire par les offres insidieuses des Turcs, et s'était détachée du parti vaincu, n'y gagna, sous le protectorat des Turcs et des Hongrois, qu'une apparente indépendance. Il n'est que trop vrai qu'un peuple qui doit son existence à l'étranger ne s'appar-

tient plus : ainsi la Bosnie, sous une ombre d'indépendance, n'était qu'une province turque. En 1463, elle fut soumise à la plus horrible dévastation. Mahomet II fit enlever du pays 30,000 jeunes Bosniaques, capables de porter les armes, pour les faire entrer dans le corps des janissaires. Enfin, après la bataille de Mohatch, en 1526, la Bosnie fut tout-à-fait réduite en province turque, et même embrassa l'islamisme. Aujourd'hui encore, malgré une position admirable et le courage de ses habitants, elle reste courbée sous un joug odieux, car la jalousie qui divise les puissantes familles bosniaques, et que la Porte sait merveilleusement exciter, les empêche de se grouper autour d'un chef et de sacrifier leur misérable amour-propre au salut du pays. Les agents des puissances étrangères entretiennent cette désunion, que la différence de religion rend si facile à exploiter, dans l'espoir que la Bosnie deviendra pour elles une proie riche et facile.

La Bulgarie n'avait pas été unie à la Serbie par des liens aussi intimes que la Bosnie ; mais les mêmes causes y produisirent les mêmes effets. A la mort d'Étienne, elle cessa de faire partie intégrante de l'empire serbe. En proie à l'anarchie, dans une dissolution sociale complète, la Bulgarie, comme les autres provinces serbes, tomba sous le joug de l'esclavage. Le pouvoir n'y était plus héréditaire; on n'y arrivait ni par l'intrigue, ni même par des élections orageuses ; le crime seul, l'assassinat y conduisait. La bataille de Kossowo, pour la Slavie méridionale, marque le terme de son existence politique. Une fois que les généreux défenseurs du pays eurent succombé et que le reste de la population fut corrompu, le pays

n'attendait qu'un maître pour se courber sous le joug. Ce maître ne se fit pas longtemps attendre, et le farouche Bajazet II, en 1396, après la bataille de Nicopolis, réduisit la Bulgarie à l'esclavage. La noblesse y avait disparu dans des luttes intérieures et des crimes domestiques : aussi les Bulgares n'ont pas aujourd'hui parmi eux de nom qui leur puisse servir de guide et d'exemple, point de chef autour duquel ils puissent se grouper. Cependant on les voit encore tenter pour leur liberté de généreux efforts, marqués du plus beau dévouement, d'un rare courage. Ces efforts demeurent sans résultat; conséquence naturelle d'une absence de plan, d'unité et d'ensemble; choses qui elles-mêmes ne peuvent exister sans un commandement, sans un chef.

L'Albanie et le Monténégro seulement, les deux provinces les moins considérables de l'ancien empire serbe, conservèrent, en grande partie, leur indépendance jusqu'à nos jours.

L'Albanie même, sous son roi George Castriot, plus connu sous le nom de Scanderberg (le seigneur Alexandre), remporta contre les Turcs des victoires signalées. Scanderberg monta sur le trône en 1443; et pendant un règne de vingt-quatre ans, qui ne fut qu'une lutte continuelle, il fut toujours vainqueur.

Les succès de Scanderberg, résultant, d'un côté, de l'union des Albanais, du dévouement avec lequel ils soutinrent leur roi, de l'autre, de son génie et de son activité, prouvent irrévocablement deux grandes vérités :

La première, c'est que même pour le plus petit pays, il n'y a pas de position tellement désespérée qu'il ne puisse en sortir, et de joug étranger si pesant qu'il ne puisse secouer, dès que sa population le veut avec

force et sait se grouper autour d'un représentant national.

Le second enseignement qu'on peut tirer de l'histoire de l'Albanie sous Scanderberg, c'est qu'une petite armée, qui, dans une bataille rangée, doit céder toujours à des forces supérieures, finira, au contraire, dans une guerre défensive, mais menée activement sur le territoire du peuple qui la soutient, par détruire peu à peu et par ronger en détail les forces les plus imposantes. Les faits et les chiffres que présentent les longues luttes de Scanderberg le prouvent incontestablement. Pendant les vingt-quatre années qu'il régna et qu'il combattit, jamais son armée ne dépassa 15,000 hommes, et lui-même ne porta la guerre que deux fois en pays ennemi. Les Turcs, au contraire, entrèrent en Albanie avec vingt-deux armées dont une seule ne fut pas défaite. Ces armées présentent un total de plus d'un million de soldats, tandis que toute l'Albanie ne comptait que 400,000 habitants.

Après la mort de Scanderberg, arrivée en 1467, l'unité nationale ayant été rompue par les dissensions intérieures, les Turcs parvinrent à soumettre l'Albanie. Mais cette soumission fut conditionnelle ; car, en 1592, les Albanais signèrent une convention avec Amurat III, par laquelle ils reconnurent la souveraineté de la Porte, à condition qu'ils ne paieraient pas de tribut et qu'ils resteraient armés.

Aujourd'hui même, dans les montagnes de l'Albanie septentrionale, les Mirdites (Albanais catholiques) ont conservé une ombre d'indépendance et sont gouvernés par la famille princière Dado, dont le pouvoir est héréditaire. Le représentant de cette dynastie albanaise, le prince Nicolas Dado, fut assassiné en 1840

par ordre de la Porte : on craignait qu'il ne devînt le chef d'un mouvement national.

Il serait superflu de rappeler les événements qui se rattachent à l'existence d'Ali, pacha de Janina. Ce chef faillit commencer le démembrement de la Turquie en Europe, en se rendant indépendant du sultan. C'est à l'histoire d'Ali que se rapporte l'extermination des Souliotes et le honteux trafic de Parga, par lequel les Anglais, pour une somme d'argent, livrèrent cette ville, qui s'était mise sous leur protection, au farouche pacha de Janina.

Tous ces faits prouvent que l'Albanie conserva toujours une certaine indépendance, et que jamais les Albanais ne subirent le joug honteux de l'esclavage, grâce à leur mâle énergie.

Le Monténégro est la seconde petite province de l'ancien empire serbe qui sut maintenir son indépendance. Pour éviter les catastrophes auxquelles l'Albanie fut en proie après la mort de Scanderberg, le souverain de Monténégro, qui descendait de la famille Balcha, d'origine provençale, se retira avec toute la population dans la contrée montagneuse de Cétigné. Son successeur Georges Czernoviç, n'ayant pas d'enfants, abdiqua le pouvoir, en 1516, entre les mains de l'évêque (vladika). Depuis cette époque, le pouvoir est resté aux évêques; et dans les derniers temps, il est devenu presque héréditaire, en ce sens que le vladika désigne son successeur.

Le Monténégro traversa une longue suite de vicissitudes; il n'en sortit victorieux qu'à force d'énergie, de dévouement et d'union, gages certains du succès. Mais ce ne sont que les victoires remportées par le vladika Pierre Pétroviç (sans contredit l'homme le plus émi-

nent de ces contrées), en 1795, sur le pacha de Scutari Mahmud, et celles bien autrement importantes remportées en 1797 sur le pacha de Janina, qui assurèrent l'indépendance dont jouit de nos jours le Monténégro.

La situation intérieure de ce pays est peu connue; mais sa situation morale, ses tendances politiques le sont encore moins. On croit que les Monténégrins, influencés par le principe de l'unité de religion et de race, poussent leur sympathie pour la Russie jusqu'au désir de faire partie de l'empire : c'est une erreur grave, car le bon vouloir de la Russie n'est apprécié par les Monténégrins qu'autant qu'ils y voient un allié contre la Porte, leur ennemie naturelle (1).

Généralement l'Europe occidentale commet la faute grossière de confondre le sentiment *d'une indépendance nationale* chez les Slaves avec *les vues et les intérêts de l'autocrate*. Le réveil du sentiment de l'indépendance et de la nationalité chez les différents peuples de la grande famille slave, apportera un nouvel élément de force et de puissance dans le monde politique. Le siècle où nous vivons en a fait déjà connaître plusieurs dont on ne soupçonnait pas l'existence, il y a peu d'années.

Cet aperçu rapide des principaux faits de la première période de l'histoire des Slaves méridionaux présente une analogie frappante avec les faits de l'histoire des Slaves septentrionaux de la même époque.

On vient de voir que les seuls états qui fleurirent chez les Slaves méridionaux furent ceux qui eurent des dynasties nationales. Les mêmes phénomènes

(1) Dans le moment, Pierre Petrowiç II, vladika régnant au Monténégro, vient d'être anathématisé par le Saint-Synode russe de Saint-Pétersbourg pour avoir de son propre chef canonisé son oncle défunt le vladika Pierre Petrowiç I.

politiques se font remarquer dans le même temps chez les Slaves septentrionaux.

Le royaume de Bohême, fort et respecté pendant les six cents ans qu'il fut gouverné par les descendants de Przemyslas, décline et succombe avec la dynastie nationale.

En Pologne, le courage héroïque de Ladislas-le-Bref, fort des droits que cinq siècles de durée donnaient à la famille des Piast, sut mettre un frein à la licence anarchique des grands. La sage administration de Casimir-le-Grand n'aurait peut-être pas suffi pour préserver ce pays du sort de la Serbie, si, à l'extinction de la dynastie des Piast, celle des Jagellons ne fût venue immédiatement occuper sa place. Heureuse coïncidence, grâce à laquelle le royaume de Pologne, au lieu de tomber, arriva, sous le règne de cette glorieuse dynastie, au plus haut degré de splendeur.

Mais c'est en Russie surtout que l'on voit jusqu'à l'évidence combien la puissance dynastique donne de force à un État.

En effet, cette partie de la population slave, sur les limites reculées de son vaste territoire, répandue en colonie, était serrée par trois populations de races diverses qui empiétaient sur son indépendance. Conquis d'abord par les Normands, ils devinrent sous leurs nouveaux maîtres entreprenants comme eux, et comme eux soumis à la volonté du chef. Le respect pour l'autorité établie a toujours été si profond en Russie que les grands-ducs, traités avec le mépris le plus insultant par un vainqueur étranger, n'en étaient pas moins chefs et souverains pour leurs sujets. Les souverains russes ayant affermi leur puissance, et l'ayant formée sur celle des Finois, dont ils s'étaient appro-

prié à Sousdal l'instinct d'une sauvage persévérance, il ne leur restait à Moscou, pour dicter leur volonté, qu'à s'approprier les deux éléments des Mongols, la fausseté et la cruauté. Les Russes passèrent plus de deux siècles à cette terrible école. Soumise au joug de ces féroces maîtres, les Tartares mongols, la population russe cependant n'obéissait, ne voyait que la dynastie nationale, qui, réunissant en un faisceau toutes les forces de la nation, et les dirigeant vers un seul but, finit par l'atteindre et extermina les Tartares.

Mais si dans ces temps barbares, où la force était tout, les dynasties nationales exerçaient une si grande influence sur le sort des empires; aujourd'hui que le droit et les forces morales forment la base de la puissance des peuples, elles sont la clef de la voûte sociale.

Aujourd'hui les dynasties nationales ne reposent plus uniquement sur la force physique, c'est-à-dire sur la valeur individuelle du chef; mais, émanant des besoins moraux de la société, elles sont l'expression même d'un principe, sans égard au mérite de celui qui le représente.

Autrefois la nation, comme être politique, comme *force morale*, n'ayant aucune valeur, les seigneurs, les grands de l'État, menaçaient souvent les dynasties, et cherchaient à dépouiller le pouvoir à leur profit. De là des luttes continuelles et sanglantes: aussi, pour châtier les mutins, pour tenir en respect les jaloux ambitieux, il fallait au chef dynastique des talents éminents; et toutes les fois que les rênes du gouvernement tombaient entre les mains d'un mineur, le pouvoir dynastique courait des chances fatales. Il n'en est plus ainsi de nos jours: les priviléges des castes une fois supprimés, le pouvoir suprême n'a plus de rivaux à craindre.

Avec les progrès des lumières, le principe a surgi: toutes les forces ne forment qu'une grande unité. Le pays leur sert de base; le pouvoir occupe le sommet de l'édifice, et cette énorme pyramide représente la *nation*, ayant préposé à ses destinées une dynastie.

Ce pouvoir national est la première magistrature de l'État, constituée au profit de tous, afin de pouvoir développer toutes les forces du pays. C'est la personnification vivante de la nationalité, le pays incarné dans un seul homme et agissant par lui.

Aujourd'hui donc le pouvoir change de mains; mais la dynastie demeure, maintient la tradition, unit la veille au lendemain, apporte dans les affaires l'esprit de suite qui seul mène aux grands succès, et empêche ces revirements soudains d'une opinion à une autre, source de désordre et d'impuissance : aussi la durée des dynasties fait leur force et celle des nations. C'est ainsi que Napoléon le comprenait lorsqu'il disait: « Ah! si je pouvais être mon petit-fils! » C'est pour cette raison que l'Angleterre montre tant de fermeté, tant d'habileté, de persévérance dans la politique, soit que son sceptre brille entre les mains d'un politique consommé, soit qu'il repose dans celles d'une jeune femme. Les profondes discussions des chambres françaises sur la loi de la régence viennent de rendre un éclatant témoignage à la force du principe dynastique.

Oui, à l'époque où nous vivons, particulièrement dans les pays démocratiques, les dynasties, c'est-à-dire le principe de la royauté héréditaire, sont le plus puissant moyen de développement pour la société et de force pour la nation.

§ II.

LA SERBIE SOUMISE AUX TURCS.

La Serbie, comme on l'a vu, perdit son indépendance réelle à la sauglante bataille de Kossowo; cependant jusqu'en 1495, c'est-à-dire jusqu'à la prise de Semendria, elle avait conservé une ombre d'existence ; mais à dater de ce jour, le nom même de la Serbie fut effacé. Longtemps encore les Moldaves et les Valaques conservèrent leurs princes, qui, souvent indépendants, soutinrent contre les Turcs des guerres sanglantes, tandis que les Serbes étaient déjà leurs esclaves ; car les vestiges même de l'indépendance serbe, que Mahomet II et son fils Bajazet II avaient laissé subsister, furent détruits par Soliman-le-Grand. L'empire ottoman arriva alors à son apogée. Soliman, en 1521, conquit Belgrade ; en 1526, il remporta la victoire décisive de Mohatch, où Louis Jagellon, roi de Hongrie, perdit la vie et la couronne ; en 1529, Soliman assiégea Vienne, et quoiqu'il fût obligé d'en lever le siége, il ne resta pas moins le maître d'une partie de la Hongrie avec la ville de Bude. Sur le reste de ce royaume il établit roi Jean de Zapole, et réduisit la Transylvanie en province tributaire. C'est ainsi que Soliman étouffa parmi les Slaves englobés dans son empire jusqu'au sentiment de nationalité.

Chose étonnante, difficile à comprendre, que la nationalité : on ne peut préciser sa valeur, apprécier ses forces par des chiffres, et cependant l'existence de cette nationalité, l'influence qu'elle exerce, les effets qu'elle a produits, sont tellement patents, que le matérialiste

politiqu ele plus audacieux ne saurait les nier. C'est en vain qu'on essaie d'expliquer certains faits politiques par des théories, par une science profonde des protocoles, des actes diplomatiques, si on n'accepte pas la cause première, la nationalité.

En effet, effacer un peuple de la grande famille des nations, soit à coups de plume, soit même à coups de sabre, n'est pas le priver de son existence.

Ce peuple vit, il existe, tant que lui-même ne s'est pas suicidé, n'a pas oublié son passé, ne s'est pas renié lui-même en perdant confiance dans ses forces, dans sa nationalité.

Soliman, qui, sans contredit, fut l'un des plus habiles et des plus grands monarques de l'empire ottoman, chercha à consolider sa puissance par d'autres moyens encore que les armes. Les peuples qu'il avait conquis étaient trop nombreux pour être fondus dans la population turque. Pour dominer les vaincus, Soliman partagea le sol entre les vainqueurs. Il créa des fiefs révocables dont il investit les spahis.

Les spahis et les janissaires, dont la formation date de l'année 1359, constituent la première armée permanente des siècles modernes. Spahis (en turque *sypahy*) veut dire cavalier; janissaire (*jeni-tchary*), nouvelle recrue. Originairement cette milice était toute formée de jeunes chrétiens enlevés de force à leur pays; c'est elle qui a été le premier soutien de la puissance ottomane, comme, dans la suite, c'est elle qui, par sa licence, a la première sapé les fondements de l'empire.

Les spahis étaient, à l'instar des gardes du calife Omar, préposés à la garde de la personne du sultan. Divisés en quatre détachements de 1,200 chevaux cha-

cun, les spahis veillaient également à la sûreté de l'étendard du Prophète.

Primitivement le nombre des janissaires fut très limité ; mais avec le temps il s'accrut jusqu'à 60,000 hommes. Les janissaires devinrent turbulents et enclins à la révolte du moment où ils commencèrent à se recruter par leurs enfants, car ils formèrent par là une corporation privilégiée héréditaire.

Le sol, dans les pays conquis par les Turcs, appartient à l'une de ces trois catégories :

1° Ou il est concédé, à titre de propriété, à des sujets musulmans, dont le gouvernement perçoit la dîme (*acher*) ;

2° Ou il est laissé aux anciens possesseurs qui n'avaient pas embrassé l'islamisme (*raya*), sujets à l'impôt de la capitation (*haratch*) et de la dîme ;

3° Ou il appartient à la couronne, qui le donne en fief ; ceux qui en sont investis se nomment aussi spahis.

Ces fiefs étaient cultivés par des rayas, qui en payaient au seigneur le fermage (*tapou*), plus la capitation (*haratch mouvasaf*), plus la dîme (*haratch moukaseme.*)

Les terres ainsi accordées par le sultan étaient une récompense pour des services rendus; mais elles obligeaient en même temps à servir personnellement, et à fournir un certain nombre d'hommes en temps de guerre.

Ces fiefs sont révocables; le sultan peut en augmenter la valeur, la diminuer ou reprendre le don, d'après le mérite et la conduite du spahis feudataire.

Les grands fiefs se nomment *ziamet*, les petits, *timar*.

La population des rayas n'étant pas attachée au sol

du fief, et ne faisant point partie de la donation, il s'ensuivait que le feudataire, pour la conserver sur ses terres, la traitait avec moins de rigueur.

Les pachas et les cadis nommés par le sultan représentent le gouvernement, en résument en eux le pouvoir, et sont les protecteurs des rayas contre les vexations individuelles des spahis.

Tel fut l'état de la Serbie depuis Soliman Ier, durant tout le XVIe et le XVIIe siècle.

Tout Serbe, étant esclave, payait le haratch (capitation), pour la tête qu'on lui permettait de porter.

En outre, il payait les redevances à titre de dons officiels aux pachas, aux cadis, ainsi qu'à tous les employés subalternes, et il donnait la dîme de tout ce qu'il possédait au spahis sur le fief duquel il demeurait. Ce qu'il y avait de plus atroce, c'est que les Serbes devaient fournir tous les cinq ans un certain nombre d'enfants mâles pour le service de la Porte.

Il n'y avait pas d'outrage, il n'y avait pas de vexation dont les malheureux Serbes ne fussent alors accablés.

Il faut même le reconnaître, tout conquérant qui s'empare d'un pays plus civilisé, plus riche, ayant une population plus forte que la sienne, ne peut agir autrement.

C'est là une lutte à mort; la situation réciproque des deux parties en fait une nécessité inévitable.

La terreur seule soutient le dominateur qui n'a pas sur le pays conquis une supériorité morale et physique ; la terreur seule enchaîne les forces des vaincus, les empêche de bien juger leur position et de bien employer les moyens dont ils disposent.

Il est certain que la dureté du conquérant envers

la population conquise provoque contre lui une réaction non moins violente, si, manquant de temps ou de suite dans son plan, il ne l'exécute qu'à demi. — Mais, d'un autre côté, si le peuple conquis abdique le sentiment de sa dignité et oublie ses devoirs, ce peuple, méconnaissant ses forces, finit par disparaître en se fondant dans la population du vainqueur.

Les Grecs du Bas-Empire présentent ce triste exemple, tandis que les Serbes, forts de leur nationalité, reviennent aujourd'hui à leur antique indépendance.

Les Serbes ayant conservé le sentiment de leur nationalité, étant restés fidèles à la foi de leurs aïeux, purent, dès que le fanatisme religieux des Turcs eut fait place à l'indifférence, dès que leur barbarie se fut endormie au sein du luxe et de la mollesse, secouer le joug de leurs oppresseurs.

Leur réveil, leur lutte, et finalement leur indépendance, ne sauraient être attribués à un concours de favorables circonstances. Ils le doivent uniquement à leur force vitale, qui sut se conserver, se faire jour et renverser les forces musulmanes. En effet, sitôt que les Turcs perdirent de leur barbarie, leur puissance commença à chanceler, et dès ce moment les Serbes respirèrent.

Il est impossible de ne pas reconnaître, d'après les faits que présente l'histoire de l'empire ottoman, combien les dynasties donnent de forces à un État. Révolte, anarchie, dissolution de mœurs, prévarications, tous les crimes politiques et privés forment le tableau de la Turquie. On y voit continuellement des changements violents parmi les premiers fonctionnaires de l'État, des meurtres commis sur la personne des souverains,

la chute des uns, l'élévation subite des autres, et tout cela au milieu de nombreuses populations, vaincues, opprimées, d'une autre race et d'une autre religion. Cependant, malgré tous ces éléments d'une chute rapide, l'empire ottoman a pu subsister, uniquement parce que le trône ne resta pas vacant un seul jour, et que pas un sultan ne fut pris en dehors de la dynastie régnante.

Les prétoriens d'autrefois n'étaient ni plus factieux ni plus redoutables que les janissaires, et ils renversèrent l'empire romain, bien plus puissant que celui des sultans, uniquement parce que, sans respecter les droits dynastiques, ils portaient à l'empire le premier général qui savait les séduire.

Vers la fin du XVII[e] siècle, l'histoire recommence à parler des Serbes. La Porte, abattue par les victoires de Jean III, roi de Pologne, par celles du duc de Lorraine et celles du prince Eugène, voyait décliner sa grandeur. Bientôt après, le traité de Karlovitz (1699), suivi de celui de Passarovitz (1718), sapèrent les bases de sa puissance.

C'est en 1690 que les Serbes, excités par l'Autriche, prirent les armes contre les Turcs ; mais cette insurrection, fomentée par une puissance étrangère, n'étant pas le fruit d'un mouvement spontané, d'un sentiment national, n'amena que des désastres. Les Serbes, sacrifiés par la politique autrichienne, se réfugièrent en Hongrie, avec Arsénius, patriarche de leur église.

Karpos, qui s'était proclamé leur roi, finit sur le pal; et l'église serbe, à dater de ce jour jusqu'au temps de Milosch, fut soumise à la suprématie immédiate du patriarche de Constantinople.

Il en résulta que les premières dignités ecclésiastiques furent ordinairement confiées à des Grecs mercenaires : aussi les Serbes détestaient leur haut clergé, tandis qu'ils entouraient de tout leur respect les prêtres des campagnes, Serbes comme eux, d'origine et de cœur. La même cause produisit les mêmes effets en Bulgarie.

Chez les Bulgares, la classe supérieure témoigne en général de la sympathie pour les Russes, tandis que la population en masse, suivant l'exemple de son clergé national, porte plus de haine aux Russes qu'aux Turcs mêmes ; car les Bulgares sentent qu'il leur serait plus difficile de secouer le joug du czar que celui du sultan.

L'état de Serbie dans le XVIIIe siècle, depuis la paix de Passarovitz, s'améliora considérablement en proportion de l'affaiblissement de la puissance turque.

Les spahis et les janissaires n'habitaient en Serbie que les villes; les habitants du pays, demeurant à la campagne, étaient moins exposés à leurs vexations. Les deux peuples, qui d'ailleurs se méprisaient l'un l'autre, bien que vivant sur la même terre, étaient tout-à-fait séparés.

La perception des impôts, quelles qu'en fussent la nature et la destination, s'opérait sans mettre les deux populations en contact. La Serbie, partagée en douze districts, était sous la dépendance d'un pacha. Celui-ci nommait dans chaque district un *kness* (chef national); la répartition des impôts du district était confiée aux *kness* des villages. Le même mode de perception s'observait aussi entre les rayas et les spahis feudataires.

Grâce à cette organisation administrative, les Serbes, bien que pressurés outre mesure, à dater du traité de

Passarovitz, vécurent tout-à-fait en dehors des Turcs. Il n'en est pas moins vrai qu'à chaque instant ils avaient à souffrir toutes sortes de dédains et d'insultes de la part de leurs maîtres. Ces humiliations sont dures, mais c'est la conséquence logique des positions réciproques.

Chaque peuple a reçu des mains de la Providence un caractère particulier, un cachet qui lui est propre; si, par suite de ses erreurs, il a été subjugué, il doit les reconnaître, s'en corriger, et briser le joug qui l'oppresse : tel est le devoir d'un peuple qui veut être libre, et qui prouve par là qu'il est digne de la liberté.

Mais le peuple qui ne sait point agir pour reconquérir son indépendance, qui ne sait pas se corriger de ses défauts, et qui se borne à implorer le secours des nations étrangères, ce peuple-là inspirera de la *sympathie*, puis de la *pitié*, et enfin du *mépris*. On lui reprochera avec raison que, ne sachant ni se corriger ni combattre, il ne sait même pas se taire sous le joug qu'il s'est imposé, et qu'il porte par ignorance et par apathie.

Les échecs de la Porte, les triomphes de l'Autriche, de la Russie, et même ceux de la Pologne encore, réveillaient parmi les Serbes le souvenir de leur ancienne gloire, et les rendaient d'autant plus sensibles aux insultes de leurs maîtres. Légalement, un Serbe ne pouvait entrer, ni armé ni à cheval, dans aucune ville, car c'était la demeure présumée des Turcs; en rencontrant un Turc sur son chemin, le Serbe devait mettre pied à terre et couvrir ses armes.

Plus les Serbes souffraient d'outrages en public, plus, dans le sein des familles, le sentiment national éclatait.

Alors les chants populaires exprimaient les souffrances, racontaient les peines morales, et faisaient germer dans les esprits des pensées d'avenir.

On s'entretenait de la gloire passée de la Serbie, on chantait les victoires plus récentes remportées par les autres nations sur les Turcs : ainsi Gundolitch fit un poëme populaire à l'honneur de Ladislas IV, roi de Pologne, vainqueur des Turcs à Chocim ; ainsi d'autres chantèrent les exploits des Russes, mais uniquement ceux par lesquels ils s'étaient signalés dans leur guerre contre les Turcs. Ceci est encore une nouvelle preuve de ce fait incontestable, que les Slaves méridionaux n'ont de sympathie pour la Russie qu'autant qu'ils voient en elle leur protectrice contre la Turquie.

Le poëte Rigas alla plus loin ; il osa le premier organiser une conspiration ; mais son projet ayant été découvert, il fut obligé de fuir, et se réfugia à Trieste.

Le malheureux poëte, livré par les Autrichiens aux Turcs, fut scié. Cefait eut lieu en 1798. Il caractérise le cabinet de Vienne, ne reculant devant aucun crime dès qu'il s'agit de sévir contre ce qu'il appelle un *révolutionnaire*.

Les sentiments patriotiques réveillés, les Serbes n'étaient plus disposés à souffrir patiemment les injures, et quiconque avait un cœur bien placé lavait son offense dans le sang de l'offenseur. Une fois l'exemple donné, il était suivi ; et alors ceux que menaçait la colère turque se retiraient dans des lieux inaccessibles, où ils pouvaient braver le courroux de leurs anciens maîtres. Organisés en bandes sous le nom de *heïducks*, ils passaient aux yeux des Turcs pour des brigands, car ils les attaquaient eux et leurs propriétés. Mais aux yeux des Serbes, dont ils respectaient les biens

et les personnes, les *heïducks* méritaient des éloges, et plus d'un chant populaire fut composé en leur honneur.

Une autre circonstance vint aider au développement du sentiment national des Serbes.

La licence des janissaires, vers la dernière moitié du XVIIIe siècle, était parvenue à son plus haut degré. Comme le sultan, au milieu de son sérail, était exposé tous les jours à leur audace, pareillement tout pacha était menacé du même danger dans son gouvernement.

Mais les janissaires de Belgrade, plus entreprenants que les autres, rêvaient une souveraineté à l'instar des mamelucks d'Égypte et de la milice d'Alger.

Profitant du moment où l'Autriche déclarait la guerre au sultan, en 1791, les janissaires se révoltèrent, nommèrent Deli-Achmet pour chef, assassinèrent le pacha avec quatorze spahis feudataires, et devinrent maîtres de Belgrade.

De son côté, l'Autriche provoqua le réveil des Serbes par l'organisation des corps francs serbes, formés de ceux qui y avaient émigré en 1690 : tous les heïducks y accoururent aussi. Ces braves Serbes rendirent à l'Autriche de grands services : leurs chefs, Georges Petrowiç Tcherny et Alexis Nenadowiç, s'y distinguèrent particulièrement. Mais, comme il arrive toujours aux hommes qui combattent sous des drapeaux étrangers en rêvant l'indépendance nationale, les Serbes furent sacrifiés par l'Autriche.

La paix de Sistova, en 1791, ayant mis fin à la guerre, la Porte soumit les janissaires révoltés à Belgrade. Deli-Achmet fut traîtreusement assassiné, et les janissaires qui purent échapper se sauvèrent à Vidin, et

offrirent leurs services à Pasvan Oglou, qui s'était rendu indépendant du sultan.

Ce Pasvan Oglou était le chef d'une bande de volontaires turcs (*krchali*) qui, voyant la campagne finie, faisaient la guerre à leur profit, pillant, ravageant toutes les propriétés sans distinction. Pasvan Oglou agréa les offres des janissaires, et avec leur concours défit les troupes du sultan. Pour lui tenir tête, Hadji-Moustapha, pacha de Belgrade, fut obligé d'appeler à son aide les Serbes eux-mêmes. C'était le premier exemple de rayas armés légalement contre leurs maîtres. Leur chef, ancien heïduck, Stanko Arembachiç, ne démentit pas sa vieille réputation de bravoure.

La Porte se trouvait trop faible pour arrêter l'audacieux Pasvan Oglou; elle entra en accommodement avec les janissaires, et leur restitua leurs anciens priviléges en Serbie. Cette impuissance du gouvernement les encouragea à de nouveaux méfaits. Saisissant le moment où Moustapha avait expédié ses troupes contre Pasvan Oglou, les janissaires surprirent Belgrade, assassinèrent le pacha, s'emparèrent du gouvernement de la province, et le confièrent à quatre d'entre eux qu'ils nommèrent *dahis*.

Pour couvrir leur révolte d'une apparence de légalité, ils demandèrent au divan un pacha, qui ne fut que le représentant du sultan, sans nulle autorité, tandis que toute la puissance resta entre les mains des dahis.

Le sultan, excité par les plaintes des spahis, possesseurs des fiefs en Serbie, menaça les dahis d'employer contre eux des bras chrétiens. Les dahis prirent alors la résolution de se défaire de tous les Serbes qui pourraient leur paraître suspects. Cette résolu-

tion, tout incroyable qu'elle paraît, a été cependant exécutée en maintes circonstances par d'autres gouvernements dans des pays plus civilisés : la loi des suspects en France, les arrestations préventives en Pologne, comme en Irlande, servent d'exemples entre mille autres. Mais les leçons de l'histoire sont trop souvent inutiles ; on hésite, on espère échapper à un danger qu'on croit ne menacer qu'un voisin ; on attend, pour agir, les circonstances favorables, on néglige de se préparer à l'action, et on finit par porter la peine de son imprévoyance. C'est ce qui arriva aux Serbes, qui, ne pouvant croire à la résolution sanglante des dahis, restèrent tranquillement dans leurs foyers. Alors les dahis, sans égard pour l'innocence des individus, afin de se défaire de tout ce qui leur portait ombrage, firent massacrer tous ceux qui avaient du mérite, qui exerçaient une influence dans le pays.

Le danger en Serbie menaçant tous les habitants, la terreur se répandit partout. Le pays se changea en un désert : les villages abandonnés, les champs sans culture, les troupeaux errant sans maîtres : cet aspect sinistre présageait un dénoûment terrible.

On ne rencontrait que des vieillards et des infirmes; la population en masse s'était retirée dans les bois au milieu des montagnes. Ces nouveaux heïducks n'attendaient plus qu'un chef. Alors parurent Georges Petrowiç, surnommé en turc *Kara*, *Tcherny-le-Noir*, Janko Katiç, et Basile Tcharapiç. Ces hommes de cœur, jugeant qu'il est indigne de se laisser égorger sans se défendre, se mirent les premiers à la tête de cette population errante dans les montagnes, et l'insurrection éclata dans la *Choumadia*, contrée couverte de forêts.

La Serbie, considérée au point de vue topographique, se compose de trois parties distinctes.

Le pays est situé sur le versant septentrional des montagnes de l'Albanie et de la Macédoine, et s'aplanit en descendant vers le Danube et la Sava. La partie centrale comprend des forêts qui s'étendent entre la Morava, affluent du Danube, et la Kolubara, qui se jette dans la Sava : c'est la Choumadia.

La seconde partie est le territoire compris entre la Morava et les montagnes de la Bulgarie. Les chefs de l'insurrection sur ce point furent Milenko et Pierre Dobirniaç.

La troisième partie est située entre la Kolubara et la frontière de Bosnie. Ici Jacques Nenadowiç et Luc Lazarowiç (un moine) commandaient l'insurrection.

Bientôt les heïducks, avec leurs chefs, Glawaç, Weliki et Ciurcia, vinrent former le premier noyau d'hommes armés parmi les insurgés.

§ III.

LA SERBIE INDÉPENDANTE SOUS GEORGES TCHERNY.

La première attaque eut lieu contre le village de Sybniça. Tous les Turcs y furent égorgés, et les habitations incendiées. Cet acte sanglant marquait suffisamment la situation réciproque des Serbes et des Turcs; les ordres que les chefs donnaient au pays annonçaient également le genre de la lutte. « Tout Serbe capable » de porter les armes doit, sous peine de mort, se » joindre aux insurgés : partout on doit attaquer les » Turcs, incendier leurs habitations et massacrer les » habitants. Toute localité qui ne l'aura pas fait sera

» brûlée elle-même ; celle qui n'est pas en état de se » défendre doit être abandonnée, et ses habitants » doivent se retirer dans les montagnes et les forêts. » La guerre entreprise dans de tels sentiments ne laissait ni aux Turcs ni aux Serbes le moindre doute sur la manière dont elle serait conduite.

En effet, lorsqu'un péril imminent ou une dernière misère force un peuple à recourir aux armes, il est du devoir de ceux qui sont à la tête du mouvement de montrer à ce peuple quels sont les résultats sur lesquels il doit compter et les obligations qu'il aura à remplir. Il faut encore tâcher, dès le premier jour, d'entraîner dans le mouvement le plus grand nombre possible, de compromettre tellement leur fortune et leur existence qu'ils ne voient de salut que dans la victoire. Elle sera immanquable alors, car chacun fera tous les efforts dont il est capable pour l'obtenir. Tandis que ces efforts doublent les forces de l'insurrection, elles affaiblissent et neutralisent dans la même proportion celles de l'ennemi.

L'insurrection est un glaive sacré qu'un peuple ne doit tirer que pour défendre son indépendance, sa foi, sa nationalité : dons précieux de la Providence, qu'il a mission de défendre quand on les lui dispute, et de reconquérir quand on les lui a ravis.

L'insurrection se répandit en Serbie presque spontanément. Les Turcs fuyaient sans combat, tant les ordres sanglants de l'insurrection et l'exemple de Sybniça les avaient remplis de terreur, et ils se renfermaient dans les forteresses.

Alors les chefs de ces bandes d'insurgés, dont les uns étaient étonnés d'incendier et de détruire, au lieu de labourer et de bâtir ; d'autres, frappés par leur pre-

mier succès et par la vue du premier sang répandu ; d'autres, enfin, qui depuis longtemps faisaient ce métier : tous ces chefs, éléments aussi hétérogènes, s'accordèrent cependant entre eux : « Puisque chaque » famille a son chef, disaient-ils, la nation non plus » ne saurait s'en passer. »

Sur la proposition du knes Téodore de Kragoïevo, Georges Tcherny fut élu chef général. Tcherny refusa d'abord, en faisant observer à l'assemblée qu'il n'avait pas le talent de la parole, et qu'il ne savait se faire obéir qu'avec le sabre. Mais l'assemblée força Tcherny à accepter le commandement de l'insurrection, qui ne s'étendait encore qu'à la Choumadia.

Dès que la nouvelle de cette insurrection se fut répandue dans le pays, des volontaires turcs faisant le métier de brigands vinrent offrir leurs services aux insurgés. Repoussés par les Serbes, ils allèrent combattre sous les drapeaux des dahis. Ceux-ci reçurent encore un nouveau renfort amené par Alibeg Widaïç de Bosnie, qui, fier de son armée bien disciplinée, traitait avec mépris les insurgés serbes, presque nus et mal armés. Ils comprenaient eux-mêmes qu'ils n'étaient pas en état de résister à leurs adversaires dans une bataille rangée, mais qu'ils devaient leur opposer une guerre de partisans. Ils abandonnèrent donc volontairement aux Turcs le camp retranché de Svilevo ; mais dès que ceux-ci en eurent pris possession, les insurgés les y cernèrent de tous côtés. Les Turcs, ainsi enfermés, sans vivres, et exposés à un feu meurtrier qu'entretenaient des hommes disséminés autour des retranchements, finirent par capituler. Mais, soit malentendu, soit mauvaise foi, ils furent presque tous égorgés.

Le succès d'une insurrection dépend le plus souvent du succès de la première rencontre : aussi, s'il est impossible de commencer le mouvement par une surprise, les insurgés doivent longtemps éviter le combat. Ce n'est qu'après s'être aguerris, faits à la fatigue, à la discipline militaire, après que leur chef a fini par leur inspirer de la confiance ; ce n'est qu'alors seulement, et avec des forces bien supérieures en nombre, que les insurgés peuvent se mesurer avec une troupe organisée. L'attaque doit être hardie, imprévue et vive ; ce n'est qu'en agissant ainsi qu'on peut espérer de battre son adversaire avec des hommes nouvellement armés. Dans un cas contraire, il faut éviter le combat ; car, encore une fois, un échec au début peut faire manquer toute l'entreprise.

Le succès que les Serbes venaient d'obtenir redoubla leur confiance. Non contents d'avoir expulsé les Turcs de tous leurs villages, ils vinrent bloquer les places dans lesquelles ceux-ci s'étaient retirés, et dont ils n'osaient plus sortir. Tcherny, chef de la Choumadia, investit Belgrade ; Nenadoviç, qui tenait la campagne sur la Kolubara, assiégea la place de Schabaç, tandis que Mileuko, en deçà de la Morava, cerna Pocharevaç. Schabaç se rendit le premier : alors Nenadowiç fit sa jonction avec Tcherny. Les garnisons de Pocharevaç et de Smeredovo ne tardèrent pas à traiter, demandant pour elles les conditions auxquelles se rendrait la garnison de Belgrade.

Les trois corps des insurgés, réunis alors, vinrent camper devant cette ville.

A cette même époque, la Porte, ébranlée par la révolte des pachas de Vidin, de Belgrade, de Zvornick, de Scodra et de Janina, ajouta foi aux paroles

des spahis de Belgrade, qui assuraient que l'insurrection en Serbie n'était entreprise que contre l'usurpation des dahis.

D'après cet avis, le sultan donna l'ordre à Bekir, pacha de Bosnie, d'entrer en Serbie et d'en expulser les dahis. Ceux-ci, voyant le pacha de Bosnie assiéger Belgrade de concert avec les Serbes, prirent clandestinement la fuite; mais les insurgés réclamèrent de Bekir les têtes des quatre dahis, qui les leur livra. Tel était le triste état du pouvoir en Turquie que, n'osant plus punir, il autorisait l'assassinat.

Le pacha Bekir, ayant ainsi satisfait les Serbes, les engagea à rentrer dans leurs foyers; mais les Serbes avaient déjà joui de l'indépendance; ils avaient teint leurs sabres du sang ottoman; ils déclarèrent donc au pacha qu'ils ne déposeraient les armes qu'à de certaines conditions.

Le pacha Bekir, devinant le péril et ne se sentant pas la force de le combattre, quitta le pays, et laissa au pacha nouvellement arrivé le soin des affaires.

La Serbie présentait alors un aspect singulier. Quelques places fortes, encore occupées par les dahis, étaient assiégées par les Serbes. Dans la ville de Belgrade, le pacha nommé par le sultan conservait une ombre de pouvoir, tandis que la citadelle était occupée par les volontaires turcs et que leur chef disputait au pacha le gouvernement du pachalick; enfin, en présence de ces deux adversaires, les Serbes insurgés campaient aux portes de la ville. Au milieu de ce chaos, les Serbes, croyant le péril passé et n'ayant qu'un chef militaire auquel les autres portaient maintenant envie; les Serbes, qui, pendant tant de siècles, s'étaient habitués à avoir un maître étranger, se déci-

dèrent à chercher une protection au-dehors. D'un côté, le machiavélisme autrichien et l'oppression que ce cabinet faisait peser sur ses sujets slaves étaient trop connus des Serbes ; de l'autre, leur haine nationale et héréditaire contre tout ce qui porte un nom allemand les détermina à envoyer à Saint-Pétersbourg, plutôt qu'à Vienne, des délégués chargés de demander une intervention (août 1804).

La délégation serbe revint de Pétersbourg au mois de février 1805, et n'apporta que des promesses vagues. Les Serbes s'assemblèrent au mois d'avril, pour tenir conseil, dans la ville d'Ostrojniça.

Les Turcs de Belgrade, ainsi que les habitants de la Valachie et de la Moldavie, y envoyèrent leurs représentants. Les Serbes exigèrent que les Turcs rendissent toutes les places fortes qu'ils tenaient encore, et payassent en outre deux millions de piastres pour les frais de la guerre.

Mais les Turcs ne voulant pas souscrire à ces conditions, l'assemblée se sépara sans prendre d'autre résolution que celle d'envoyer une délégation à Constantinople.

Cela n'empêcha pas qu'on ne fît la guerre et qu'on ne délivrât le reste du pays de la présence des Turcs. Tcherny s'empara du fort de Karanovaç, tandis que Nenadoviç, soutenu par l'archimandrite Meleta et par Milan Obrenoviç de Rudnick, entra à la tête de 3,000 combattants, et avec deux pièces de campagne, dans la place forte d'Uchiça.

Les Serbes croyaient n'être pas en guerre avec le sultan; ils soutenaient qu'ils ne combattaient que les musulmans révoltés contre leur souverain légitime. Mais l'illusion qu'ils s'étaient faite disparut lorsqu'on

apprit qu'à Constantinople les délégués serbes avaient été mis aux fers, sans être écoutés, et qu'Afis, pacha de Nisse, avait reçu l'ordre d'entrer avec une armée en Serbie.

Les Serbes, n'ayant que 2,500 combattants, se retranchèrent, sous les ordres de Milenko et de Pierre Dobriniac, entre Kupria et Parakin, tandis que Tcherny, formant la réserve de l'armée, occupa les défilés de Yagodin. Le pacha attaqua les Serbes et se rendit maître de quelques ouvrages extérieurs, mais avec une si grande perte que, sans attendre l'arrivée de Tcherny, il battit en retraite jusqu'à Nisse.

Après le combat contre Afis-Pacha, les Serbes ne pouvaient plus douter qu'ils ne fussent en guerre avec le sultan, et que la victoire ne fût leur unique salut; car dans une guerre entre un peuple soumis à l'esclavage, voulant briser ses chaînes, et son oppresseur voulant les river, il n'y a pas de transaction possible: il faut que l'oppresseur abandonne le pays, ou bien que la nation qui s'est insurgée se fonde dans celle qui l'a vaincue.

Dans tous les cas, comme les opprimés risquent beaucoup plus que ne saurait gagner l'oppresseur, il s'ensuit qu'ils tiennent plus au succès que leur adversaire, et que, faisant des efforts en proportion, ils finissent ordinairement par l'emporter. La nation qui languit dans l'esclavage ne doit en accuser qu'elle-même; si elle ne revit pas, c'est qu'elle n'aura pas jugé le but de son entreprise digne des sacrifices indispensables pour l'atteindre.

Sur ces entrefaites, les Turcs assassinèrent le chef du district de Smeredovo; en revanche, les Serbes ayant

surpris la ville, passèrent tous les Turcs au fil de l'épée. Ceux-ci agirent de même avec la population serbe à Schabac, Uchiça et à Belgrade : de sorte qu'à l'entrée de 1806 tout le pays était en feu.

De son côté, le sultan donna ordre à Bekir, pacha de Bosnie, ainsi qu'à Ibrahim, pacha de Skodra, d'aller soumettre la Serbie.

Pour tenir tête à ses assaillants, Radiç Petrowiç, lieutenant de Tcherny, ayant organisé l'insurrection du sud, occupa dans cette partie du pays tous les défilés des montagnes.

Au nord, Milenko s'empara de l'île de Poretsch sur le Danube, et par là se rendit maître de la navigation du fleuve. Mais il restait encore deux autres passages par lesquels les Turcs pouvaient entrer en Serbie, l'un par la Bulgarie du côté de Nisse, l'autre par la Bosnie du côté de Matchva. Le premier passage fut occupé par Dobriniaç, qui avait Mladen en réserve; l'autre fut confié à Nenadoviç, qui s'y fortifia. Effectivement, deux corps de Bosniaques entrèrent au printemps sur le territoire serbe et mirent tout à feu et à sang. Mais les Serbes réussirent bientôt à s'en débarrasser : l'un de ces deux corps, tombant dans une embuscade, fut taillé en pièces ; l'autre fut complétement défait dans un combat de vive force. Ces deux corps toutefois n'étaient que l'avant-garde de l'armée ennemie. Le corps principal, sous les ordres de Koulin, fort de 30,000 hommes, passa la rivière de la Drina. A son approche, Nenadoviç faillit compromettre toute l'entreprise. En effet, ayant proposé au général ennemi d'entrer en accommodement, les Serbes se crurent trahis et se mirent à abandonner leurs drapeaux.

Ce découragement permit à Koulin de s'avancer sur Belgrade. De l'autre côté, Hadji-Bey traversait les montagnes, et Ibrahim débouchait par Nisse.

Tcherny ne se laissa pas abattre, et il sauva l'insurrection par sa mâle persévérance. N'ayant que 3,000 combattants, il en détacha 1,500 sous les ordres de Katiç pour les opposer au progrès de Koulin; tandis que, avec le reste de son armée, il s'avança à la rencontre de Hadji.

Katiç, disputant le terrain à des forces supérieures, trouva une mort glorieuse; mais il atteignit le but désiré, en arrêtant la marche de l'armée ennemie. Georges, de son côté, après avoir défait Hadji sous Peçka, se jeta à travers les montagnes sur les derrières des Turcs. Il se montra dans cette expédition d'une inflexible sévérité, punissant de mort tout Serbe qui avait reçu un emploi quelconque des mains du général turc, ainsi que tout homme qui avait conseillé la soumission à l'ennemi. Il appela sous les drapeaux tous les habitants en âge de porter les armes, brûlant les villages qui ne se hâtaient pas d'exécuter ses ordres. Ces mesures sévères eurent bientôt ranimé le moral des Serbes et rallumé l'insurrection.

Les Turcs, attaqués par derrière, inquiétés sur leurs flancs, commencèrent à battre en retraite dans la direction de Sczabaç. Georges leur barra le chemin. Son armée, forte alors de 7,000 fantassins et de 2,000 cavaliers, se retrancha sous Michar. Pendant trois jours entiers, les Turcs attaquèrent les retranchements avec acharnement; les Serbes se défendirent avec courage. Le dernier jour enfin, Tcherny donna ordre à sa cavalerie de tourner les Turcs à la faveur d'un bois, et de tomber sur leurs derrières au moment où ils donne-

raient l'assaut. Il cacha son infanterie derrière les retranchements, et ne fit ouvrir le feu qu'au moment où les Turcs commençaient à les escalader. Ces ordres furent bien exécutés, et la bataille fut complétement gagnée par les Serbes, qui n'y perdirent qu'un seul de leurs chefs, le brave prêtre Luc Lazaroviç. Les Turcs, au contraire, eurent presque tous leurs généraux tués, à commencer par Koulin lui-même. Cette bataille eut lieu dans les premiers jours du mois d'août 1806. Les Turcs dans leur retraite firent des pertes énormes, surtout dans la forêt de Kitog. Heureux le pays qui, s'insurgeant, possède des forêts et connaît tout l'avantage qu'il en peut tirer !

Au même moment, les Serbes obtenaient d'un autre côté des succès analogues. Dobriniaç, retranché sous Déligrad, y fut attaqué par l'armée d'Ibrahim, forte de 40,000 hommes. Mais tandis que les Turcs s'épuisaient en de vains assauts, Glavaç et Mladen, à la tête de partisans, par des surprises continuelles, par des combats individuels, inquiétant nuit et jour Ibrahim, le forcèrent à se retirer, même avant l'arrivée de Tcherny.

Le pays étant délivré de la présence de l'ennemi, Georges s'appliqua à reprendre les places occupées encore par les Turcs. Il investit donc Belgrade avec Tcharapic, Miloï et Glavac. Un transfuge Konda leur en facilita l'entrée par un sentier qui lui était connu ; il fit passer les remparts à six volontaires serbes, et s'étant approché du factionnaire, qui se laissa tromper par des paroles adressées en turc, ils attaquèrent la garde, en vinrent à bout, et ouvrirent la porte de la ville, bien qu'ils eussent perdu quatre de leurs compagnons. Dans ce moment, la garnison, attaquée à la fois

sur trois autres points, finit par évacuer la ville, pour s'enfermer dans la citadelle. Belgrade fut pris le 12 décembre 1806, et sa citadelle fut réduite par la famine quelques jours après.

Au mois de février 1807, les Serbes s'emparèrent de Schabaç, et d'Uchiça au mois de juin : tout le pays se trouvait délivré.

Après la prise d'Uchiça, Nenadoviç passa la Drina en automne (1807), dans l'intention de faire insurger la Bosnie. Les premiers pas dans le pays paraissaient annoncer quelques succès, lorsque les Bosniaques renégats qui s'étaient armés pour défendre la cause de la Porte ottomane, le forcèrent bientôt d'évacuer le pays, le poursuivirent en Serbie et le serrèrent de si près qu'il ne dut son salut qu'au secours de Georges. Les Turcs ravagèrent la Serbie et ne se retirèrent en Bosnie qu'à l'approche de l'hiver. D'un autre côté, Milenko n'avait pas mieux réussi : il était sorti de Portsch et avait porté la guerre en Bulgarie, dans le but de s'emparer du district de Kraïna ; mais le pacha de Vidin le força à battre en retraite et l'enferma à Stulik. Milenko était réduit à l'extrémité, lorsque Georges, renforcé par un détachement russe sous les ordres du major Issaïew, vint le délivrer. Malgré ces secours, Milenko ne put exécuter ses desseins sur Kraïna, et se vit forcé de rentrer dans ses montagnes de Mirotch. L'expédition de Veliko, qui d'ancien heïduk était devenu chef militaire, fut la seule qui réussit. Ce Veliko s'était déjà distingué précédemment et avait reçu comme récompense le drapeau national. Il attaqua, à la tête des volontaires qui s'étaient rangés sous ses ordres, la ville de Podgoraç. Il s'en rendit maître en entourant les murailles de la ville (qui n'avait pas de canons) de

matières inflammables, et pénétra dans la place à la faveur de l'incendie qu'il avait allumé.

Cerné plus tard par des forces supérieures, il fit une sortie nocturne; et faisant passer sa troupe pour un détachement turc, il entra dans leur camp et remporta une victoire complète. Désormais il gouverna en maître le pays conquis.

Cependant les discordes intestines devenaient de plus en plus sérieuses. Mladen et Iougoviç, partisans avoués de Tcherny, exerçaient une influence marquée dans le sénat. Les sénateurs demandèrent leur exclusion. Georges y consentit; mais alors Mladen et Iougoviç accusèrent de trahison l'archimandrite Léonti et M. Roudofinikin, agent diplomatique de la Russie.

Tcherny, à l'arrivée de Roudofinikin, venu avec le détachement russe du major Issaïew, n'avait pas voulu qu'on le reçût, car il le regardait comme un homme dangereux. Effectivement, Roudofinikin, dès son arrivée, ne fit que fomenter la discorde dans le sénat et qu'envenimer les jalousies des chefs militaires, afin de livrer la Serbie par les haines personnelles à l'anarchie, et alors de la forcer à se jeter entre les bras de la Russie.

Or, Iougoviç déclara en plein sénat que Léonti, sous le voile de la religion, prêchait la soumission aux Russes, prétextant la suprématie du czar comme chef de l'Église.

Il proclama, en outre, que Roudofinikin prônait la même soumission, par le motif fallacieux que les Serbes ne pouvaient exister sans le secours du czar.

Enfin, Iougoviç fit comparaître un nommé Nicolas, agent de Léonti et de Roudofinikin, qui disait au peuple « que son insurrection n'avait pas de but; que l'on

» versait son sang et prodiguait son bien au profit » d'un ambitieux qui ne manquerait pas de prendre la » fuite au premier désastre ; qu'il ne restait enfin aux » Serbes qu'à faire leur soumission à la Porte, s'ils ne » se hâtaient de se ranger sous la protection d'une » puissance étrangère. » Alors Tcherny, voyant le péril qui le menaçait, et se sentant d'autant plus fort que les derniers événements militaires avaient raffermi son autorité, réintégra au sénat ses deux partisans, Mladen et Iougoviç, avertit l'agent russe qu'il eût à ne pas se mêler des affaires du pays, réprimanda sévèrement l'archimandrite Léonti, et fit exécuter leur agent Nicolas.

La guerre entre la Russie et la Turquie continuant toujours, les Serbes en profitèrent pour entrer de nouveau en campagne aux premiers jours de printemps de 1809. Assisté des troupes russes, Milenko vint assiéger Kladova ; d'un autre côté les Serbes envahirent la Bosnie par trois points différents. On y obtint d'abord des succès réels ; dans les premières rencontres les Turcs furent défaits, et la population chrétienne de la Bosnie et de l'Hercégovine arbora le drapeau de l'indépendance.

Recherchant l'alliance des Monténégrins, pour se mettre en contact avec eux, Tcherny livra sur le plateau de Souchodol une bataille que décida en sa faveur une charge vigoureuse des momaks (ses cavaliers).

Tcherny, poursuivant ses opérations, s'empara de la place de Senniça, traversa la tribu Wasowic, et fit enfin sa jonction avec les Monténégrins. Pour obtenir tous les avantages du plan qu'il avait conçu, il n'avait plus qu'à se rendre maître de Novi-Bazar. Il s'avança donc de ce côté; mais aussitôt il fut obligé d'aban-

donner ses projets, car des événements très graves exigeaient impérieusement son retour en Serbie.

Pendant que Georges combattait victorieusement les Turcs du côté de la Bosnie, les deux chefs militaires Dobriniaç et Miloï, auxquels il avait confié la garde du pays du côté de la Bulgarie, par une jalousie réciproque, amenèrent les plus grands désastres sur leur patrie. Les Turcs, profitant de la mésintelligence de ces deux chefs, débouchèrent de la Bulgarie au mois de juin 1809, avec des forces considérables. Le fort de Kamieniça était gardé par Etienne Singeliç, partisan de Dobriniaç. Prévoyant le danger, Singeliç demanda à Miloï du renfort, et sur son refus, il se fit sauter avec les siens au moment où l'ennemi entrait dans la redoute. Quelques jours après, Dobriniaç, pour se venger, refusa de venir au secours de Miloï, dont le détachement fut entièrement défait.

Pour sauver le pays, Georges fut donc contraint d'abandonner la conquête de la Bosnie. Mais sa jonction même avec le corps de Weliki n'arrêta plus la marche des ennemis; les Turcs occupèrent bientôt toute la rive droite de la Morava, et s'apprêtèrent même à la franchir. La terreur s'empara du pays; alors Roudofinikin, accompagné de Dobriniaç (ce chef jaloux de l'autorité de Georges), s'enfuit au-delà du Danube.

Le cabinet russe prêtait alors déjà son appui à des ambitieux qui, soit par perversité, soit par ignorance, affaiblissaient par leur opposition le pouvoir national, au lieu de l'affermir par le concours de leur obéissance. Cependant Georges ne perdit pas courage : ayant confié la défense de la Morava aux chefs Mladen, Sima et Viucia, il se retrancha sous Iagodin, où les Turcs

n'osèrent pas l'attaquer. D'un autre côté, les succès des Russes nécessitèrent le rappel de toutes les forces turques employées en Serbie. Alors les Serbes purent rentrer en possession de tout ce qu'ils avaient perdu, tant du côté de la Bulgarie que du côté de la Bosnie.

Une fois le danger passé, les envieux ne manquèrent pas d'attribuer à Georges tous les désastres de la campagne de 1809, et de ruiner par là son autorité. A l'assemblée de 1810, Jacques Nenadowiç vint, accompagné de 600 cavaliers, ses momaks ; et pendant qu'il déclamait au conseil contre Georges et ses amis, les momaks faisaient retentir la ville de leurs cris, proclamant qu'il n'y avait point de salut pour les Serbes *sans la protection de la Russie.* Toutes ces menées finirent par ébranler la confiance de Georges ; il sentait bien qu'accepter la protection russe, c'était abdiquer l'indépendance nationale, mais il se vit forcé de céder. Alors Nenadowiç, étant nommé président du sénat, en éloigna d'abord tous les amis de Georges, et puis décida les autres sénateurs à envoyer au camp russe une députation demander l'assistance et la protection du czar.

Dobriniaç, lors de sa fuite avec Roudofinikin, s'était directement rendu au camp russe, en se faisant passer pour l'envoyé des Serbes. A l'arrivée des délégués du sénat, il leur persuada, d'après les insinuations de Roudofinikin, que tous leurs efforts resteraient vains s'il ne faisaient une promesse solennelle au général en chef russe de nommer d'autres sénateurs, et surtout d'éloigner Tcherny du commandement.

Le général russe, feignant de croire à la prétendue mission de Dobriniaç, continua à le traiter comme un envoyé des Serbes, dans l'intention d'irriter davantage

les rivaux de Tcherny, et d'alimenter leurs passions haineuses.

C'est alors que Georges, abandonné de tous, finit par céder aux vives sollicitations de son confident Iougowiç, et offrit sa soumission au gouvernement autrichien (1). Il est à observer que ce Iougowiç était Serbe de naissance, et avait été sujet autrichien. Depuis de longues années, les hommes de cette position servaient la cour de Vienne, chez les Slaves turcs, comme le haut clergé grec schismatique sert encore la cour de Saint-Pétersbourg. Cependant la cour de Vienne rejeta les offres de Georges, n'osant plus admettre dans son sein la nationalité serbe, qui se réveillait avec tant de vigueur. Rebuté par ce refus, brûlant de se venger de ses adversaires, Georges, qui jusqu'à ce moment s'était opposé à une alliance avec les Russes, prit l'initiative et rechercha leur protection.

A peine Georges se fut-il décidé à rechercher l'appui de la Russie, que l'agent secret de celle-ci, l'archimandrite Filipowiç, en informa le général en chef de l'armée russe : aussi, dès que Tcherny eut fait sa demande, elle fut acceptée, et, chose remarquable, le général en chef Kamenskoy, dans sa proclamation du mois de mai 1810, dit, au grand étonnement des Serbes, que non seulement « son empereur regardait les » Serbes comme des frères de la même race et de la » même église, mais encore qu'*il ne leur reconnaissait* » *d'autre chef que Georges Tcherny.* » Mais la duplicité russe se manifesta d'une manière plus visible encore;

(1) Georges avait demandé l'appui de la France, mais on ne l'y écouta pas : un sabre d'honneur seulement lui fut envoyé par l'empereur Napoléon.

car, au moment où le gouvernement russe semblait vouloir raffermir l'autorité de Georges, il exigeait de lui qu'il confiât à Dobriniaç, son ennemi juré, le commandement des 6,000 Serbes qui devaient combattre à côté des Russes. Pour ceux qui connaissent la Russie, cette duplicité n'est pas étonnante, car elle est traditionnelle dans la politique russe; mais ce qui l'est davantage, c'est que les mêmes moyens employés depuis si longtemps obtiennent toujours le même succès. Il est à désirer que les Serbes, dans les circonstances actuelles, si compliquées, ne perdent pas de vue les enseignements que leur présente l'histoire contemporaine de leurs relations avec la Russie.

La campagne de 1810 s'annonça par des succès : les Serbes reconquirent sur la Morava les places de Négotin, de Persa Palanka, et assiégèrent Kladova. Cependant Churchid-Pacha, débouchant en Serbie, du côté de Nisse, tourna les montagnes dont les défilés étaient gardés, ne laissant que des détachements pour surveiller l'ennemi qu'il laissait sur ses derrières.

Les Turcs, ayant occupé Kruchevaç, se mirent à ravager le pays, ce qui occasionna de nombreuses désertions chez les Serbes; ils quittaient les rangs pour aller sauver les débris de leur fortune. Après beaucoup de sollicitations, Georges obtint enfin le secours de 3,000 Russes sous les ordres du colonel Ururk, que l'on détacha du corps occupé au siége de Kladova. Il entrait peut-être dans les vues du cabinet de Saint-Pétersbourg de réduire les Serbes aux abois, afin de leur rendre sa protection indispensable. En effet, les 6,000 Serbes qui se trouvaient avec Dobriniaç à l'armée russe, y étaient peu nécessaires, et en Serbie ils auraient exercé une influence immense.

Les Serbes, avec l'aide des Russes, défirent si bien Churchid sous Varvarin, qu'à son tour il fut forcé de se retrancher; et voyant ses troupes découragées par de nouveaux échecs, il se retira à Nisse.

Ce manque d'énergie de la part de Churchid tira les Serbes d'une position critique; car une autre armée turque, forte de 40,000 combattants, ayant pénétré en Serbie, vint assiéger la place forte de Losniça. L'intrépide commandant de la place, Antoine Bogicheviç , n'aurait pu résister aux assauts réitérés des assiégeants, si Georges, délivré de Churchid, ne fût venu à son secours. Les Turcs n'hésitèrent pas à marcher à la rencontre des Serbes; mais, défaits, ils rentrèrent dans leurs retranchements sur la Drina. C'est là qu'eut lieu la bataille décisive, livrée le 6 octobre 1810; les Serbes ayant remporté une victoire complète, poursuivirent les Turcs au-delà de la Drima. Ce n'est même qu'à la demande du pacha de Bosnie que Georges consentit à une suspension d'armes, à la condition expresse que les deux partis suspendraient les hostilités pendant le reste de l'année.

La tranquillité rétablie, les mauvaises passions des chefs militaires se réveillèrent. Ils se proposaient, à l'aide du régiment russe, qui devait tenir garnison à Belgrade, de restreindre l'autorité de Georges. Mais, instruit d'avance de ce qu'ils voulaient entreprendre à l'assemblée du nouvel an, Tcherny trouva moyen de parer le coup. D'un côté il réussit à se rendre favorable Nenadoviç; de l'autre Milan de Roudnick, frère du prince Milosch, vint à mourir subitement, ce qu'on attribua même à l'effet du poison. Alors prévenant l'arrivée de Dobriniaç et de Milenko, en marche sur Belgrade avec le régiment russe, l'assemblée décréta,

en janvier 1811, qu'à l'avenir les chefs de districts seraient nommés par le sénat et le chef national, au lieu de l'être par les chefs militaires respectifs, comme cela se pratiquait jusqu'alors. Par une autre loi, l'assemblée institua un conseil des ministres : on nomma aux départements de peu d'importance les adversaires de Georges, afin de pouvoir les garder à vue. On décréta, en outre, la peine du bannissement contre quiconque s'opposerait à l'exécution de ces nouvelles lois.

Arrivés à Belgrade, Milenko et Dobriniaç jugèrent facilement que l'appui même du régiment russe ne leur suffirait pas pour lutter contre l'autorité de Georges; ils abandonnèrent donc le projet qu'ils avaient formé de s'emparer de sa personne et de celle de Mladen. Georges, de son côté, persuadé que le colonel russe n'avait pas reçu d'instruction pour prêter main-forte à Dobriniaç et à Milenko, les nomma aux emplois qui leur avaient été destinés par l'assemblée; et comme ils refusèrent de les accepter, Georges, s'appuyant sur la nouvelle loi, leur signifia de quitter le pays, laissant à leur choix le lieu de leur exil : *ils choisirent la Russie.*

Le nouveau chargé d'affaires de la Russie, M. Nedoba, arrivé sur ces entrefaites, ne jugeant pas le moment favorable pour semer des discordes, s'appliqua à gagner la confiance de Tcherny, en se montrant prêt à le soutenir en toute occasion. L'autorité de Tcherny, raffermie par son énergie, forçant la Russie à suspendre ses intrigues, fut également respectée par les intrigants inférieurs serbes.

La Serbie entrait donc dans une nouvelle voie politique. Malheureusement, Georges Tcherny n'était pas à la hauteur de sa position. Il avait su combattre vaillamment les Turcs, il avait su délivrer son pays et

déjouer les criminelles intentions de ses adversaires, il avait su mettre enfin le sceau à l'indépendance nationale, en concentrant et consolidant le pouvoir entre les mains d'un seul, d'un chef reconnu par la nation et recommandé par son mérite personnel. Mais, une fois arrivé là, Georges ne put remplir l'éminente charge qu'il occupait ; il se laissa prendre aux piéges tendus par des mains étrangères, et faillit replonger sa patrie sous le joug qu'elle avait si glorieusement secoué.

Les Russes cependant, profitant de l'ignorance et de l'apathie des commandants turcs, poursuivaient leurs succès. Churchid-Pacha, pour empêcher les progrès de l'ennemi, se mit à négocier avec les Serbes. Il proposa à Tcherny, en 1811, afin d'obtenir le passage des Bosniaques par la Serbie, de l'ériger en principauté indépendante, comme l'étaient la Valachie et la Moldavie.

Tcherny refusa ces propositions; mais ce ne fut pas pour en demander de plus avantageuses ; il n'exigea pas, pour consolider l'indépendance de la Serbie, que la Porte reconnût dans sa famille une dynastie nationale serbe ; Tcherny répondit simplement qu'il se soumettrait à tout ce que *les deux empereurs auraient décidé à Constantinople et à Pétersbourg.*

Déjà sous l'entière influence de l'agent russe, Tcherny avait perdu toute confiance en soi ; il n'agissait que d'après les conseils du cabinet russe. Mais au moment où Tcherny s'alliait aussi intimement à la Russie, les événements préparaient la lutte colossale de 1812 entre la France et la Russie. C'est alors que l'or du cabinet de Pétersbourg, corrompant les drogmans de la Porte, les frères Moruzzi, comme, un siècle

auparavant, Pierre Ier avait acheté sur le Pruth le grand-vizir Baltadji, les deux puissances signèrent le traité de Bukarest, si désavantageux pour la Turquie. Ce traité faisait à peine mention des Serbes ; il leur assurait uniquement l'amnistie ou la liberté de quitter le pays. Tel fut le fruit de l'imprudente confiance que Tcherny avait placée dans les promesses de Saint-Pétersbourg ; tel était le commentaire des proclamations russes, où l'on prônait si fort que les Serbes étaient non seulement les plus fidèles alliés, mais encore frères de race, frères en religion. Tout Serbe impartial n'aura pas perdu la mémoire de ce grave événement.

Le 19 juillet 1812, le traité fut ratifié par le sultan, et les Serbes envoyèrent des délégués à Nisse auprès de Churchid, pour s'entendre sur les conditions relatives à leur pays. Mais Churchid-Pacha les renvoya à Constantinople, d'où, après de longs délais, on les renvoya de nouveau, sous prétexte que Churchid, nommé grand-vizir, pouvait seul négocier avec eux. En attendant, l'armée russe, commandée par le général Tchitchagow, évacuait la Moldavie, et le régiment russe en garnison à Bellegrade quittait cette ville.

Enfin, au mois de janvier 1813, les Turcs changèrent de langage envers les Serbes, et ne voulurent plus traiter avec eux ; ils exigèrent la soumission entière de la Serbie.

L'expérience de tous les siècles et de tous les pays a prouvé qu'il n'existe jamais d'arrangement possible pour le faible qui ne fonde ses espérances que sur son attitude soumise et son habileté diplomatique. Le salut du faible, au contraire, ne se trouve que dans une détermination désespérée. Les Serbes pouvaient encore à cette époque s'entendre avec Molla, pacha de

Vidin et successeur du fameux Pasvan, qui cherchait à se rendre indépendant. Mais les Serbes d'un côté, comme les Bulgares de l'autre, n'avaient pas encore à cette époque une idée bien nette de leurs devoirs respectifs. Ils ne comprenaient pas encore que leurs efforts communs pourraient obtenir et assurer leur indépendance. Les Serbes surtout, qui jouissaient déjà d'une certaine indépendance nationale, devaient, au lieu de rechercher l'alliance russe, se liguer avec les Bulgares.

Un protecteur plus fort finit ordinairement par devenir le maître. C'est à quoi vise toujours le cabinet de Pétersbourg, et l'on peut dire avec certitude que l'un de ces deux cas arrivera nécessairement : ou bien la Russie dominera la Serbie, ou bien la Serbie devenue indépendante, la Russie perdra son influence sur les Slaves du midi. Ce danger n'existe point de la Serbie à la Bulgarie. Les Bulgares, soumis aux mêmes oppresseurs que les Serbes, sont également intéressés à reconquérir leur indépendance : les efforts combinés de ces deux peuples ne pourraient qu'en hâter le succès, sans préjudice ni pour l'un ni pour l'autre. Il convient donc nécessairement aux nations qui veulent s'affranchir du joug étranger de rechercher l'alliance de celles qui ont les mêmes intérêts, éprouvent les mêmes sentiments et disposent des mêmes forces. Mais ces nations doivent éviter toute espèce d'influence ou de protection de la part d'une puissance plus forte qu'elles, qui dispose de grandes forces matérielles, tandis que la leur est toute morale; car il est toujours à redouter que l'étranger qui aura aidé un peuple à briser ses chaînes, ne lui en impose de plus pesantes, peut-être, que les premières.

Les Serbes avaient suivi les perfides conseils de Saint-Pétersbourg ; ils ne s'allièrent pas avec le pacha de Vidin, *de peur d'irriter le sultan :* aussi, dès que Molla fut décapité, les Turcs entrèrent-ils en Serbie (juin 1813) pour la soumettre à son tour. Les Serbes étaient mal préparés à soutenir la lutte : Tcherny, devenu diplomate, ne s'occupait que des nouvelles apportées par les courriers de Saint-Pétersbourg, et se fiait plutôt à la protection étrangère qu'à sa propre vigilance et à la force nationale.

Le plan de défense fut dressé à la hâte : le knes Sima devait garder la Drina du côté de la Bosnie avec 10,000 combattants; Mladen, avec une force pareille, devait couvrir le pays du côté de Nisse; le vaillant Veliko occupait le pays avec 3,000 hommes entre le Danube et la Morava ; Georges enfin devait organiser la réserve à Iagodin.

Les Turcs ouvrirent les hostilités par une incursion du côté de Kladova. Repoussés par le frère de Veliko, ils n'en firent pas moins un butin considérable. Véliko les poursuivit et ravagea le pays jusqu'aux portes de Vidin. Mais quand les Turcs eurent réuni un corps de 18,000 combattants, Veliko, à son tour, fut obligé de se renfermer dans la forteresse de Négotin. Il eût mieux aimé se retirer au milieu des montagnes, car un fort n'est jamais imprenable ; mais il avait reçu l'ordre de défendre Négotin. Cette défense fut admirable. Par ses fréquentes sorties, ses surprises, son infatigable audace, il réduisit les Turcs à demander des renforts. En effet, leur général Karadja, et bientôt le grand-vizir lui-même, leur en amenèrent de considérables. Le gouvernement serbe, tout au contraire, ne fit rien pour secourir Veliko.

Le corps de réserve, sous les ordres de Tcherny, ne paraissait pas, et le siége, poursuivi avec acharnement, faisait des progrès. Les tours s'écroulaient successivement, les remparts abattus présentaient de larges brèches; enfin Veliko lui-même, frappé par un boulet, succomba, et la place se rendit à discrétion.

Les garnisons de Persa-Palanka, de Wielka Ostrova et de Kladova suivirent cet exemple. Les Turcs, à Kladova surtout, commirent des crimes effroyables. On y empala les hommes ; les femmes, violées, furent éventrées, et les enfants noyés dans des mares fétides, par dérision du baptême. Enfin, la seule place de Déligrade exceptée, tout le pays d'au-delà de la Morava tomba au pouvoir des Turcs, sans que Tcherny et Mladen eussent paru.

Les mêmes événements se reproduisaient sur la Kolubara. Les Turcs assiégèrent le fort de Lesniça, et la place ne tarda pas à se rendre. C'est alors que l'évêque de Zwornik, qui se trouvait avec les Turcs, abusant de son ministère, fit entendre aux Serbes que la religion ne permettait pas de combattre l'autorité de leurs oppresseurs ; que c'était mériter les peines éternelles que de verser le sang qu'ils répandaient, leur lutte pour l'indépendance n'étant qu'une révolte.

Ce n'est que devant les retranchements de Ravani, où Milosch, Tchupiç et Nenadoviç s'étaient enfermés, que les Turcs rencontrèrent une sérieuse résistance. Cependant, après dix-sept jours d'attaques continuelles, les assiégés se virent forcés d'abandonner leurs redoutes, car les munitions de guerre et de bouche leur manquaient. L'ennemi victorieux se porta ensuite sous les murs de Schabaç, où Sima restait inactif.

Telle fut la campagne de 1813. Les Serbes avaient

vainement attendu Tcherny sur le champ de bataille; on répandit même le bruit de sa mort. C'est alors seulement (1er octobre) qu'il se présenta au camp établi sur la Morava. Le spectacle de ses compatriotes armés, la vue de l'ennemi, rien ne put le faire sortir de sa fatale torpeur. Les Turcs passèrent tranquillement la Morava, sans que le héros cherchât à profiter de ce mouvement. Autrefois Tcherny n'eût pas manqué de tirer un bon parti d'une position aussi désavantageuse pour l'ennemi; mais, aujourd'hui, jouant le rôle de diplomate, Tcherny oubliait ses devoirs de général. Sous l'influence russe, sans foi en lui-même, n'espérant que dans l'étranger, Tcherny, fasciné par le consul russe, M. Nedoba, abandonna son pays. Suivi de l'agent russe Filipoviç, et de ce partisan russe, l'archimandrite Léonti Tcherny quitta, le 3 octobre 1813, la Serbie, et se retira en Russie, après avoir traversé l'Autriche.

Cet abandon de son pays, dans une crise aussi grave, les personnages qui l'accompagnent et le lieu de sa retraite, expliquent suffisamment la fatale inaction de Tcherny pendant toute la campagne.

Tant que Tcherny ne fut guidé que par sa propre conscience et son amour du pays, il eut horreur des secours de l'étranger, et il méprisait tout Serbe qui proposait d'y recourir; mais du moment où le cabinet russe parvint à fausser son jugement, Tcherny, cet ancien chef des héïducks, se laissa persuader qu'il était homme d'État; il se mit à faire le diplomate; il fit la guerre, en 1813, du fond de son cabinet, et finit par déserter son pays.

Cette dernière action de Tcherny efface tout son mérite passé; car si un général qui met bas les armes

en rase campagne, si un commandant qui rend une place sans brèche et sans avoir repoussé quelques assauts, si le capitaine qui amène le pavillon d'un vaisseau qui ne coule pas et possède ses mâts, sont punis de mort, de même un chef national qui abandonne ses compatriotes, qui déserte le sol qu'il devait défendre, un tel chef attache à son nom un opprobre indélébile.

Pour mieux comprendre les manœuvres dont la Russie s'est servie dans les derniers temps, il faut chercher à se rendre raison de la conduite qu'elle a tenue pendant que Tcherny était au pouvoir. La Russie commença d'abord par protéger les adversaires de Tcherny, qui combattaient alors le projet d'alliance russe; puis la Russie assista les Serbes en guerre contre les Turcs; elle se rapprocha de Tcherny, et lui sacrifia les hommes auxquels elle avait d'abord accordé sa protection; enfin, négligeant les Serbes, elle signa un traité avec la Porte; et parvenue à faire tomber Tcherny dans ses filets sur le terrain diplomatique, elle livra les Serbes à la brutalité des Turcs. On serait tenté au premier coup d'œil de traiter cette trahison de ses alliés comme inhabile de la part de la Russie.

Mais, loin de là, cette conduite était aussi adroite qu'elle était odieuse. La Serbie avait reconquis son indépendance par ses propres forces : la Serbie possédait donc tous les éléments nécessaires pour former une nation, puisqu'elle était victorieuse, libre, et sous l'autorité d'un chef national qui avait toute sa confiance. Cette indépendance de la Serbie en faisait un noyau de nationalité pour tous les Slaves du midi, qui ne pouvaient manquer de se grouper autour d'elle.

La Russie alors aurait perdu le fruit de ses ruineuses campagnes en Turquie, et de ses perfides artifices préparés parmi les Slaves méridionaux. Afin d'éloigner ce danger, il fallait faire croire à la Serbie qu'elle ne pouvait assurer son indépendance qu'à l'aide de la protection russe. La Russie mit tout en œuvre pour circonvenir la simplicité de Tcherny ; on l'éblouit par d'éclatantes promesses, et on finit par l'amener à déserter la cause nationale et le pays. Le cabinet de Saint-Pétersbourg put être sûr que la Porte, faible, par conséquent vindicative, abusant de sa victoire, réduirait les Serbes au désespoir, et les ferait tomber forcément dans les bras de la Russie. Que l'on médite sur cette conduite de la Russie ; et aujourd'hui qu'elle se sert des mêmes moyens, il sera permis de croire qu'elle a les mêmes vues et veut les mêmes résultats. Que les Serbes jugent le présent par le passé; qu'ils voient l'abîme où l'astuce du cabinet de Saint-Pétersbourg veut précipiter leur patrie.

Dès que Tcherny eut quitté le pays, le découragement s'empara de tous les cœurs. L'armée, rassemblée sous Schabaç, déserta en masse; Smeredovo et Belgrade se rendirent sans efforts; bref, les Turcs occupèrent le pays, et tout cela parce que chef et habitants avaient eu l'imprudence de compter sur un appui étranger. Parmi les principaux Serbes, Milosch Obrenoviç fut le seul qui ne voulut pas demander un refuge à l'Autriche; il aimait mieux, disait-il, perdre la vie en défendant les siens que la conserver en les abandonnant. Il fortifia Uchiça et attendit l'ennemi. Cette attitude résolue lui valut de la part des Turcs des propositions qu'il se vit forcé d'accepter, car une terreur générale régnait en Serbie.

Une fois maîtres de la Serbie, les Turcs la gouvernèrent en pays conquis. Réduits comme autrefois à la condition de rayas, les Serbes furent traités sans aucun ménagement. Les nombreuses garnisons turques établies par tout le pays désarmèrent les habitants, commirent des atrocités inouïes.

Les Serbes, poussés au désespoir, coururent aux armes.

Mais les insurgés n'agissaient pas d'après un plan uniforme : on n'était pas également prêt dans le pays. Milosch, pour cette raison, se tint à l'écart, donnant seulement, en réponse aux invitations qui lui arrivaient, des avis et le conseil de ne pas commencer, si l'on devait abandonner l'entreprise plus tard.

Les Turcs, prenant pour prétexte les mouvements qu'on venait de réprimer, firent décapiter 150 individus, et empaler 36 autres devant les portes de Belgrade. Ils voulaient se défaire de tous ceux qui leur portaient ombrage : ainsi périrent Milan Stravkoviç, Étienne Jakobleviç et Stanoï Glavaç.

Le cabinet russe applaudissait à toutes ces horreurs, persuadé que cette tyrannie porterait les Serbes à venir implorer son secours. Mais les Serbes trompèrent cette attente ; ils résolurent de combattre avec leurs propres forces. Milosch lui-même se préparait à la nouvelle lutte. En homme prévoyant, sous différents prétextes, il réunissait des munitions de guerre ; il semait l'argent pour connaître d'avance toutes les intentions de l'ennemi.

Il faisait venir ses anciens soldats, ses fidèles momaks, qu'il employait en apparence à l'exploitation des forêts de Rudnik, tandis qu'il les destinait réellement à combattre dans les localités où il les plaçait.

Il choisit pour le centre de l'insurrection les forêts inaccessibles de Cernucia; et lorsqu'il eut ainsi organisé la contrée, il étendit le réseau de son action sur le reste du pays. De fait, il était le chef national, et chaque Serbe exécutait ses ordres; car chacun avait la conviction que celui qui embrasse de son regard tout le pays est plus à même de décider sur ce qui est opportun que ceux qui ne voient les choses que sous un point de vue limité. Cette confiance générale produisit l'unité de l'action : aussi Milosch ne tarda pas à donner le signal en relevant le drapeau national ignominieusement abandonné le 3 octobre 1813. Enfin, cédant aux vœux de la nation, Milosch proclama l'insurrection, et le peuple répondit par un élan général.

§ IV.

LA SERBIE SOUS MILOSCH OBRENOVIÇ.

Le jour des Rameaux 1815, en présence du peuple rassemblé à l'église de Takovo, Milosch fit bénir le drapeau national.

Les paroles prononcées par Milosch furent accueillies avec un enthousiasme qui s'accrut encore par la nouvelle que les insurgés s'étaient emparés de Rudnik, et y avaient passé au fil de l'épée la garnison turque.

Le jour de Pâques, les Serbes, rassemblés de nouveau au monastère de Moravça, s'engagèrent, par serment, en présence de Milosch, à rester unis entre eux, à respecter l'autorité, et à combattre à outrance.

Ce serment était inspiré par la profonde conviction que rien ne pouvait sauver le pays qu'une étroite

union, sous un chef national, et une stricte obéissance à ses ordres.

Les Serbes voyaient aussi qu'il n'y avait de salut pour eux que dans le combat, que dans la victoire. Le peuple accourait de toutes parts sous les drapeaux. Les armes cachées reparaissaient au jour; et ceux qui n'avaient pu s'en procurer marchaient armés de faux, de fourches, etc.

Cependant Milosch ne se faisait aucune illusion sur la difficulté de sa position. Les Turcs étaient avertis par les insurrections partielles de l'année précédente; ils avaient, d'ailleurs, en Serbie des forces assez considérables. En effet, à la première nouvelle des mouvements de Milosch, le pacha expédia son kiaïa, avec 10,000 hommes, sur Rudnik. Les populations, effrayées par l'approche d'une force aussi imposante, se mirent à fuir pour rentrer dans leurs foyers. Mais Milosch, quoique resté presque seul, avec ses plus fidèles amis, résolut de combattre jusqu'à l'extrémité plutôt que d'abandonner le mouvement qu'il avait provoqué et dont il s'était déclaré le chef. Son attitude inspira la confiance et releva les esprits: les détachements armés des bords de la Morava, comme de ceux de la Drina, vinrent grossir le nombre des combattants; ceux de Iagodin, de Gruchava, de Levoça, accoururent sous le drapeau national.

Le kiaïa, craignant alors que ces nouveaux assaillants ne parvinssent à le cerner dans les montagnes et les forêts de Rudnik, où tout l'avantage eût été du côté des insurgés, et qu'ils ne finissent par ruiner son armée par des attaques partielles, se décida à revenir sur la rive droite de la Morava, et à établir son camp à

Tchaktchak. Milosch ne perdit pas un instant; et pour réveiller l'ardeur des siens, il poursuivit l'ennemi qui fuyait, et s'établit sur la montagne de Lubiça vis-à-vis le camp des Turcs.

On pouvait déjà espérer que l'insurrection aurait une heureuse issue. En effet, dès que l'ennemi ne peut comprimer le premier mouvement, l'esprit national se développe, et il augmente tous les jours les forces matérielles de l'insurrection.

De part et d'autre, en traversant la rivière, les Turcs et les Serbes se livraient des escarmouches continuelles. Ces derniers, connaissant mieux le terrain, remportaient plus souvent l'avantage et s'aguerrissaient dans ces expéditions partielles. Un jour cependant, Milosch, attaqué par des forces supérieures, abandonné par les siens, était sur le point de fuir avec l'archimandrite Milutin. Mais la princesse Lubiça, sa femme, vraiment digne de son sang, par d'amers reproches le rappela à son devoir. Milosch rassembla de nouveau ses gens, et ayant attaqué les Turcs au moment où, sur un des flancs de leur armée, il faisait sonner la charge par des trompettes embusqués, il remporta la victoire. Cet heureux succès et la sévérité de Milosch exercée sur les habitants qui ne remplissaient pas leurs devoirs, réorganisèrent l'insurrection, qui s'était presque dissoute.

Le succès remporté à Lubiça arrêta de ce côté les progrès de l'ennemi, tandis que l'insurrection gagnait du terrain sur les rives de la Kolubara.

Les Turcs s'y étaient retranchés sous Palech, afin de contenir les Serbes. Mais Milosch, détachant du camp de Lubiça toutes les troupes dont il pouvait disposer, s'avança contre leurs retranchements. Il se pré-

parait à l'assaut, lorsque les Turcs, effrayés, abandonnèrent le camp. Le mouvement des Turcs n'échappa pas à l'œil vigilant de Milosch. Il se mit à leur poursuite sans perdre un instant, les atteignit et les tailla en pièces.

Encouragés par ces événements, plusieurs Serbes distingués, qui étaient encore réfugiés en Autriche, vinrent grossir le nombre des insurgés, apportant des armes et des munitions de guerre. La prise de deux canons augmenta encore la confiance des Serbes. Animés par leurs succès, fiers d'avoir de l'artillerie, les Serbes revinrent avec un grand espoir à leur camp de Lubiça.

Cependant le kiaïa, ayant reçu des renforts, avait résolu de tenter une attaque contre les retranchements des insurgés. Après des efforts réitérés et plusieurs combats sanglants, après la prise et la reprise de plusieurs redoutes, et des pertes considérables de part et d'autre, les Turcs, quoique très supérieurs en nombre, effrayés par l'arrivée simultanée des secours que les Serbes recevaient, abandonnèrent leur camp. La position de Milosch, dans le même moment, était très critique, et on l'engageait même à battre en retraite, quand les Turcs commencèrent la leur. Ces situations arrivent assez souvent à la guerre : mais ordinairement la vue du désordre de ses propres troupes agit plus vivement sur le chef que la très grande probabilité que l'armée ennemie se trouve dans la même position, car l'impression que l'homme reçoit par les sens est beaucoup plus vive que celle qu'il éprouve par le raisonnement. Dans de pareilles circonstances, une résolution énergique de la part du chef, révèle un homme supérieur et habitué à la guerre.

Milosch se mit aussitôt à la poursuite des Turcs, et les atteignit près d'Ertari, où il les défit complétement. Toute leur artillerie, leur camp, leurs munitions, un très riche butin avec un grand nombre de prisonniers, tombèrent entre les mains du vainqueur.

A la suite d'une bataille, même indécise, la poursuite de l'ennemi donne ordinairement de grands résultats; cependant ces poursuites ont lieu très rarement, car l'épuisement succède à l'état fiévreux de la bataille, et alors général et soldats désirent le repos. Ainsi, toutes les fois qu'une poursuite vigoureuse a lieu, elle est une preuve infaillible de la rare valeur des troupes et de l'extrême énergie du chef, ou bien on la doit à la présence d'une nombreuse réserve intacte.

Les victoires des Serbes redoublaient leur courage et abattaient celui des Turcs.

A l'approche de Milosch, la garnison de Kragoïevaç, bien que retranchée, abandonna son camp. Alors Milosch se rendit à Pocharevaç, situé au confluent de la Morava et du Danube.

Du succès de cette entreprise dépendait le sort de la campagne. Milosch, par l'espoir des récompenses comme par la crainte des châtiments, communiqua aux siens la ferme résolution de réussir.

Les Serbes combattirent avec le plus grand acharnement pendant trois jours, et se rendirent maîtres de trois redoutes. Une quatrième, composée d'une église, fut la plus difficile à emporter. Plusieurs combats opiniâtres avaient eu lieu dans l'intérieur même de l'église, et plusieurs fois les Serbes furent obligés de céder devant le désespoir des Turcs.

Le cinquième jour enfin, les Turcs proposèrent de

se rendre; et Milosch, auquel il tardait d'aller combattre les nouvelles forces musulmanes réunies à Karanovaç, accepta cette reddition.

La conduite généreuse de Milosch avec les blessés et les prisonniers d'Ertari et de Pocharavaç fit que la garnison de Karanovaç se rendit également, après une faible résistance.

Le pays situé sur la Morava étant délivré de la présence de l'ennemi, Milosch se porta avec rapidité sur la Drina, où Ali-Pacha, envoyé par le pacha de Bosnie, venait d'occuper la forte position de Dublïe, dans les montagnes de Matchva. Milosch, confiant en lui-même et en son armée victorieuse, n'hésita pas à attaquer les Turcs, et les battit complétement. Ali-Pacha lui-même fut fait prisonnier. Milosch le traita avec égard, lui rendit la liberté et le combla de présents.

Pour témoigner sa reconnaissance, Ali, en quittant Milosch, lui donna ce mémorable conseil : « Si tu veux » rester souverain de ce pays, souviens-toi de ne pas » recourir aux alliances étrangères. » Milosch s'est toujours rappelé ces paroles.

La Serbie, rassurée du côté de la Bosnie, se vit de nouveau menacée du côté de la Morava. Marachli-Pacha s'était déjà avancé vers Kuprïa; et sans la victoire de Dublïe, qui empêcha la jonction des deux pachas, la Serbie eût couru de grands dangers.

Marachli, avant d'en venir aux mains, proposa des arrangements. De son côté, Churchid, pacha de Bosnie, invitait aussi Milosch à se rendre dans son camp pour y traiter de la paix.

Milosch s'y rendit, mais il faillit payer bien cher sa confiance. Les deux chefs ne pouvant s'entendre sur les conditions, dont la principale était que les Serbes

déposassent les armes, Churchid voulut faire assassiner Milosch, qui eut beaucoup de peine à se tirer des mains des Turcs. Marachli mit plus de bonne foi dans ses rapports avec Milosch, et il accepta ses conditions. Les Serbes envoyèrent des délégués à Constantinople, pour obtenir du sultan la ratification du traité.

La guerre cessa, car Marachli s'abstint de toute hostilité, et il expédia des ordres pour que les Turcs de la Bosnie ne passassent plus la Drina pour venir en Serbie.

La députation revint de Constantinople dans l'espace d'un mois, apportant le traité ratifié. Cette diligence de la part du Divan était extraordinaire et ne s'explique que par la démarche que la Russie fit à cette occasion. Le cabinet russe, qui n'avait pris aucune part aux affaires de la Serbie pendant tout le temps de la guerre, voyant enfin que les Serbes, après deux ans de combats, étaient arrivés à reconquérir leurs droits et leur indépendance, voulut alors se mêler aux négociations. D'un ton menaçant, la Russie demanda à la Porte des explications sur la guerre qu'on faisait en Serbie, contrairement aux conventions de Bukarest.

Cette interpellation, faite au moment où la Serbie était sauvée par la valeur de ses habitants et la sagesse de Milosch, n'avait pour but que de faire croire aux Serbes qu'ils ne devaient la paix qu'à l'intervention de la Russie. Par là le cabinet de Saint-Pétersbourg voulait gagner les cœurs des Serbes, diminuer leur confiance en eux-mêmes et leur reconnaissance pour Milosch. Mais cette fois les captieuses démarches du cabinet russe échouèrent, car le sultan confirma les conventions arrêtées entre Milosch et Marachli.

Conformément à ces conventions, Marachli entra à

Belgrade, dont il était nommé pacha. Milosch et les autres chefs, dans une séance officielle, reconnurent l'autorité du sultan, et reçurent de la part du pacha l'assurance des garanties qu'ils avaient demandées.

Après de longs efforts, la Serbie était enfin indépendante; la valeur des habitants, guidée par les talents de Milosch, obtint cet immense résultat. Les villes et les places fortes seules restaient entre les mains des Turcs, tandis que le reste du pays devait être administré par des Serbes.

A Belgrade allait siéger un conseil national composé de 12 membres (1 par district), et chaque chef-lieu de district allait avoir un knes serbe mis en rapport avec le chef turc de l'endroit.

Les Serbes conservèrent leurs armes, point essentiel, comme droit, comme privilége, et surtout comme garantie de l'indépendance nationale.

Toutefois ces conventions, obligatoires moins pour le sultan que pour le pacha de Belgrade, pesaient beaucoup à celui-ci. Il cherchait donc à empiéter sur les priviléges des Serbes, comme, de son côté, Milosch, en les défendant, faisait des efforts pour les étendre.

La nation, en général, considérait Milosch comme son chef unique; le pacha, pour diminuer cette influence, essaya d'exciter contre lui l'envie de quelques uns des principaux Serbes. L'ambitieux Pierre Moller, ainsi que l'astucieux métropolitain Nikchiç, se prêta facilement aux vues du pacha.

Mais les services de Milosch étaient encore trop récents, la reconnaissance du peuple trop vive, pour que ces intrigues pussent réussir. A l'assemblée de la Saint-Georges, en 1816, Milosch, irrité par les menées de ses adversaires, se démit du pouvoir dans l'as-

semblée même, en faveur de son rival Moller. Mais tous les membres de l'assemblée s'y opposèrent, et, faisant arrêter Moller, ils le condamnèrent à mort; le pacha même se vit forcé de le faire exécuter. Quant au métropolitain Nikchiç, il fut assassiné par des hommes apostés à cet effet, et que l'on prétendit être des bandits. Une réaction si sanglante effraya les autres envieux, prévint les séditions et raffermit le pouvoir national.

A l'assemblée du 6 novembre 1817, ce pouvoir obtint sa dernière sanction : on y proclama Milosch Obrenoviç prince héréditaire de Serbie. Les deux métropolitains de Belgrade et d'Uchiça, tous les archimandrites et tous les knes de district apposèrent leurs signatures sur l'acte qui consacrait ce grand événement. La Serbie, en se donnant une dynastie nationale, posait le dernier cachet à son indépendance. Il lui fallut cependant encore de grands sacrifices, de grandes preuves de fermeté, contre des adversaires patents et cachés, avant que les puissances étrangères eussent reconnu la dynastie nationale serbe, c'est-à-dire l'existence politique de la Serbie.

L'assemblée nationale du 6 novembre 1817, en décrétant l'hérédité du pouvoir dans la famille de Milosch, avait donné la dernière sanction à son indépendance; mais l'autorité souveraine du prince n'ayant pas encore été confirmée par le sultan, le pacha de Belgrade faisait tous ses efforts pour la renverser. Le prince Milosch fut donc souvent obligé de déployer toute son énergie et d'avoir recours à une très grande sévérité pour réprimer et contenir les intentions hostiles des principaux chefs, dont la jalousie contre un pouvoir nouvellement constitué pouvait plonger le pays dans

de grands troubles. Dans le but d'affermir son autorité, le prince Milosch conserva l'administration militaire du pays, en y introduisant un changement qui consistait à faire payer les chefs de district par le trésor public. De cette façon, les chefs étaient plus dépendants du souverain, et le peuple était plus à l'abri de leurs concussions.

Le prince Milosch comprenant bien que, pour imposer à ses ennemis, il avait besoin d'être confirmé dans sa dignité par le sultan, envoya une députation à Constantinople dans le courant de l'année 1820.

A cette époque, le cabinet russe y ourdissait cette longue trame d'intrigues ténébreuses dont les résultats viennent de temps à autre frapper le monde politique.

Sous prétexte de faire observer les articles stipulés par le traité de Bukarest, la Russie s'immisçait dans les affaires de la Porte, achetait ses ministres, influait sur ses résolutions. Les agents russes dispersés en Grèce, en Serbie, en Valachie et en Moldavie, y prêchaient l'*hétérie*, faisaient des prosélytes pour cette société secrète, qui comptait parmi ses membres l'empereur Alexandre lui-même, et préparaient ainsi les esprits aux événements qui surgirent l'année suivante. Le sultan, effrayé de cette fermentation, voulut au moins s'assurer du côté des Serbes; il consentit à entendre leurs réclamations, et expédia un plénipotentiaire muni de son firman, pour conclure un arrangement définitif. Le prince Milosch, sur une invitation officielle, partit pour les conférences de Belgrade : mais il fut prévenu en route par des Turcs (qu'il avait généreusement traités dans leur captivité) qu'un guet-apens l'attendait en ville. Milosch ne rebroussa pas chemin ; mais il rassembla un cortége imposant de

Serbes armés, et se présenta ainsi devant les portes de Belgrade ; le pacha lui en refusa l'entrée, alléguant que sa suite était trop nombreuse.

La réunion eut donc lieu à Topchider (campagne aux portes de la ville). Mais de mutuels soupçons rendirent tout accord impossible ; on se sépara sans avoir rien conclu. Le pacha de Belgrade se montra même plus irrité que jamais de ce que Milosch s'était adressé directement au sultan.

Afin d'effacer dans l'esprit du sultan l'impression défavorable que la réunion de Topchider pouvait produire, le prince Milosch envoya à Constantinople une nouvelle députation composée des membres choisis par l'assemblée nationale. Effectivement ils ouvraient des négociations avec la Porte, lorsqu'une insurrection, à la tête de laquelle se trouvait le prince Alexandre Ipsylanti (général russe), éclata en Valachie et en Moldavie (février 1821). Cette insurrection, résultat des menées de l'hétérie, fit croire au sultan que le prince Milosch n'y était pas étranger. Sur cette supposition, les délégués serbes furent arrêtés comme otages. Ils restèrent en prison cinq années, c'est-à-dire jusqu'à la conclusion du traité d'Akerman.

En attendant, la Serbie se trouvait dans une situation étrange. Le prince Milosch gouvernait le pays en souverain, bien qu'il n'eût pas été reconnu par le sultan, et il n'en traitait pas moins avec lui pour la conclusion d'une paix définitive. D'un autre côté, le pacha de Belgrade, presque en état de guerre avec le même Milosch, cherchait à le renverser par tous les moyens possibles.

Le pacha réussit même à faire révolter en 1821, contre l'autorité de Milosch, deux kness nommés Marko

Abdala et Etienne Dobriniaç. Le pacha essaya alors d'interposer son autorité dans les affaires de la Serbie; mais il y renonça sur la menace que lui fit le prince Milosch, qu'il allait de nouveau appeler les Serbes aux armes. Quant aux deux révoltés, non seulement les Serbes ne se laissèrent point séduire par leurs instigations, mais une prompte et sévère justice mit bientôt fin à leurs criminels efforts.

Un autre danger, d'une nature plus alarmante, menaça la Serbie et Milosch : ce fut l'apparition de Tcherny, de ce Georges, de cet homme singulier qui, héros de la Serbie, l'avait ensuite abandonnée au moment du plus grand péril. Depuis ce moment il vivait en Russie avec le grade de général de division.

Il est bien difficile, non seulement pour un étranger, mais pour un Serbe même, de prononcer entre deux adversaires qui tous les deux ont sauvé leur pays. La difficulté n'est pas de juger si c'est le prince Milosch ou Georges Tcherny qui fut le coupable, car tout homme d'État condamnera sans hésiter Tcherny, arrivant dans son pays pour y semer des troubles contre le pouvoir national : la philanthropie seule désapprouvera hautement la sévérité du prince Milosch envers le héros national; mais la véritable difficulté provient de ce que tous les deux ne cessèrent d'être des hommes de conviction et d'aimer leur pays. Ce jugement peut paraître contradictoire, car la *vérité est une*; mais la contradiction cessera pour quiconque, s'élevant au point de vue moral, examinera attentivement la conduite de ces deux hommes. On reconnaîtra que par des moyens contraires et des voies opposées, ils aspiraient au même but, au bien de la Serbie.

La cause seulement de cette opposition de vues,

chez deux hommes travaillant pour le même objet, est tout entière dans la différence de leur caractère, dans les qualités opposées de leur esprit. En un mot, Tcherny ne croyait qu'à la Russie, Milosch au contraire excluait tout secours étranger.

Lors de la deuxième insurrection des Serbes, quand, à l'appel de Milosch, ils coururent aux armes, et même dans les premiers moments de l'organisation de l'autorité de Milosch, Tcherny demeura tranquille ; il ne quitta pas la Bessarabie.

Aujourd'hui, au contraire, lorsque le pouvoir national, devenu fort, semble plus difficile à renverser, Tcherny arrive, accusant Milosch de manquer également et à la foi et à l'intérêt national, en ne se portant pas au secours des Grecs. En agissant ainsi, Tcherny ne le faisait pas dans l'intérêt du pays, car cet intérêt lui commandait bien plus impérieusement de venir prendre part à la lutte de 1815 ; Tcherny n'agissait pas non plus dans des vues d'ambition personnelle, car quelques années plus tôt, le pouvoir de Milosch, plus faible, pouvait être renversé plus facilement : Tcherny donc, en venant en Serbie, pour y semer des troubles, subissait la fatale influence d'un pouvoir étranger.

C'est cette même influence qui, en 1813, porta Tcherny à abandonner son pays, dans la crise la plus difficile ; c'est elle encore aujourd'hui qui faisait croire à Tcherny, membre de l'hétérie, qu'il servait le plus fidèlement son pays, lorsqu'il n'était que l'instrument de l'étranger. Une fois cette idée bien arrêtée, que la Russie ne cherche pas à s'emparer brusquement de l'empire Ottoman, mais qu'elle y marche graduellement, à mesure que les populations des Slaves méri-

dionaux acceptent les idées, les instincts et les intérêts russes, par conséquent que la Russie a besoin de temps : alors la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg devient claire, et celle de Tcherny précise.

Lorsqu'en 1813, la Russie eut privé par ses intrigues la Serbie de son chef national et livré ses coreligionnaires aux persécutions les plus atroces des Turcs, elle croyait recueillir bientôt les fruits de son odieuse politique. En effet, les Serbes, réduits au désespoir par l'anarchie et par la tyrannie des Turcs, se seraient jetés dans les bras de leur perfide protectrice, si le prince Milosch n'eût sauvé le pays par l'intrépidité et la sagesse de ses déterminations. Toutefois la Russie espérait encore que les Serbes ne parviendraient pas à s'organiser eux-mêmes ; occupée d'ailleurs, à cette époque, de congrès, de l'abolition de sociétés secrètes dans le midi et dans l'ouest de l'Europe, et de la propagation d'autres sociétés de même nature dans l'orient, la Russie avait négligé les affaires serbes. Mais dès qu'elle se fut aperçue que le pays s'organisait sérieusement, que la dynastie nationale serbe devenait un centre, un guide, un drapeau pour tous les Slaves méridionaux, alors la Russie dut recommencer ses intrigues.

Pour troubler la prospérité serbe, pour la priver de son influence sur les populations slaves, pour la replonger dans l'abîme de l'anarchie, la Russie chercha à rendre odieux le prince Milosch à ses compatriotes ; elle chercha à renverser son autorité. C'est dans ces intentions qu'elle y envoya l'ancien héros de la Serbie, Georges Tcherny.

Il est donc facile de comprendre comment Georges, séduit par le mysticisme de l'hétérie, n'était ici que

l'instrument de la Russie, lui qui s'était déjà laissé prendre à ses promesses et qui avait un penchant pour les Russes.

La conduite de Milosch dans cette circonstance aussi est facile à expliquer.

La nationalité serbe étant l'unique base de sa politique, il repoussait avec la plus forte aversion tout secours, toute intervention de l'étranger. Le but de sa politique étant l'indépendance de la Serbie, pour grouper autour d'elle toutes les populations slaves du midi et relever le puissant empire serbe d'Étienne Duchan *le Fort*, il devait recourir au même moyen que la Russie : *au temps*.

Sachant que la Turquie n'était plus en état de s'opposer à la Serbie, Milosch ne voulut pas s'unir aux Grecs, dans la crainte de précipiter la chute de l'empire Ottoman, car il prévoyait que les conséquences en seraient défavorables à la Serbie. En effet, le sentiment national, éveillé à peine parmi les Slaves méridionaux, n'avait pas encore pénétré dans les esprits ; il était donc à craindre qu'un cabinet rusé n'en profitât pour soulever les jalousies de ces différentes populations contre les Serbes.

Donc, pour consolider sa propre autorité, pour développer les forces de la Serbie, pour inspirer de la confiance aux Slaves, pour leur faire comprendre le besoin d'union, Milosch avait besoin de temps. Pour le gagner, l'existence de l'empire Ottoman, sa protection officielle, étaient absolument nécessaires.

Tels pouvaient être les motifs de la politique extérieure du prince Milosch : à l'intérieur, la Serbie conservait encore beaucoup d'éléments anarchiques, que la présence de l'ancien chef national pouvait éveiller ;

enfin peut-être une animosité personnelle, le désir de venger la mort de son frère, porta le prince Milosch à ordonner la mort de Tcherny, dont il envoya la tête à Constantinople.

Quoi qu'il en soit, l'exécution de Georges aliéna beaucoup de cœurs à Milosch; mais le peuple en général lui conserva son affection, car il sentait tout ce qu'il devait au prince, non seulement pour avoir reconquis l'indépendance nationale, mais encore pour la lutte qu'il soutenait contre les grands, qui désiraient succéder aux priviléges des spahis.

Le prince Milosch continuait à faire administrer le pays militairement; car il sentait que sans un pouvoir fort, et même absolu, un pays qui avait subi un aussi long esclavage, qui depuis tant d'années vivait dans des convulsions continuelles, un tel pays avait besoin d'une administration très forte pour s'organiser, pour prétendre à un avenir. Heureusement, la dernière campagne n'avait élevé aucun rival; tous les succès étaient l'œuvre de Milosch; le peuple ne voyait de salut qu'en lui, et personne n'était assez fort pour espérer pouvoir balancer son influence.

Cependant, tel est le penchant fatal vers l'anarchie dans un pays qui n'a pas l'habitude de sa liberté, que la Serbie, bien qu'elle fût sous un pouvoir militaire, a été exposée plusieurs fois à des troubles sérieux.

La plus importante émeute fut celle de Miloï Diak, en 1820 : il compta jusqu'à 5,000 hommes sous les armes. Toutefois les sages mesures du prince, sévèrement exécutées par le knes Vouchiç, y mirent bientôt fin.

A cette époque, la Russie, voyant, à ce qu'il paraît, que des efforts intérieurs à main armée seraient im-

puissants contre Milosch, entreprit de le gagner. La mort de l'empereur Alexandre servit de prétexte à ce changement de la politique du cabinet russe.

En effet, au mois de mars 1826, il exigea du divan la mise en liberté des délégués serbes détenus à Constantinople depuis 1821. En outre, lors des conventions d'Akerman (1826), les plénipotentiaires russes stipulèrent que les droits et les franchises que réclamaient les Serbes leur seraient accordés, d'après la teneur du traité de Buckarest. On doit cependant observer qu'on ne fit pas la moindre mention à Akerman de l'hérédité du trône, proclamée par la nation, dans la dynastie de Milosch. Aussi les Serbes, dans leur assemblée de cette même année 1826 à Belgrade, confirmant leur ancienne décision, prêtèrent un nouveau serment de fidélité au prince Milosch, ainsi qu'à ses descendants.

Enfin le traité d'Akerman, ratifié par les deux empereurs, fut officiellement publié à Belgrade le 14 octobre 1826. Le prince Milosch, pour donner à cette solennité plus d'éclat, convoqua une assemblée nationale. Il y exposa aux Serbes, dans un discours très habile, le tableau de leur passé et leurs progrès successifs, qui leur promettaient dans l'avenir une patrie indépendante, libre et puissante. Il y parlait à plusieurs reprises de leur soumission envers le sultan, de leur reconnaissance envers l'empereur de Russie (mais s'abstenant de parler de l'unité de race et de l'unité de foi); il appuyait principalement sur la nécessité d'union, de soumission et d'assistance à l'autorité nationale; il ajoutait enfin qu'il fallait envoyer une députation à Constantinople, conformément aux désirs des *cours européennes*, à l'effet d'obtenir de la Sublime Porte une sanction définitive.

Le même jour, le sénat, les knes et les députés serbes dressèrent, au nom de l'assemblée nationale, l'acte de soumission et de fidélité de tous les Serbes, pour eux et leurs descendants, envers la personne du souverain prince Milosch et ses descendants.

Cet acte, officiellement relu en public, fut remis entre les mains du prince avec huit cents signatures.

On procéda alors à l'élection des députés qui devaient se rendre à Constantinople pour y obtenir la sanction de l'indépendance de la Serbie.

C'est ainsi que les mesures sages et la persévérante fermeté du prince Milosch forcèrent la Russie elle-même à s'intéresser pour lui et à réclamer pour les Serbes la reconnaissance de leurs droits.

Milosch ne changea pas dans sa conduite ; il ne se laissa pas gagner par les caresses de la Russie ; il continua à proclamer hautement sa soumission envers son suzerain légitime, en y ajoutant l'expression de sa vive reconnaissance envers son protecteur, l'empereur de Russie.

L'arrivée des envoyés serbes à Constantinople semblait annoncer que cette affaire touchait à sa fin ; mais il en fut autrement : car l'empereur de Russie, s'apercevant que les esprits fermentaient dans son armée, voulut l'occuper à l'extérieur. A cet effet, trouvant des raisons dans les articles captieux du traité d'Akerman, Nicolas déclara la guerre à la Turquie.

Par suite de cette déclaration, les nouveaux envoyés serbes furent aussitôt arrêtés le 20 décembre 1827.

Au commencement de 1828, l'armée russe passa le Danube et fit de grandes pertes en hommes; ce qui peut-être répondait aux vues de son souverain. Mais ce qui est encore à remarquer dans cette guerre, c'est

que ni le prince Milosch ne profita de cette occasion pour s'unir à la Russie, ni celle-ci ne chercha à l'y engager. Toutefois, pour donner à l'Europe une preuve du dévouement du prince Milosch à la Russie, elle lui demanda un corps de troupes auxiliaires. Le prince Milosch s'y refusa sous prétexte qu'il avait les Bosniaques à observer.

Tout le monde sait combien en automne et en hiver les Russes eurent à souffrir du manque de vivres et de fourrages ; ils en demandèrent au prince Milosch. Il refusa d'en fournir, prétextant sa fidélité pour le sultan, son suzerain légitime. Cette manière d'agir de la part de Milosch n'a pas besoin de commentaire ; on y voit la crainte de la Russie et le désir de conserver la Turquie.

Le prince Milosch savait parfaitement bien que ce n'était qu'à l'ombre du pouvoir du sultan qu'il pouvait développer des forces suffisantes dans son pays pour pouvoir menacer tous les étrangers qui possèdent ou qui cherchent à s'emparer de la Slavie méridionale.

Au printemps 1829, la Russie recommença la guerre en faisant encore de plus grands efforts.

Le nouveau général en chef, le maréchal Diebitsch, par une marche hardie, vint dicter la loi au sultan effrayé, sous les murs mêmes de Constantinople. La Porte consentit à tout, et la paix fut signée, le 14 septembre 1829, à Andrinople.

Ce traité n'apporta pas de changement à la position de la Serbie ; à son sujet la Russie avait plutôt exprimé des vœux qu'imposé des conditions : aussi les affaires traînèrent-elles en longueur jusque vers la fin de l'année 1830. Mais dès que l'empereur Nicolas eut connaissance des événements de juillet, il se prépara, pour

n'être pas surpris par leurs suites. A cet effet, voulant être tranquille en Orient, Nicolas, en vertu du traité d'Andrinople, exigea que la Porte terminât ses démêlés avec les Serbes.

Le sultan, entièrement à la merci de la Russie, grâce à l'incurie des autres cabinets de l'Europe, rendit, le 22 novembre 1830, un hattischeriff au pacha de Belgrade, par lequel les droits et les priviléges des Serbes furent reconnus. Mais cette ordonnance dépassa même les désirs de la Russie, car le sultan y reconnut Milosch Obrenoviç prince héréditaire de la Serbie, et en conséquence lui expédia son bérat (diplôme).

C'est ainsi que ce pays, après vingt-six ans de combats, de sacrifices et de persévérance, arriva au terme de ses vœux. L'indépendance serbe était reconnue; la nationalité serbe était constituée par l'avénement de la dynastie nationale des Obrenoviç. Il faut encore reconnaître ici l'immense mérite du prince Milosch, qui parvint à obtenir cette garantie de l'indépendance de son pays sans effusion de sang, sans l'exposer à des chances douteuses.

Le hattischeriff et le bérat du 22 novembre 1830 forment la base des relations officielles entre le sultan et la Serbie.

Les ordonnances postérieures à ces deux écrits, s'appuyant toujours sur leur autorité, en sont le complément, le développement. La nationalité serbe apparut ainsi parmi les Slaves du midi, spontanément et presque sans qu'on s'y fût attendu. L'Autriche et la Russie, puissances qui n'ont pour base que la conquête, surprises de voir surgir leur adversaire, s'empressèrent de la combattre, mais chacune à sa manière. L'Autriche, affaiblie par la fermentation des nationalités

comprimées dans son sein, et craignant déjà pour son existence, se mit à combattre la Serbie avec astuce et taquinerie. Empêcher toute aide, refuser tout secours que l'humanité même commande, calomnier dans les journaux les hommes éminents de la Serbie, attaquer jusqu'à la réputation de leurs femmes, et surtout défendre sérieusement l'introduction de tout écrit serbe, sous le prétexte que c'était de la propagande russe, telle était la conduite de l'Autriche, conduite entièrement défensive.

La Russie, au contraire, forte de sa nationalité, mais qu'une dynastie étrangère exploite à son profit et dont elle fait un instrument de conquête; la Russie, pour ne pas perdre parmi les Slaves méridionaux la position supérieure qu'elle a conquise par tant d'années de travaux et d'intrigues, n'hésita pas à prendre l'offensive contre la Serbie. Il est vrai qu'elle marche secrètement à son but et qu'elle n'emploie pas la force : c'est que l'intrigue sert mieux ses vues que la violence. Aidée de toutes les ressources de sa politique machiavélique, elle poursuit avec une infatigable activité sa marche offensive.

Durant toute la campagne contre la Pologne, la Russie, absorbée tout entière par la conquête et par l'établissement de la conquête dans ce pays, avait détourné des affaires serbes sa dangereuse influence. L'effet moral produit par la révolution de juillet, les insurrections italiennes, la fermentation des esprits en Allemagne, et surtout la révolution de Pologne, interrompirent également en Serbie les intrigues autrichiennes. Enfin, la Turquie, occupée d'elle-même, minée par sa propre corruption intérieure, par ses dangereuses réformes, était dans un état de faiblesse

complète. La Serbie donc, tranquille du côté de l'étranger, s'organisait à l'intérieur, consolidait sa force gouvernementale, sans laquelle une indépendance politique est impossible, même chez des populations où le sentiment de la nationalité est le plus développé.

Le prince Milosch profita habilement de la situation politique de l'Europe pour organiser son pays. Mais les hommes puissants qui l'avaient aidé plus particulièrement à le délivrer espéraient obtenir des priviléges tout-à-fait semblables à ceux dont jouissent les boyards en Valachie, ou que possèdent les magnats en Hongrie. Ils croyaient pouvoir remplacer les spahis turcs qu'on avait expulsés, et leur succéder dans leurs droits féodaux des *timars* et des *ziamets*. Ils commencèrent même à exiger du peuple l'accomplissement des anciennes coutumes, des dîmes et des corvées. Mais le prince Milosch supprima ces abus, proclama tous les Serbes libres et égaux, soumis à la même loi et au même impôt, et détruisit tous les priviléges, toutes les prérogatives qu'on commençait à établir. C'est ainsi que le prince Milosch, aimé par le peuple, devint pour les puissants de son pays un despote, un pacha chrétien. C'est ainsi que prit naissance cette opposition qui, avec des dehors libéraux, s'appuyait uniquement sur des amours-propres personnels froissés et des vues féodales déçues.

En 1831 et 1832, cette opposition était bien faible ; car d'un côté, le prince Milosch, en appelant au service les hommes les plus puissants, les avait captivés, et de l'autre les États voisins n'agissaient pas encore et ne se mêlaient pas des affaires de la Serbie ; mais les choses changèrent bientôt.

Depuis l'année 1831, l'influence de la Russie devint

d'autant plus puissante en Turquie, que le cabinet moscovite avait mis tout en œuvre pour gagner le divan et ôter à la Porte toute pensée de profiter de la guerre de Pologne. Aussi, lorsque l'ambassadeur français, le général Guilleminot, eut exposé à la Porte l'absolue nécessité pour elle de profiter de cette guerre contre la Russie, pour tomber sur celle-ci, les ministres turcs, vendus au czar, remirent à l'ambassadeur russe le mémoire de M. Guilleminot, qui fut aussitôt rappelé par son gouvernement. Des indices bien graves font supposer que c'est aux intrigues de la Russie que l'on doit attribuer la guerre qui éclata alors entre le sultan et Méhémet-Ali. Par cette guerre, la Russie empêcha qu'il ne vînt à l'esprit de la Turquie d'exécuter la grande pensée du général Guilleminot, et de *jeter à travers les plaines de la Russie* 100,000 *infatigables cavaliers*. Aujourd'hui, comme alors, les éléments de ce mouvement existent, les mêmes circonstances naîtraient à sa suite ; mais aujourd'hui, comme alors, on manque d'hommes qui puissent comprendre et qui veuillent réaliser cette gigantesque pensée.

La guerre de la Turquie contre Méhémet dépassa l'espoir de la Russie ; car non seulement pendant le moment de son danger et de son affaiblissement, la Turquie ne put rien entreprendre contre elle, mais après la perte de la bataille de Koniah (21 décembre 1832), le sultan, repoussé, il est vrai, à Paris et à Londres, se jeta entre les bras de l'empereur Nicolas. Le czar s'empressa d'accorder le secours qu'on lui demandait. Le 20 février 1833, une partie de la flotte russe jeta l'ancre à l'entrée du Bosphore, et, le 5 avril, 10,000 Russes débarquèrent sur la rive d'Asie, en face de Térapia. Pendant tout ce temps, jusqu'à l'arrivée

des Russes, le banquier.... de Constantinople avait nolisé deux vaisseaux, à condition que leurs équipages seraient consignés à bord et eux prêts à mettre à la voile à tout moment; ces vaisseaux étaient préparés, non *pour porter*, mais pour *emporter le sultan et sa fortune*. Les Russes étant arrivés, le sultan salua cette nouvelle par de bien vives acclamations, et les vaisseaux cessèrent d'être nolisés; mais le peuple, le divan même, montrèrent un profond désespoir à la vue de leurs anciens ennemis, campés aux portes de la capitale. Profitant de l'affaiblissement de la Porte, le prince Milosch se fit délivrer par elle un nouveau hatti-shérif, qui non seulement confirmait tous les priviléges accordés au prince et à la Serbie, mais qui lui restituait les districts bosniaques qu'on lui avait enlevés anciennement. A l'occasion de ce hatti-shérif, le prince Milosch, que les murmures de son peuple, mécontent de n'avoir pas été réuni depuis longtemps en assemblée nationale, commençaient à inquiéter, convoqua cette assemblée pour le 1er février 1834. Elle fut moins nombreuse que les précédentes; car Milosch ne réunit que les hommes les plus marquants et les plus éclairés du pays, pour leur soumettre les bases d'une nouvelle organisation du gouvernement, afin d'agir par leur influence sur les esprits des masses. Le discours que le prince prononça mérite d'être étudié : c'est avec le plus grand art qu'il y parla de son entière soumission au sultan, de toute sa reconnaissance à l'empereur de Russie; mais il ne cacha pas en même temps aux Serbes que leur existence n'était assurée que par la possession des forteresses que les Turcs leur avaient remises, tandis que Belgrade, qui reste uniquement entre leurs mains, n'a pas été rendue aux Serbes; car

telle a été la volonté de l'empereur Nicolas, *grand protecteur de la Serbie*. Le prince Milosch annonça en outre que le tribut à payer à la Turquie était fixé à 2,400,000 piastres turques (600,000 fr.) ; la liste civile à 2,000,000 de piastres turques (plus tard on la porta aussi à 2,400,000) ; que les corvées exigées du peuple étaient abolies ; que les Serbes étaient égaux devant la loi ; enfin qu'avec le temps on introduirait graduellement des améliorations dans la justice et dans l'administration.

Ces déclarations du prince Milosch, détruisant le dernier espoir des notables qui désiraient des priviléges, éveillèrent chez eux de mauvaises dispositions contre le chef de l'Etat. La Russie, plus libre alors, tourna de nouveau son attention sur la Serbie ; et pour y exploiter ces germes de mécontentements, elle promit aux Serbes mutins de les appuyer contre le pouvoir légal du prince. Les mécontents, pour augmenter leur influence au détriment de celle du souverain, habilement conseillés par la Russie, surent donner à leurs exigences un dehors libéral. On demanda au prince de publier une constitution qui assurât à chacun le droit de propriété, la liberté individuelle, le droit d'être jugé avant que de pouvoir encourir une condamnation, enfin qui fixât un budget annuel. Mais toutes ces demandes ne servaient que de prétexte pour faire passer l'essentiel, c'était de créer un sénat nommé par l'assemblée (skupchina) et qui contrôlerait les actes du gouvernement. L'esprit clairvoyant de Milosch ne lui permit pas de se tromper sur la portée de ces prétentions, et il les rejeta toutes. D'ailleurs, étant sûr de l'amour du peuple, il comptait pour peu cette opposition, qu'il regardait avec quelque raison comme un instrument

de l'intrigue de l'étranger, comme un effet d'un orgueil personnel, enfin comme le désir erroné de libertés imprudentes.

Dans le courant de cette même année 1834, le prince Milosch reprit enfin par la force les six districts bosniaques que le pacha de Zwornik s'obstinait à garder malgré les ordres du sultan. Ce pacha avait même emprisonné les envoyés serbes qui venaient réclamer auprès de lui le pays que le sultan rendait à la Serbie. C'est donc en exécutant les ordres du sultan que le prince Milosch conquit les districts en question, employant tantôt les armes, tantôt le secours de la famine contre les Turcs qui occupaient le pays.

En attendant, la haine des notables contre Milosch, excitée par la Russie, grossissait, et les éléments d'une révolution menaçante se réunissaient. Aussi, au commencement de 1835, éclatèrent en Serbie de grands troubles. Momentanément effrayé, Milosch voulut fuir; mais le peuple de Kragoïevaç se montra tellement dévoué au prince, qu'il demeura, et que les chefs du mouvement durent se soumettre à son autorité. Il est à remarquer que dans cette circonstance, au milieu du camp même des révoltés, Georges Protiç, ayant proposé d'éloigner Milosch du trône, souleva un mécontentement général; *car*, dit un témoin oculaire, *on savait déjà apprécier toute la valeur d'une dynastie, et combien il fallait de sacrifices pour l'établir.*

Ces troubles apaisés n'en firent pas moins faire à Milosch de sérieuses réflexions. Pour satisfaire à l'opinion, et peut-être pour la rectifier par l'excès du remède, il se décida à proclamer, dans une assemblée nationale, une constitution ultrà-libérale, espérant peut-être guérir par là les Serbes du désir

d'une charte ; peut-être aussi espérant que les cours de Constantinople et de Pétersbourg s'opposeraient à son établissement, et que pour lui il aurait toujours le mérite de l'avoir proclamée. Quoi qu'il en soit, le prince Milosch ouvrit l'assemblée par un discours extrêmement adroit, qui fut suivi de la lecture d'une charte constitutionnelle, que toute l'assemblée s'empressa de signer, le 3 février 1835. Cette charte, d'un libéralisme outré, ridicule, surtout pour l'état naissant de la Serbie, renfermée dans 14 chapitres, était en grande partie une imitation de la charte française ; la chose la plus remarquable, c'est que le prince Milosch prenait le titre de *prince de tous les Serbes*. On décida en outre que le code Napoléon devait être traduit, et dorénavant serait la loi d'après laquelle on jugerait en Serbie. Cette manière d'imiter les institutions françaises, sans que la France ait fait les moindres frais pour étendre son crédit, est une preuve frappante de l'influence morale que cette nation exerce sur tous les autres peuples. La facilité avec laquelle le prince Milosch consentit à donner à cette charte une portée aussi libérale, confirme la pensée que Milosch agissait dans la conviction que ses voisins demanderaient son abrogation, le délivreraient des entraves qu'elle mettait à son autorité, et qu'il n'en serait que plus populaire.

Effectivement, avant que l'assemblée se fût séparée, le prince Milosch reçut des notes menaçantes de la Turquie, de l'Autriche et de la Russie, qui lui demandaient des explications sur la nouvelle constitution ; le sultan somma même Milosch de se rendre à Constantinople. Ne pouvant pas éluder cet ordre, il essaya de gagner du temps, et n'y obtempéra que vers la fin

d'août. Pendant son séjour à Constantinople, sa souplesse lui gagna le sultan, et son or probablement le divan, car le prince Milosch fut très bien traité, et à son départ de Constantinople on le décora de l'ordre de l'empire. Plusieurs décorations turcs furent encore distribuées, d'après le désir du prince, aux Serbes qui l'accompagnaient. Ceux d'entre eux qui furent oubliés dans cette circonstance, blessés dans leur étroit amour-propre, redoublèrent de haine contre Milosch.

A son retour de Constantinople, certain de la bonne volonté du sultan, ayant une autorisation de Pétersbourg, le prince Milosch ne regarda plus la charte qu'il venait de proclamer que comme une lettre morte. Cette manière d'agir offensa gravement les anciens chefs du mouvement qui avaient provoqué l'établissement de la charte; mais, ne se sentant pas la force de lutter contre leur souverain, ils quittèrent la Serbie et se réfugièrent en Russie.

L'Autriche, toutefois, craignant le développement de la nationalité serbe, et ne se sentant pas la force de l'étouffer, voulut au moins la surveiller de près. Le cabinet de Vienne fut violemment blessé du titre de *prince de tous les Serbes* que Milosch s'était donné : aussi les journaux autrichiens ne lui épargnèrent point l'injure. Le prince Milosch, sans s'inquiéter de ces démonstrations, poursuivant toujours son idée d'une Slavie indépendante, à la suggestion de son secrétaire, M. Jivanoviç, faisait publier d'anciens manuscrits slaves, et propageait la connaissance de l'ancienne indépendance de ces peuples, en présentant la Serbie comme le centre de cette nouvelle patrie. Le cabinet de Vienne demanda à plusieurs reprises l'éloignement de

M. Jivanoviç (il était Serbe, sujet de l'Autriche, d'autant plus dangereux pour elle); mais le prince Milosch s'y refusa toujours, ajoutant que M. Jivanoviç n'était pas seulement son secrétaire, mais que c'était encore son ami. Alors le prince de Metternich, en 1836, mettant de côté tous ses anciens griefs contre la Serbie, envoya un consul à Belgrade, et fit remettre des décorations autrichiennes au prince Milosch, que naguère encore les journaux de Vienne appelaient crûment un rustre, un bouvier.

Mais, en attendant, à Constantinople, l'influence de M. Bouteniew, ministre de la Russie, avait déjà ruiné le crédit de Milosch. Le divan fit paraître un firman par lequel on blâmait sévèrement la conduite *absolue* du prince serbe. Cet écrit ne fut pas publié; mais on n'en sut pas moins que la Porte censurait vivement le prince Milosch. Ceci engagea ses adversaires à l'attaquer avec plus de violence. On attribua à M. Zorytch, Russe et instituteur des enfants du prince, d'avoir donné au public la connaissance de cette pièce. En surveillant de plus près la conduite de M. Zorytch, on a dû se convaincre qu'il envoyait à Pétersbourg des rapports sur la conduite du prince Milosch. Pour se défaire d'un observateur aussi incommode, non seulement le prince le renvoya de chez lui, mais il lui fit quitter le pays. Cependant M. Zorytch ne tarda pas d'y rentrer comme *secrétaire du consulat russe*. C'est alors que le prince Milosch, considérant sa dangereuse position, minée par les intrigues de la Russie, par les menées de l'Autriche, menacée par l'insolence de ses adversaires, se tourna vers l'Angleterre, pour lui demander un consul à Belgrade. L'Angleterre, à cette époque, voulant suivre plus attentivement la question d'Orient,

venait de créer plusieurs consulats dans ces contrées : pour la Bosnie et l'Albanie, on nomma le prince Nicolas Wasowiç, vice-consul britannique à Nowi-Bazar; à Belgrade, le colonel Hodges, fait consul, bientôt après fut nommé consul général : il avait déjà rempli des missions confidentielles de lord Ponsonby.

D'un autre côté, soit que le prince Milosch sentît le besoin de satisfaire de quelque manière l'opinion publique, soit qu'il ne voulût que gagner du temps en se servant d'un prétexte illusoire, toujours est-il qu'en février 1837 il fit venir de la Serbie autrichienne deux jurisconsultes, afin qu'ils rédigeassent les bases d'un statut organique qui pût remplacer l'œuvre avortée de 1835. A la suite de longs débats, on convint d'adopter en entier le code criminel autrichien, ainsi que le code civil, en y introduisant certains changements, et qu'alors celui-ci remplacerait le code Napoléon, jugé tout-à-fait inapplicable à la Serbie. Les bases de la constitution, présentées à la commission par M. Jivanoviç, y firent élever une discussion très animée. Une partie de la commission, avec Ephrem, frère de Milosch, commençant déjà à agir contre lui, trouvait qu'on donnait au souverain un pouvoir trop étendu. Le prince Milosch, offensé par ces propos, fit dissoudre la commission et renvoyer dans leur pays les légistes autrichiens. Les adversaires de Milosch, s'armant de sa conduite comme d'un prétexte très plausible, résolurent de tenter une démarche fort dangereuse, en portant leurs plaintes devant un monarque étranger contre leur propre souverain. Ces mécontents se rendirent donc au camp de Woznosensk, où se trouvait alors l'empereur Nicolas. Il s'empressa d'accueillir les plaintes des Serbes que

la haine égarait, et après les avoir comblés de caresses et de faveurs, il envoya à Belgrade, pour juger la question, son aide-de-camp, le prince Dolgorouki. Il serait superflu de faire remarquer combien la démarche des Serbes était erronée et dangereuse; comme aussi il faut croire que personne ne manquera d'observer que la Russie condamna à Constantinople, par son ministre, M. Bouteniew, la constitution de 1835 et ses auteurs, précisément les mêmes à qui Nicolas accorde à Woznosensk toute sa protection. En 1835, la Russie menaçait de son courroux des rebelles fauteurs d'idées démagogiques; en 1837, la Russie favorise ces mêmes hommes et menace leur souverain parce qu'il est trop absolu. Cette conduite variable, et qui semble antilogique à ceux qui comprennent mal la Russie, paraîtra seulement vraie et claire pour celui qui a bien compris le but de la Russie: *détruire la nationalité en Serbie en y entretenant continuellement des troubles.*

Le 13 octobre 1837, le prince Dolgorouki arriva à Belgrade et y fut reçu avec les plus grands honneurs; à sa suite aussi revinrent les adversaires du prince Milosch. Ceux d'entre eux chez qui la haine du souverain n'avait pas altéré l'amour du pays, devaient être singulièrement affectés d'y rentrer presque en le menaçant, et à la suite d'un étranger. La conduite du prince Milosch vis-à-vis du prince Dolgorouki fut très adroite; il protesta de son dévouement pour l'empereur Nicolas, d'une entière obéissance à ses ordres, sauf les devoirs que lui, prince Milosch, avait à remplir vis-à-vis du sultan, dont il était le vassal. Probablement d'après la volonté exprimée par le prince Dolgorouki, on fit revenir en Serbie les légistes qui avaient

travaillé au statut organique, et on reconstitua la commission qui avait été dissoute à cette occasion. Le prince Milosch adhéra d'autant plus volontiers à ces exigences, qu'il y voyait un moyen de gagner du temps, pouvant encore, en dernier lieu, dissoudre la commission si elle lui était hostile.

Le consul russe, M. Wastchenko, arrivé, le 10 février 1838, à Belgrade, commença dès ce moment à agir ouvertement contre le prince Milosch, tandis que le consul anglais, M. Hodges, s'employa à le soutenir. La politique anglaise à cette époque se trouvait en présence, sur plusieurs points, avec la politique russe. En effet, les agents russes parcouraient alors les Indes; sous les murs de Hérat, dans des camps ennemis, MM. Simonitch et Mac-Neil luttaient entre eux; l'Angleterre envoyait à Constantinople un général polonais; la capture de Vixen occupait tous les esprits; enfin entre Londres et Pétersbourg on échangeait des notes très acerbes. Si ces nombreux germes de discorde n'ont pas encore amené jusques aujourd'hui de rupture entre les deux États, ce n'est pas parce que les affaires ont changé, mais parce que les hommes qui les dirigent ne sont pas à leur hauteur; ils préfèrent donc assoupir toutes ces questions, les remettre à un autre temps, n'ayant pas le courage ou l'intelligence d'en tenter la solution. On envoya alors à Pétersbourg le hautain lord Durham. Mais celui-ci, gagné par les avances de l'empereur Nicolas, qui sut flatter son amour-propre, oublia les griefs dont l'Angleterre lui avait confié la réparation; en revanche, cédant aux insidieuses demandes du czar, lord Durham sacrifia le général polonais, qui, privé de la protection anglaise, dut bientôt quitter Constantinople. Le général russe

Simonitch fut rappelé de Hérat, quoiqu'à la vérité le général Duhamel vînt l'y remplacer; M. Mac-Neil quitta aussi ces contrées. Mais en passant par Pétersbourg, il y subit une telle influence, que ses amis mêmes ne le reconnaissent plus. Les rapports et les démarches tentées par le capitaine Witkiewicz pourront profiter un jour à la Russie; mais lui, rebuté, a fini par se donner la mort. La capture du Vixen fut déclarée légale. En Serbie, enfin, le colonel Hodges, ne comprenant qu'un intérêt matériel, commercial, dut succomber sous les efforts de son adversaire, M. Wastchenko, qui, y voyant un intérêt majeur, la nationalité serbe, déployait une énergie analogue à la valeur de l'intérêt russe.

En attendant, les adversaires du prince Milosch, ne croyant pas que la constitution à laquelle on travaillait à Belgrade produisît jamais un résultat favorable pour eux, se mirent à intriguer directement à Constantinople. A la suite de leurs plaintes, le sultan enjoignit au prince Milosch de députer une commission à Constantinople, afin d'y élaborer une charte pour la Serbie. Le prince Milosch, obtempérant aux ordres du sultan, envoya à Constantinople des délégués qui finirent par tracer une constitution sur les bases qui leur avaient été fournies par la Russie et la Turquie. Le sultan, après avoir sanctionné ce travail, fit publier un hatti-shérif, le 24 décembre 1838, qui renfermait cette nouvelle constitution. Elle entravait tout-à-fait l'action du prince en soumettant son pouvoir au contrôle du sénat. Le prince perdait toute son influence, car il était obligé de ratifier toutes les dispositions du sénat: elles y passaient à la pluralité des voix, tandis que les choix des ministres, des sénateurs devaient être ratifiés par l'as-

semblée générale ; enfin, d'après cette charte, toute la population, d'après l'usage russe, était divisée en onze classes. Il n'est que trop facile de deviner la pensée qui fit imposer à ce pays une organisation aussi anarchique. Comme autrefois la Russie conservait à chaque député en Pologne l'infâme droit du *liberum veto*, de même ici elle l'enlevait au prince, qui ne pouvait pas être accessible à ses offres, et le remettait aux sénateurs plus faciles à séduire. Cette malheureuse charte, qui, renversant le pouvoir souverain, ouvrait la voie à tous les abus, à toutes les intrigues et à toutes les dissensions, ébranlait dans ses fondements la nationalité serbe. Cette charte, modèle d'astuce et d'hypocrisie d'un voisin dangereux, fut proclamée à Belgrade le 22 février 1839.

Ce fut un coup terrible pour le prince Milosch, qui, dans un moment, perdait pour lui et pour la Serbie tous les fruits de ses longs et de ses laborieux efforts. Un quart de siècle d'un travail pénible disparaissait devant l'intrigue russe. Le prince Milosch, toujours fidèle à sa résolution de ne s'appuyer que sur la nationalité, avait jusqu'alors fait les plus grands efforts pour éloigner des affaires de son pays la dangereuse influence de la Russie. Une fois qu'il eut reconnu que la Serbie ne pourrait lui résister par les moyens légaux, car il prévoyait que la Russie entraînerait bientôt contre lui la Turquie, le prince Milosch chercha alors un appui étranger. Il se tourna vers l'Autriche; celle-ci le repoussa avec dédain, et les ennemis de Milosch exploitèrent cette démarche en répandant parmi le peuple serbe que le prince voulait se soumettre aux Allemands. Il ne restait plus à Milosch que la protection de l'Angleterre et de la France. Le consul de

cette dernière, M. Duclos, venait d'arriver à Belgrade.

L'Angleterre, ne considérant la Serbie que sous le point de vue commercial, y attachait peu d'intérêt, bien que sur un autre point elle déployât la vigueur qui la caractérise; car c'est alors même que, pour protéger la Turquie, l'Angleterre proposa des moyens audacieux : elle voulut ou feignit de vouloir, conjointement avec la France, occuper les Dardanelles, et en accordant la naturalisation au général polonais Chrzanowski, et en l'envoyant à Constantinople, elle menaça directement la Russie.

Mais ces démarches n'effrayèrent point cette puissance, qui, profitant de son influence à Constantinople, redoubla d'activité, et réussit, grâce à un concours de circonstances heureuses. Au moment où la Russie minait le pouvoir du prince Milosch, témoignant à la Porte par là son dévouement, parce qu'elle concourait à humilier un homme qui toujours avait tendu à s'émanciper, elle poussait la Turquie à la guerre contre Méhémet-Ali. Flattant habilement les passions du sultan, la Russie lui fit accroire qu'il soumettrait aussi facilement le rebelle Arabe, qu'il avait brisé le pouvoir de l'orgueilleux raya. L'imprudent sultan crut avidement à ces perfides conseils, car ils flattaient son amour-propre et satisfaisaient sa haine. Tout le monde sait que la Turquie affaiblie, croulant partout, avait besoin d'un long repos pour s'organiser à l'intérieur, créer de nouvelles forces et restaurer l'empire. Tout mouvement pour la Turquie, dans cet état de transition, était mortel : le conseiller était un acte de folie ou de trahison. Ce n'était cependant pas assez pour l'ennemie de la Turquie; en la poussant à la guerre, non seulement on choisissait le moment où l'armée

turque se trouvait dans l'état le plus déplorable, mais encore les officiers européens attachés à cette armée semblaient avoir la mission de neutraliser son action. Cette assertion, toute grave qu'elle est, ne paraîtra pas hasardée à ceux qui considéreront que d'après les avis de ces officiers : 1° les batteries de campagne turques étaient composées de pièces de différents calibres ; 2° qu'au moment d'entrer en campagne, ces pièces n'avaient que quelques dizaines de coups à tirer. Les remontrances qui furent faites relativement à cette organisation, ou pour mieux dire à cette désorganisation de l'armée, étaient reçues froidement par le général commandant : « Car, disait-il, en ayant dans » ses batteries des pièces de différents calibres, on » peut tirer à différentes distances. » Il repoussait également la seconde objection, disant que ce nombre de coups était suffisant pour une bataille, où on se procurait des munitions chez l'ennemi, sinon on en faisait confectionner en marche pendant les repos ; « *au reste, que ce devait être bien, puisque c'était le conseil* » *des officiers européens.* » La supposition que ces officiers, en donnant aux Turcs de tels conseils, avaient pour mission de les amener à une catastrophe dans l'intérêt de la Russie, cette supposition semble naturelle. Mais ce qui peut paraître bien extraordinaire, c'est que le général Chrzanowski, qui se trouvait alors au camp des Turcs, et signalait ces énormités, qui sautent aux yeux du militaire le moins instruit, reçut un ordre de l'ambassadeur anglais, lord Ponsonby, de se rendre immédiatement à Bagdad, précisément au moment où les hostilités allaient commencer.

En Serbie, cependant, les éléments d'une nouvelle révolution s'amoncelaient ; car si, d'un côté, le prince

Milosch désirait se délivrer des entraves que la charte lui imposait, d'un autre côté, les Serbes eux-mêmes, irrités de ce que les puissances étrangères avaient réglé leur sort, s'indignaient surtout du silence de la charte sur l'existence des assemblées nationales (skuptchyna), ce qui semblait indiquer leur suppression. A ces diverses raisons intérieures, nationales, venaient encore se joindre les menées des agents diplomatiques étrangers. Ainsi le consul anglais, soutenant le prince Milosch, proclamait que le salut de la Serbie était dans un gouvernement despotique; le consul russe, au contraire, défendant les droits du sénat, trouvait que le pouvoir du prince n'était pas encore assez limité; le consul autrichien trouvait tout mauvais, sans avenir, car pour lui la nationalité serbe n'était qu'un rêve creux; enfin le consul français, sous prétexte que toute cette affaire n'intéressait son gouvernement que fort médiocrement, se tenait tout-à-fait à l'écart.

Les débats entre le prince Milosch et le sénat devenaient de jour en jour plus vifs, et les deux partis ne songeaient qu'aux moyens de s'abaisser mutuellement. Au milieu de ces démêlés, le sénat, prétextant que ses membres manquaient d'habitations convenables, se décida à transporter sa résidence de Kragoïevaç à Belgrade. Jusque là, Milosch, par diverses raisons, pour être à l'abri de l'influence diplomatique européenne et de l'influence matérielle du pacha, comme aussi pour se trouver plus au centre de la Serbie et plus à portée des forces nationales, avait fait de Kragoïevaç sa capitale; mais, dans cette circonstance, obéissant à une mauvaise inspiration, il suivit le sénat à Belgrade. Peu de temps après leur arrivée dans cette ville, de graves dissensions surgirent entre le prince

et le sénat, car celui-ci exigeait que Milosch présentât les comptes des dernières années de son administration. Se voyant ainsi menacé, Milosch recourut au cabinet de Saint-Pétersbourg, mais on l'y repoussa ; car du moment où la Russie avait à ses ordres le sénat, cet instrument d'anarchie, Milosch lui était inutile. Il se tourna alors encore vers l'Autriche ; mais repoussé également, il recourut aux moyens extrêmes et se mit à conspirer, poussant le peuple et l'armée à venir le délivrer de l'oppression du sénat que les étrangers lui avaient imposé. Les troupes se soulevèrent donc en plusieurs endroits, le 24 mai 1839, dans l'intention de rendre la liberté à leur prince. Mais, à Belgrade, Milosch ne disposait pas de forces assez nombreuses pour pouvoir résister au sénat. Il fut donc forcé par lui de se rendre dans la citadelle auprès du pacha pour s'y disculper ; on l'y garda à vue, et on l'obligea à donner le commandement des troupes au sénateur, M. Vouchiç Perichiç. Celui-ci, à la tête des troupes qui obéissaient au sénat et de nombreuses milices, marcha droit contre les partisans de Milosch, les entoura et les força à se rendre. Le même succès couronna les efforts de Vouchiç tentés contre les soulèvements qui s'étaient manifestés sur d'autres points en faveur de Milosch : de sorte que bientôt ce prince n'eut plus d'espoir de pouvoir résister à ses ennemis. Alors les Serbes qui avaient pris les armes contre Milosch pour la défense de la charte[1], demandèrent une assemblée (skupchin). Dès que les députés se furent réunis, on commença à examiner la conduite de Milosch ; et comme il arrive d'ordinaire dans les assemblées qu'animent les passions des hommes, les Serbes, oubliant tout ce qu'ils devaient à leur prince, se souvenant seulement de ses

abus, voulurent le punir sévèrement, comme fauteur des derniers troubles. Mais les vieillards, parmi le peuple, et les hommes de conscience dans le sénat, craignant que les passions, aveuglant le peuple, ne le portassent à attenter même à la dynastie, ce qui n'aurait pas manqué de faire arriver la dangereuse intervention russe, tâchèrent d'apaiser les esprits en engageant l'assemblée à se contenter de l'abdication de Milosch. Celui-ci, de son côté, ne voyant pour lui aucun espoir de salut, consentit volontairement à l'exil et abdiqua le pouvoir en faveur de son fils aîné, le prince Milan. L'acte d'abdication et un écrit adressé à son fils, le prince Milosch les signa le 13 juin 1839, et deux jours plus tard il quitta la Serbie, se rendant avec son second fils, le prince Michel, dans ses propriétés en Valachie.

La tumultueuse assemblée qui forçait son souverain à abdiquer ne fit cependant point de difficulté pour reconnaître le successeur du prince Milosch, bien que ce fût le prince Milan, un enfant mineur et maladif, « *tant*, dit un témoin oculaire, *les esprits étaient frappés des avantages qu'assure l'hérédité*. » L'assemblée nomma une régence, composée de l'oncle du prince, Ephrem Obrenoviç, de M. Abraham Pétronieviç, homme distingué par ses lumières et son haut savoir, et de M. Vouchiç Percichiç, excellent patriote et le meilleur guerrier de la Serbie. Cette même assemblée ayant rédigé un rapport détaillé sur les derniers événements, une députation fut envoyée à Constantinople pour le faire approuver et demander l'expédition du bérat pour le nouveau prince. Avec les mêmes instructions, se rendit à Pétersbourg M. Zorytch, cet ancien insti-

tuteur renvoyé des enfants de Milosch, aujourd'hui attaché comme secrétaire au consulat russe.

L'expulsion du prince Milosch, quoique violente, révolutionnaire, par conséquent contraire aux principes professés par la Porte et par le cabinet de Saint-Pétersbourg, n'en fut pas moins avidement acceptée et ratifiée, car elle était le fruit des instructions que ces cours donnaient à leurs agents en Serbie. La Turquie, ébranlée par sa guerre avec Méhémet-Ali, accorda sans hésiter toutes les demandes des Serbes, et confirma le nouveau prince de Serbie. La Russie envoya également son adhésion à tout ce que l'assemblée nationale de Belgrade avait arrêté ; en même temps, pour faire voir que tous ces changements n'étaient que son ouvrage, le czar nomma M. Wastchenko consul général, et lui accorda une de ces nombreuses plaques qui brillent (souvent sans beaucoup d'éclat moral) à la cour de Saint-Pétersbourg. Le consul anglais, M. Hodges, vaincu avec le prince Milosch, qu'il soutenait, demanda son rappel ; quant à l'influence française, il faut l'avouer avec peine, elle était tellement inoffensive, qu'aucun journal du temps ne dit ce que devint M. Duclos, consul français.

Les événements cependant changèrent encore l'état des choses ; car, au moment où les délégués serbes revenaient de Constantinople avec la confirmation du prince Milan, celui-ci se mourait à Belgrade le 8 juillet : au même moment on y reçut la nouvelle de la mort du sultan Mahmoud et de l'avénement du sultan Abdoul-Medjid. Dans une circonstance aussi grave, la régence réunit en conseil le sénat et y adjoignit le métropolitain Pierre Jovanoviç. Malgré l'élément anar-

chique, les haines personnelles, les vues ambitieuses de quelques individus, le sénat reconnut l'absolue nécessité de conserver la dynastie nationale et de respecter le principe de l'hérédité : par conséquent, on proclama prince de Serbie le fils cadet de Milosch, le prince Michel. Mais les difficultés n'étaient pas tranchées par là, car le prince Michel se trouvait alors en Valachie auprès de son père, qui déjà, le 27 juin, avait protesté contre son abdication forcée et avait envoyé cette protestation à Constantinople et à Pétersbourg : il se plaignit ici très amèrement du consul général, M. Wastchenko. Aussi, dès que les députés serbes furent arrivés auprès de leur nouveau souverain, le prince Michel, non seulement Milosch s'opposa au départ de son fils, mais encore il renouvela sa protestation, en y ajoutant que son abdication était d'autant moins obligatoire maintenant pour lui, qu'il ne l'avait faite qu'en faveur du prince défunt. Le confident de Milosch, M. Spachiç, porta cette protestation à Constantinople, où il devait, au moyen de l'or, obtenir les voix du divan. Mais la Porte se trouvant, à cette époque, attérée par la mort du sultan, par la perte de la bataille de Nézib et la défection de la flotte, s'empressa de terminer les affaires de la Serbie, en reconnaissant le prince Michel et ordonnant le silence à Milosch.

Quant à la Russie, elle tenait alors une autre conduite : tandis qu'à Constantinople M. Bouteniew, et à Belgrade M. Wastchenko, se déclaraient ouvertement et définitivement contre Milosch, M. Titow, consul général russe à Bucharest, soutenait ses espérances et l'appuyait de tout son crédit auprès du prince Ghika (1).

(1) On croit cependant que cette condescendance de M. Titow pour

Définitivement cependant, la Russie se déclara contre Milosch, satisfaite, pour le moment, des dissensions qu'elle avait semées en Serbie.

Différents éléments de discorde se réunissaient pour troubler de nouveau ce malheureux pays. Milosch, ne se contentant pas d'intriguer à l'extérieur, faisait un appel à ses partisans de l'intérieur et préparait les esprits à une guerre civile. La régence et le sénat étaient partagés en deux partis : les uns, avec M. Vouchiç à leur tête, ne mettant plus de bornes à la violence de leur passion, voulaient expulser du pays toute la famille Obrenowiç : les autres, avec Ephrem, frère du prince Milosch, pour chef, soutenaient la dynastie. Mais, en agissant ainsi, Ephrem travaillait pour lui; il comptait que Milosch ne laisserait pas partir le prince Michel, et qu'alors le trône de Serbie lui reviendrait. Cette pensée ayant été devinée par ses adversaires, ils parvinrent à faire prendre à l'assemblée deux mesures bien graves. Ils voulaient d'abord qu'on élût dans le sénat, parmi les partisans de Vouchiç, des commissaires qui devaient parcourir le pays, dans le but ostensible de chercher à connaître l'esprit du peuple et à le familiariser avec la connaissance de la constitution ; mais, au fond, ces commissaires devaient pousser les esprits à la haine des Obrenowiç et réveiller les sympathies pour la famille Tcherny. On décida ensuite d'envoyer une nouvelle députation auprès du prince Michel pour lui signifier

le prince Milosch ne provenait pas de ses instructions, mais était la conséquence de l'argent que le prince déchu lui avait donné : on ajoute même que c'est cet argent que M. Vouchiç avait en vue lorsque, en 1842, il reprocha à M. le baron Lieven, pendant le dernier séjour de celui-ci à Belgrade, qu'il semait des intrigues en Serbie, avec M. Titow, en faveur du prince Milosch.

que, si dans quatorze jours il n'était pas arrivé à Belgrade, on procéderait à la nomination d'un nouveau prince. A cet effet, on fit venir la famille Tcherny en Serbie : on excepta cependant le souverain actuel de la Serbie, le prince Alexandre Géorgeviç Tcherny.

Cette déclaration produisit tout son effet: Milosch ne s'opposa plus au départ de son fils, et le prince Michel reçut officiellement le pouvoir souverain. Mais cette circonstance ne désarma pas les partis, car en mettant en avant le prince Michel, chacun avait son but particulier : Ephrem croyait, sous le masque du prince Michel, travailler pour lui-même : Vouchiç, de son côté, n'accepta la domination du prince Michel que par respect pour le pouvoir héréditaire, qui représentait l'indépendance de la Serbie, mais au fond il eût désiré que Milosch retînt son fils et que les Serbes pussent proclamer souverain le prince Alexandre Géorgeviç. Les conseils mêmes, que la princesse Lubiça donnait à son fils avaient pour but plutôt le retour de Milosch que l'élévation au trône de Serbie du prince Michel. C'est ainsi qu'il se trouvait au début même, seul, sans appui, au milieu de nombreuses intrigues et de partis exaspérés l'un contre l'autre.

Malgré les intrigues de Milosch, afin d'obtenir l'approbation de la Porte, nécessaire au prince Michel comme souverain de la Serbie, ce prince se rendit à Constantinople accompagné de sa mère, la princesse Lubiça, d'un commissaire turc et des délégués serbes. Le prince Michel n'arriva à Constantinople avec tout ce cortége que vers la fin de novembre 1839 : l'acte même qui confirmait Michel dans sa dignité de prince de Serbie ne fut expédié qu'en janvier 1840. Le jeune sultan montra beaucoup de sympathie pour son vassal

aussi jeune que lui : non seulement il lui donna la décoration de l'Empire, mais il reconnut le prince souverain et lui accorda le titre de *mouchir*. A la demande de M. Bouteniew, on envoya de Pétersbourg au prince Michel la décoration de Ste-Anne. Des relations locales remarquent bien que ce n'était pas une récompense pour des services rendus, mais une amorce que le czar tendait au souverain serbe. Après un séjour de quelques mois, pendant lequel la princesse Lubiça avait essayé d'obtenir la grâce du sultan pour Milosch (ce qui exaspéra davantage contre lui les esprits en Serbie), le prince Michel, ayant quitté Constantinople, arriva à Belgrade au commencement de mars. Au milieu de l'assemblée nationale, après la lecture du hatti-shérif et du bérat, le prince Michel jura la charte constitutionnelle de la Serbie le 15 mars 1840.

Toutefois l'animosité des partis devenait de plus en plus violente; mais ce qui finit par porter l'exaspération à son comble, c'est qu'au moment même où Ephrem, avec la princesse Lubiça, devait tenter un mouvement pour renverser leurs ennemis, ceux-ci obtenaient un rang plus élevé, et cela contrairement à la constitution. La Porte, tout en reconnaissant le prince Michel souverain et majeur et en faisant dissoudre la régence, lui attacha cependant deux conseillers; cette nomination était tout-à-fait illégale, car le statut organique, accordé par le sultan défunt à la Serbie, lui assurait qu'aucun emploi ne pourrait y être créé que par le prince même de la Serbie. Cette nomination était encore d'autant plus désagréable au prince que les deux conseillers qu'on lui donnait étaient MM. Vouchiç Perichiç et Abraham Petronieviç, sans contredit les hommes supérieurs de la Serbie, mais

connus pour ennemis des Obrenoviç. C'est ainsi que la Turquie, en suivant l'insidieux conseil de la Russie, jetait en Serbie de nouveaux germes de troubles. En entretenant dans ce nouvel état des dissensions continuelles, on l'empêchait de se développer, on étouffait son influence naissante. La nomination de ces conseillers dévoilait d'autant plus le but qu'ils n'avaient été créés que pour être un élément de discorde de plus, car cette charge ne leur accordait qu'une voix consultative, et le prince n'était pas obligé à suivre l'avis des conseillers.

Leur nomination produisit à l'instant de tristes effets. Dès le lendemain le parti des conseillers, se sentant renforcé par là, voulut, au moyen d'une résolution de l'Assemblée nationale, éloigner, tant du sénat que d'auprès du prince, ses adversaires et notamment Ephrem, l'oncle de Michel. Le tumulte occasionné par là — car à son tour le prince voulut alors renvoyer les conseillers—se fût changé probablement en un drame sanglant, si le prince Michel n'eût obtempéré *aux conseils de M. Wastchenko* et n'eût cédé. Cette condescendance étonna le public d'autant plus qu'on savait que le prince Michel avait rejeté les avis du commissaire turc Nedim-Effendi, qui représentait au prince que par sa résistance il heurtait la volonté du sultan. Le prince Michel ayant cédé, le calme se rétablit, et, avant que l'assemblée se séparât, les partis ennemis firent entre eux la paix : mais celle-ci, comme toutes les paix de ce genre, ne devait servir que de masque aux partis pour leur donner le temps de se fortifier, de mieux se préparer et de pouvoir agir avec plus de chance de succès.

Il est difficile de ne pas reconnaître, dans toute cette

affaire, l'adroite direction que sut lui donner la Russie, et, tout en condamnant la perversité de cette puissance, de ne pas rendre justice à la persévérance avec laquelle elle poursuit son but : *détruire* l'indépendance de la Serbie, *absorber* sa nationalité. C'est en soutenant l'amour-propre, les vues personnelles de quelques individus, en exploitant le patriotisme instinctif mais peu éclairé des autres, que la Russie, cette puissance basée sur l'absolutisme, se donnant pour le représentant de la légitimité, a fini par renverser d'une manière violente, révolutionnaire, le prince Milosch, reconnu par elle de la manière la plus solennelle. Maintenant elle fait remettre tout le pouvoir au jeune et inexpérimenté prince Michel ; elle fait dissoudre la régence, mais de suite elle lui fait donner deux conseillers dont les droits sont mal définis ; et ces conseillers on les prend entre les plus chauds patriotes, mais les adversaires connus de la famille Obrenoviç. Ce que la Russie avait prévu ne manqua pas d'arriver : le prince Michel, invoquant le bérat qui le déclarait majeur, repoussait légalement les conseillers qu'on lui imposait : eux aussi, s'appuyant sur la nomination du sultan, défendaient légalement leurs droits : par conséquent, des deux côtés on s'appuyait sur le droit, on reprochait l'illégalité à son adversaire. En ajoutant à ces motifs les anciennes haines, toutes les passions humaines, on pouvait prévoir une crise immanquable et très imminente. Mais les deux partis s'étant mesurés, ne se trouvèrent pas assez forts, et, pour s'assurer la victoire, ils s'adressèrent à l'étranger dans le but d'y chercher du secours. C'est précisément ce que le cabinet de Pétersbourg demandait, afin de pouvoir se mêler toujours aux affaires de la Serbie, les em-

brouiller, attiser le feu de la discorde, qui, après avoir détruit les forces nationales, ferait de la Serbie une proie facile pour la Russie.

La paix étant faite, beaucoup de sénateurs et de députés, profitant des fêtes de Pâques, se rendirent chez eux dans l'intérieur du pays. Alors on commença à y travailler les esprits, en répandant que le prince Michel était prisonnier, puisqu'il avait auprès de lui deux conseillers que les étrangers lui avaient imposés : ces intrigues étaient dirigées par la princesse Lubiça, mère du prince Michel, et par Ephrem, son oncle. Enfin, le 1er janvier, des troubles éclatèrent sur plusieurs points. Ils avaient pour objet : 1° de demander le rappel du prince Milosch ; 2° d'éloigner et de faire juger les deux conseillers. Ceux-ci, prévenus à temps du soulèvement, se démirent de leurs charges : mais, sûrs d'être appuyés, ils protestèrent contre la violence entre les mains du pacha de Belgrade et du consul russe, demandant aux deux cours que justice leur fût faite du prince Michel. Le pacha de Belgrade, Chosrew et M. Wastchenko saisirent avidement une circonstance aussi favorable, qui promettait à l'intrigue une ample moisson : à cet effet ils transmirent sur-le-champ à Constantinople, l'un au divan, l'autre à l'ambassade russe, la protestation des deux conseillers qui se démettaient de leurs places.

En attendant, le prince Michel marcha au-devant de la population insurgée qui s'était armée, soi-disant, pour le délivrer de la dépendance dans laquelle les deux conseillers le tenaient. La présence du prince Michel fit rentrer tout dans l'ordre : cependant il crut devoir se rendre au vœu des insurgés et transporter sa résidence à Kragoïewaç : il se trouvait par là moins

exposé à l'influence étrangère et plus à même de disposer des forces nationales de l'intérieur.

A l'arrivée des nouvelles de Belgrade à Constantinople, le sultan nomma Moussa-Effendi, son commissaire, pour examiner les dissensions élevées en Serbie. Mais, soit pour abaisser le prince Michel aux yeux des Serbes, soit pour encourager les conseillers dans leur résistance, le sultan adjoignit au commissaire turc M. Antiç, représentant du prince Michel à Constantinople et connu par ses sympathies pour les deux conseillers. En apprenant la décision du sultan, le prince Michel protesta contre cette mesure comme illégale, car le statut constitutif et tous les firmans rendus en faveur de la Serbie lui assuraient que la Turquie ne se mêlerait pas des affaires intérieures du pays. Mais on ne tint pas compte de cette protestation, et le prince Michel, malgré son opposition, fut obligé de se rendre à Belgrade, car Moussa répondait à toutes ses objections que, d'après les instructions du Divan, il ne pouvait traiter qu'avec le prince lui-même et en *présence du consul russe*. Le prince Michel, avant que de se rendre à Belgrade, y convoqua les députés de l'Assemblée nationale. Sur la demande de Moussa, pour que l'Assemblée fît connaître ses désirs, les députés demandèrent : 1° que les deux conseillers et leurs partisans fussent jugés par les tribunaux du pays ; 2° que le prince Milosch pût rentrer en Serbie. Cette dernière demande fut rejetée péremptoirement par Moussa et par M. Wastchenko, qui ajoutèrent que le prince Milosch ne pourrait jamais revenir dans le pays : mais ils consentirent à la première demande. Les conseillers alors exprimèrent le vœu d'être bannis purement du pays, sans être traduits devant les tribunaux natio-

naux. Les députés refusèrent de consentir au désir des conseillers, car ils y voyaient une dérogation à la charte ; de cette manière les esprits s'envenimaient de plus en plus, et leur haine réciproque facilitait le jeu de l'étranger.

C'est alors que la princesse Lubiça voyant que, par les voies diplomatiques, elle n'obtiendrait pas le retour de son mari, se mit à fomenter de nouveaux troubles. Le complot fut si bien conduit qu'il éclata avant qu'on en eût soupçonné l'existence : une population armée entoura Topchider (habitation du souverain près de Belgrade), demandant à grands cris l'éloignement des personnes qui étaient auprès du prince Michel et le rappel du prince Milosch. A la tête des insurgés se trouvaient le colonel Michiç et le capitaine Peketa ; mais la direction de la conspiration venait de la princesse Lubiça. Ce mouvement, quoique très bien combiné, ne réussit pas, car toute la masse des insurgés se sépara à la vue du prince Michel entouré de la force armée. On sévit alors contre quelques individus pour l'exemple, et on ferma les yeux sur les principaux personnages compromis dans cette échauffourée.

Malgré ces troubles, les négociations du gouvernement serbe avec Moussa-Effendi, touchant l'éloignement des conseillers, se poursuivaient. D'un côté, Moussa ne pouvait se résoudre à abandonner des personnes investies d'emplois par la Porte ; de l'autre, le prince demandait avec d'autant plus d'opiniâtreté l'éloignement du pays de tous ses adversaires qu'il s'appuyait sur la demande faite par les députés de l'Assemblée nationale. Mais, comme alors la paix de l'Europe se trouvait menacée, la Russie, absorbée par des affaires plus graves, n'avait pas le loisir de s'occu-

per de celles de la Serbie : la Turquie, de son côté inquiétée en Asie et ne pouvant plus agir par elle-même, ces deux puissances résolurent de suspendre toute décision. A cet effet, le grand-vizir écrivit au prince Michel que, la présence du commissaire turc n'étant pas nécessaire *pour le moment* en Serbie, Moussa-Effendi était rappelé et que, pour conserver la tranquillité au pays, les personnes qui avaient été accusées devaient le quitter en attendant. En vertu de ce document officiel, MM. Vouchiç et Petronieviç, plusieurs sénateurs, employés et leurs partisans quittèrent Belgrade à la fin d'octobre 1840, se rendant, les uns à Vidin, les autres à Constantinople : *personne n'allât en Russie.*

Dès que l'Europe se fut remise de la secousse que le traité du 15 juillet lui avait fait éprouver, la Russie reporta son attention sur la Serbie. Dans le courant de l'année 1841, l'aide de camp de l'empereur Nicolas, le baron Liéven, arriva à Belgrade pour obtenir du prince Michel le retour des Serbes qui avaient été bannis l'année dernière. Après quelques difficultés le prince Michel fut obligé de se rendre au désir de sa puissante protectrice. Mais le sultan, soit en vue d'humilier davantage son vassal, soit par bienveillance pour les sénateurs serbes présents à Constantinople, soit aussi que la Russie l'y engageât sous main, exigea non seulement qu'il fût permis aux bannis de rentrer dans leurs foyers, mais encore qu'ils fussent replacés dans leurs anciennes positions, et qu'on leur tînt compte de toutes leurs pertes. Ces exigences sont d'autant plus suspectes qu'elles étaient d'un côté très dures, et que de l'autre elles permettaient au prince Michel de les refuser légalement, comme impossibles. Les né-

gociations à ce sujet traînèrent en longueur ; mais la Serbie gagna par là beaucoup, car MM. Vouchiç et Petronieviç eurent le loisir de connaître, pendant leur séjour prolongé à Constantinople, la politique européenne de plus près, d'éclairer et de rectifier leurs sentiments purs et patriotiques. C'est là qu'ils finirent par comprendre que l'ennemi principal, l'ennemi actif et dangereux pour leur patrie était la Russie.

Enfin, après de longues hésitations, après avoir même refusé pendant quelque temps à MM. Vouchiç et Pétronieviç le retour en Serbie, le prince Michel l'accorda à tous les exilés sans distinction : ce qui eut lieu au commencement de 1842. Afin d'arranger définitivement toute cette affaire, le sultan délégua en Serbie son commissaire, Schekib-Effendi, avec des pouvoirs extraordinaires. Celui-ci, après avoir terminé les affaires de la Valachie, où le prince hospodar Ghika fut déposé (d'après le vœu de la Russie, qui gagne dès qu'elle agite ces malheureuses contrées), se rendit à Belgrade ; mais une révolution y avait éclaté avant son arrivée, le 31 août. Par suite de ce mouvement l'assemblée nationale ayant été réunie, elle éloigna du trône la famille Obrenoviç, et appela pour y monter la famille Georgeviç Tcherny, remettant le pouvoir entre les mains du prince Alexandre, fils de l'ancien chef de la nation, Georges Tcherny, le 14 septembre 1842. Schekib-Effendi, à son arrivée à Belgrade, reconnut le nouveau souverain, qui fut bientôt confirmé par le sultan.

Le temps seulement donnera le dénoûment de circonstances bien graves, que différentes raisons ont réunies pour menacer, en dépit des cabinets de l'Europe, ce *statu quo* objet de leurs soins, de leurs

vœux et de leurs terreurs continuelles. Mais d'avance on peut se rendre compte de la ligne de conduite que vont suivre les différentes puissances qui interviendront dans les affaires de la Serbie, si l'on pose nettement leur *tendance*, leur *position* et leur *but*.

Dans la question d'Orient, le *but* de la *Russie* est clair, précis, tout le monde le connaît : c'est d'occuper Constantinople, de rendre la Mer Noire un lac russe. La *position* de la Russie lui permet de suivre son plan avec une habileté et une persévérance admirable. La Russie ne craint pas une guerre d'invasion, tout le monde le sait, et les catastrophes de 1709 et de 1812 sont là pour intimider les esprits les plus audacieux. Mais cette position de la Russie change dès qu'on emploierait contre cet empire une attaque à l'intérieur. C'est pourquoi l'Europe entière, attaquant la Russie, ne l'empêchera pas d'arriver à Constantinople ; ce n'est qu'en préparant une insurrection en Pologne, et en soutenant les nationalités réveillées des Slaves du midi, qu'on peut obtenir ce résultat. La Russie le sait, elle connaît sa situation : aussi la *tendance* de sa politique est simple, toujours la même, quoiqu'elle paraisse multiforme. La Russie veut absorber la nationalité de la Pologne, comme elle en a conquis le territoire ; la Russie veut absorber la nationalité des Slaves du midi et notamment la nationalité serbe, comme déjà elle dirige les affaires intérieures de ces pays. Avant que d'abattre par la force la Pologne, la Russie la corrompit surtout en y soutenant et en y propageant le système ultra-libéral, c'est-à-dire anarchique, comme le plus subversif : maîtresse du pays, la dénationalisation par la corruption n'allant pas assez vite, la Russie dénationalise aujourd'hui la Pologne

par la force, attaquant également le sentiment religieux, comme le sentiment national. Par la même raison, la Russie agit avec la même persévérance pour absorber les nationalités slaves méridionales, et la tendance de sa politique y subit les mêmes phases qu'en Pologne. Les autres nationalités (notamment les Bulgares) ne se réveillant pas, la Russie se contente de l'influence qu'elle y exerce par le clergé grec, qui lui est acquis; mais en Serbie, la politique russe a pris différents aspects, quoique sa tendance ait toujours été la même, *absorber la nationalité serbe.* A cet effet la Russie, sous le gouvernement de Georges Tcherny, soutenait tantôt le pouvoir et tantôt les mécontents; elle les abandonna lorsqu'elle se fut emparée enfin de l'esprit du chef national; elle sacrifia les Serbes par le traité de Bukarest de 1812, qui ne stipula pour eux que la vie, la liberté de conscience ou celle de l'expatriation. En 1813, elle crut donner le coup de grâce à la Serbie en paralysant tout l'élan guerrier de Georges Tcherny, en l'empêchant de combattre les Turcs et le portant à abandonner son pays et à se retirer en Russie. Pendant que les Turcs abusaient de leur victoire, pendant que les Serbes soutenaient une lutte très douteuse, la Russie resta inactive, croyant qu'ils succomberaient; mais les voyant victorieux elle intervint pour se mêler de leurs affaires: n'ayant pas pu les embrouiller, en poussant les Serbes dans les mouvements d'Ypsilanty et des Grecs, elle fit surgir en Serbie Georges Tcherny. Depuis, par les traités d'Akerman (1826), d'Andrinople (1829), et d'Unkiar-Skelessi (1833), que la Russie invoque comme base de son fatal protectorat, elle ne fit rien pour la Serbie que d'obtenir par des transactions diplomatiques la

consécration de l'état de choses existant; tandis que les efforts du prince Milosch seuls dotèrent la Serbie d'une dynastie nationale héréditaire et assurèrent par là son indépendance. C'est alors que tous les efforts de la Russie se concentrèrent contre le pouvoir national; c'est alors que la Russie, tantôt par elle-même, tantôt poussant la Turquie, toutes les deux puissances absolues, prenant le masque du libéralisme, cherchèrent à propager, à développer l'anarchie en Serbie. C'est ainsi que les hommes qui forcèrent le prince Milosch à publier la charte de 1835 furent appuyés par la Russie; mais en 1836 elle les blâma, et autorisa Milosch à considérer la charte comme une lettre morte; en revanche, ces mécontents, blâmés en 1836, furent reçus avec les plus grandes faveurs en 1837, à Woznosensk, et rentrèrent en Serbie à la suite de l'aide de camp de l'empereur de Russie; la charte de 1838, annulant presque le pouvoir du prince, le soumettant au sénat, donna la victoire aux mécontents. En 1839, l'assemblée nationale força le prince à abdiquer, ce que la Russie approuva: depuis, à deux reprises, cette assemblée donna au pays de nouveaux souverains qui furent toujours confirmés par le suzerain. Lorsqu'en 1840, le prince Michel allait mettre fin à tous les troubles, on fit naître la querelle au sujet des conseillers, ce qui amena au trône le prince régnant, Alexandre, en vertu des mêmes droits que les Serbes avaient exercés pour le prince Milosch et le prince Michel. Le choix du prince Alexandre était tellement légal que le sultan le confirma. Or, aujourd'hui la Russie prend la défense, on ne sait trop de quel droit, car les Serbes sont tranquilles; la Porte n'offense pas les droits religieux et politiques dont uniquement la Russie est garante, et

aucun article de traité ne constate sa protection sur le souverain de la Serbie, que *jamais* elle n'a demandé, que *jamais* elle n'a fait obtenir à ce pays. Il est donc clair que les intrigues de la Russie en Serbie n'ont pour but que d'étouffer sa nationalité par les troubles et l'anarchie, pour parvenir à l'absorber, parce que la nationalité serbe empêche la Russie d'arriver à Constantinople. Oui, tant que la Russie n'aura pas dénationalisé la Pologne, qui est, comme les Russes le disent, *son boutel d'esclave;* tant que la Russie n'aura pas étouffé, absorbé la nationalité serbe, elle n'arrivera pas à son *but, la possession de Constantinople.*

Après la Russie, c'est l'*Autriche* qui est la plus intéressée dans la question serbe; mais cet intérêt n'est pas celui qu'on lui suppose. On ne pénètre pas assez dans cette question, on se contente de la juger superficiellement, d'après les apparences. Les uns disent: Les empiétements de la Russie étendent son influence sur le Danube, ce fleuve autrichien, cette grande artère de la monarchie, la Russie sera maîtresse du commerce autrichien; les autres, plus avisés, voient dans les empiétements de la Russie une marche vers la possession de Constantinople, et par là une menace directe contre la puissance de l'Autriche. Ces deux raisonnements sont très clairs; ils sont à l'ordre du jour et à la portée de tout le monde; cependant l'Autriche tient une conduite tout-à-fait contraire à ce que le sens commun semble lui indiquer si clairement. S'ensuivrait-il que le cabinet de Vienne ne fût composé que d'hommes plus ignorants que le public? c'est *impossible;* — ou bien d'hommes vendus (1) à la Russie?

(1) Le prince de Metternich touche, il est vrai, une pension de la Russie, mais il ne lui est pas vendu.

ce n'est pas plus vraisemblable : — pour s'en convaincre il n'y a qu'à examiner la *tendance*, la *position* et le *but* de l'Autriche. Cet état, agglomération de différentes nationalités engourdies, qu'il exploite, ayant pour principe la conquête, sa *tendance* naturelle est de s'agrandir et de combattre le principe qui lui est contraire, la nationalité : aussi l'Autriche, tant que ses forces le lui permirent, fut evahissante; toujours elle fut et elle est hostile à toute nationalité, qu'elle stigmatise du nom d'esprit révolutionnaire. Le concours de ces deux circonstances fit que l'Autriche, sans prendre une part active dans les affaires serbes, y intriguait continuellement, mais à l'ombre, pour ne pas faire surgir des questions imprévues qu'elle ne se sentait plus la force de maîtriser ; car la position de l'Autriche devient de jour en jour plus critique ; les ébranlements de l'Europe y produisent des contre-coups menaçants. Depuis le congrès de Vienne, l'Autriche n'est occupée qu'à lutter contre le développement de l'esprit d'indépendance et de nationalité; mais la révolution de Juillet et l'insurrection de la Pologne lui prouvent que cet esprit, bien loin d'être dompté, se propage. Or, l'Autriche, placée entre la France, où la nationalité a vaincu, et la Russie, qui a vaincu ce principe, l'Autriche, quoique composée aux trois quarts de populations slaves, mais chez qui la nationalité se réveille, est jetée forcément vers la Russie, qui, puissance à la vérité slave, mais basée sur la conquête, lui est moins dangereuse que la France, nationalité victorieuse. Le *but*, pour l'Autriche, n'est plus d'acquérir, c'est d'exister ; par conséquent elle veut, par-dessus tout, conserver à l'extérieur le *statu*

quo, et à l'intérieur *étouffer l'intelligence* (den geist dâmpfen (1)). Mais sitôt que la Russie montre son courroux à l'Autriche, celle-ci suit l'impulsion russe, car d'un côté la Russie combat, il est vrai, l'esprit révolutionnaire, mais d'un autre, elle peut menacer l'Autriche d'appuyer contre elle le réveil des idées slaves dans les populations qui la composent. La conduite de l'Autriche en 1833, lorsque les Russes débarquaient à Térapia, sa conduite en 1840, lors du traité de Londres, et enfin celle qu'elle tient aujourd'hui envers le prince Alexandre, sont des preuves irrécusables de sa politique dans l'avenir.

Comme le reste de l'Europe, l'Autriche prévoit la possibilité de la chute de la Turquie, et, dans ce cas, la politique vraie et saine lui commande d'appuyer la Russie ; car si la Turquie tombait sous l'effort d'une nationalité développée dans son sein, l'Autriche serait menacée immédiatement du même sort : elle est donc l'ennemie forcée, l'ennemie acharnée de la Serbie, qui semble devoir être cette nationalité qui peut renverser un jour la Turquie : l'Autriche donc appuiera toujours la Russie dans la question d'Orient. Dans un démembrement de la Turquie par la Russie, l'Autriche peut espérer raisonnablement — la nationalité serbe étant comprimée — que le vainqueur lui abandonnera cette province, et pour le moins la Bosnie, l'Herzégovine et le Montenégro. Tels doivent être les rêves de grandeur de l'Autriche. Pour elle alors, le pis-aller est de voir le colosse du Nord plus formidable que jamais, pesant sur elle de tout

(1) Se trouve littéralement dans les instructions des hauts employés militaires et civils de l'Empire.

son poids, la réduisant à l'état de puissance secondaire, mais ne la détruisant pas ; tandis que si l'esprit de nationalité qui agite la Serbie aujourd'hui se développait, il menacerait l'existence même de l'Autriche (1). Par conséquent l'Autriche, dans toute question, non seulement est forcée, mais est portée à suivre la politique de la Russie, et cela plus particulièrement dans la question serbe, qui est la véritable question d'Orient, où les buts des deux puissances non seulement ne s'excluent pas, mais s'entr'aident : le but de la Russie, la possession de Constantinople, assure le but de l'Autriche, qui est d'exister. Pour la question secondaire, la question de commerce, de la navigation du Danube, l'Autriche montre assez de prévoyance pour calmer les inquiétudes de ceux qui pensent que sa politique est antilogique. L'Autriche avait émis la première la pensée du canal de Kustendji, pour échapper aux vexations de la Russie entravant le commerce du Danube, par la possession de l'île de Soulina ; mais ce projet, ayant mécontenté la Russie, fut abandonné. Aujourd'hui l'Autriche veut échapper au monopole de la possession (ensablement, tracasseries, fortifications, constructions illégales à Soulina) de l'embouchure du Danube par la Russie, en détournant le commerce de l'Allemagne

(1) En 1835, un homme d'État répondit à Vienne même, aux observations qu'on lui faisait sur la conduite servile de l'Autriche vis-à-vis de la Russie : « Que voulez-vous ! il est vrai que la Russie peut nous » réduire au rang de puissance de deuxième, même de troisième rang ; » mais l'esprit révolutionnaire, qu'elle combat, peut nous faire périr. » Le *statu quo* est tout pour nous, car si l'Empire croule après la » mort du prince-chancelier, il peut s'en consoler ; on dira : « L'Em» pire est tombé lorsque le prince de Metternich lui a manqué. »

au moyen d'un chemin de fer conduisant de Vienne à Trieste, et le commerce de la Hongrie au moyen d'un chemin de fer unissant le Danube à Fiume. La grande route, *Ludoviça-strasse*, entre Agram et Fiume, unissant la mer au Danube, par ses affluents la Kulpa et la Sava, est le précurseur certain du futur chemin de fer.

L'*Angleterre*, grande puissance par la force de son peuple et la persévérante habileté de son cabinet, a aussi dans la grave question de l'Orient sa tendance, sa position et son but. Mais malheureusement l'Angleterre ne comprend pas la puissance de l'élément serbe : elle le croit sans valeur, ou bien elle n'y voit qu'un instrument de la Russie devant lui ouvrir les portes de Constantinople. Par cette raison, au lieu d'appuyer la nationalité serbe, l'Angleterre la regarde presque avec défiance et suit les avis de l'Autriche, qu'elle croit être trop intéressée pour ne pas avoir une politique saine, c'est-à-dire anti-russe. L'Angleterre donc, ne voyant pas de force dans l'élément serbe, ou même y voyant plutôt une force auxiliaire de la Russie, ne peut qu'être convaincue qu'un jour Constantinople tombera entre ses mains. Par conséquent, aujourd'hui elle suivra l'exemple de l'Autriche, soit hostilité, soit ignorance de la Serbie, et plus tard, après avoir lutté énergiquement pour retarder la chute de l'empire turc, le jour de la crise arrivé, l'Angleterre tâchera au moins de rendre la part du conquérant la moins formidable. Si d'un côté l'Angleterre pressent que sa *position* en Asie lui prépare un jour une lutte avec la Russie, elle ne peut s'empêcher de reconnaître que cette même position lui prépare une lutte plus immédiate contre la France, à cause de la position de la

Méditerranée, où se trouve, pour l'Angleterre, le *but* de la question d'Orient, *Alexandrie*. Rien ne peut compenser certainement la possession de Constantinople : aussi l'Angleterre, pour le défendre, restera fidèlement unie à la France. Mais au moment où elle verra l'impossibilité d'empêcher les Russes d'y arriver, l'Angleterre, pour avoir Alexandrie, obtenir le plus qu'elle pourra de l'héritage du sultan et pour pouvoir combattre avec avantage la France sur la Méditerranée, s'unira étroitement à la Russie. Ainsi, ne perdant pas de vue la tendance, la position et le but de l'Angleterre, on se rendra raison facilement de la ligne de conduite qu'elle tiendra dans ses rapports avec la Serbie. Au reste, l'Angleterre sait que dans la lutte qu'elle peut engager contre la Russie, si celle-ci a la Pologne qui la gêne, elle aussi a l'Irlande : c'est, au reste, ce que le cabinet de Saint-Pétersbourg a rappelé en 1836 à celui de Saint-James.

La *tendance*, la *position* et le *but* de la *France* se trouvent résumés dans l'émancipation des nationalités soumises et envahies. La mission de la France est noble, grande, sublime : elle doit émanciper l'humanité du joug de la conquête, comme autrefois la religion émancipa l'humanité de l'esclavage. Lorsque la France paraît comprendre sa mission, elle est terrible dans son isolement même : c'est ainsi que le sentait cet auguste prince, le duc d'Orléans, naguère encore l'espoir des nationalités. Mais lorsque la France oublie sa bannière, *appui aux faibles*, *alliance aux nationalités*, elle devient timide à l'extérieur et éprouve à l'intérieur des tiraillements qui paralysent même ses forces matérielles. Le roi des Français, pénétré de sa haute mission, véritable chef d'une nouvelle religion politique, ayant,

partout où il y a des nationalités exploitées par la conquête, des agents dans tout ce qui porte un cœur généreux, pourrait ébranler tout pouvoir qui, abusant de sa force, voudrait opprimer le faible. La France a déjà de beaux exemples à imiter dans l'ère nouvelle de sa politique généreuse : l'apparition seule des colonnes françaises sauva l'indépendance d'un peuple voisin : l'occupation d'Ancône arrêta la marche des Autrichiens. Ainsi deux fois la force brutale rétrograda devant la force morale. Aussi la France comprend la nationalité serbe, mais elle la sent plus qu'elle ne la connaît : et quoique « *la plus étrangère à la question, géographiquement et commercialement la moins intéressée*, » comme le disent les savants du jour, mais qui n'ont pas le sentiment de la grande mission française, la France appuie le plus franchement les Serbes. Cet appui ne peut qu'être moral, car sans cela la France, recourant aux armes, même pour faire de la propagande, changerait le sublime drapeau de la nationalité contre la hideuse bannière du principe de la conquête. Mais, dans la noble attitude de l'appui moral, si une main étrangère voulait river les fers des Serbes, la menace de la France suffirait : probablement elle se verrait appuyée par la Prusse, aussi désintéressée que la France dans cette question, et dont la force est puisée dans le sentiment national d'une armée de citoyens. Toutefois, pour que l'influence française, son appui moral, puissent produire un effet salutaire, la France doit être représentée (surtout en Orient) par des hommes français d'origine et de sentiments, par des hommes qui comprennent sa grande mission, la fassent comprendre aux nationalités où ils se trouvent et

leur inspirent la confiance que la France ne transigera, ne démentira jamais son principe.

Si la *Turquie* n'avait à craindre que la force matérielle de son ennemie, on pourrait être sûr que la Russie n'obtiendrait aucun résultat de ses menaces. En effet, comment pourraient-elles s'exécuter, sans parler de l'impossibilité pour la Russie de faire marcher ses troupes contre la Serbie? car ce serait violer les traités; mais les distances sont énormes : il lui faudrait beaucoup de temps, et le temps, en politique, est déjà beaucoup. Une surprise par mer contre Constantinople est aussi impossible, car les flottes anglaises et françaises sont plus préparées que celles de la Russie. Mais son influence domine dans le Divan, et la question serbe y sera résolue d'après le vœu du czar.

La Serbie, par conséquent, ne peut compter sur personne, et cependant, petite province, ignorée jusqu'alors, elle tient l'Europe en suspens: les Serbes, dans le moment, ont entre les mains non seulement leurs destinées, mais peut-être encore celles des autres. Ils ne doivent pas se faire illusion : la Russie les menace, l'Autriche s'unit à elle ; la Turquie finira par céder à la Russie ; l'Angleterre suivra l'Autriche ; et la France, après les avoir soutenues et assistées, ne pourra que les abandonner, car, s'opposant à l'intervention armée des autres, elle ne saurait intervenir en armes. Cependant la position des Serbes est-elle désespérée? *Non* — comme celle de tout peuple qui veut résister ; et les Serbes ont prouvé au monde qu'ils *peuvent*, *veulent* et *savent* résister. En effet, pour ne pas allumer en Europe un incendie dont on ne peut prévoir les suites, pour

ne pas effaroucher les autres puissances, ni la Russie, ni l'Autriche, sans compter que la première n'a pas encore étouffé la Pologne et que la seconde n'ignore pas que ses colonies militaires sont composées de Serbes, n'enverront pas leurs armées en Serbie. Il ne resterait alors pour la combattre que le sultan, si, cédant aux menaces de la Russie, il se déclare contre le prince Alexandre. Dans ce cas, il faut croire que de son côté la France et l'Angleterre, pour éviter une guerre, ramèneraient le sultan à une décision plus pacifique. Si, au reste, la guerre devait avoir lieu, les Serbes peuvent avoir la conviction que ce n'est pas à leur désavantage qu'elle tournerait. Ce n'est donc pas la force que les Serbes ont à craindre, c'est l'intrigue, c'est contre elle qu'ils doivent tourner tous leurs efforts. L'or de la Russie, celui de la famille Obrenoviç et peut-être aussi celui de l'Autriche, sont les armes qu'on emploiera en Serbie. Ceux-là mêmes qui aujourd'hui sont à la tête de ses affaires savent, par expérience, que la Russie, même sans or, sait faire naître des troubles et sait les exploiter. Lorsque les menées, l'or de l'étranger et de la famille déchue, exploitant les passions, les alliances et les relations personnelles, la cupidité, la haine, la vengeance et l'égoïsme ambitieux, auront semé les troubles, attisé le feu d'une guerre civile, c'est alors que l'étranger, couvert de la légalité au-dehors et au-dedans, fort de la faiblesse nationale, interviendra en Serbie et la courbera sous le joug qui assurera à ses ennemis le plus d'avantage dans l'avenir. Pour échapper à cette catastrophe, horrible et inévitable, Serbes, il n'y a qu'un seul moyen : *Restez unis et résistez.*

Afin de rendre notre pensée plus claire, afin de pouvoir expliquer les raisons de la conduite des différentes puissances, non seulement dans la question d'Orient, mais dans la politique en général, qu'il nous soit permis d'en préciser les motifs. Ce n'est pas dans le despotisme ou le libéralisme, mots dont on a tant abusé, qu'il faut les chercher. La politique européenne obéit à une autre influence : elle prend sa source dans le principe de *nationalité* ou dans le principe de *conquête*, qui, à eux deux, forment la base des divers États de l'Europe. Pour bien saisir cette différence de l'origine même des puissances européennes, il est nécessaire de jeter un coup-d'œil rapide sur le passé, et y puiser des faits qui prouveront l'existence et la lutte incessante entre le principe de la nationalité et celui de la conquête.

COUP-D'OEIL SUR LA SITUATION DE L'EUROPE.

L'oppression et l'absolutisme des souverains provoquèrent les représailles de la révolution française. Le génie du siècle, s'appuyant sur les forces qu'elle enfanta, fit plier devant elle les différentes races de têtes couronnées. C'est alors que celles-ci, pour repousser l'oppressive domination de l'étranger, contrairement à leurs principes, à leurs convictions, commencèrent à semer et à réveiller les sentiments de liberté et de nationalité, qu'elles s'étaient jusqu'alors étudiées à étouffer et à détruire. Cet effort eut un plein succès : la force nationale brisa le joug de la domination étrangère : mais la puissance des résultats obtenus effraya ceux qui leur avaient aidé à naître. Pour étouffer ces nouveaux

germes de liberté, ceux-là mêmes qui avaient évoqué de sa tombe le principe de la nationalité, jurèrent entre eux de le combattre et de le détruire. Telle fut la pensée fondamentale de la Sainte-Alliance.

Ici commence pour le monde une nouvelle ère politique. L'Europe est divisée en deux camps. D'un côté apparaissent l'oppression, l'orgueil, les préjugés, l'hypocrisie, l'égoïsme, la violence et la force brutale ; de l'autre, la civilisation, la générosité, le dévouement, la justice et la liberté. En un mot, c'est d'un côté le *principe de la conquête* et le matérialisme : de l'autre, le *principe de la nationalité* et la force morale.

Ces deux principes luttèrent longtemps, secrètement et en silence, avant que les événements vinssent révéler l'existence de ce combat. Combien ne vit-on pas de réunions diplomatiques, de congrès, soit des souverains eux-mêmes, soit de leurs représentants, sans que les peuples en puissent deviner la raison !

Sans cesse on parlait d'entreprises criminelles, de complots impies, et le peuple ne les apercevait pas. Cette manière différente d'envisager les choses provenait principalement de ce que le sens des mots avait changé dans le langage officiel, et que ce qu'on appelait alors entreprises criminelles, complots impies, on l'avait, quelques mois auparavant, désigné comme un acte de patriotisme, de courage et de vertu (*Tugendbund*). Le monde attentif cherchait avec effroi à découvrir les machinations de ces sanguinaires jacobins qui devaient détruire la propriété, de ces illuminés qui devaient extirper toute religion et toute morale. Mais combien les peuples furent saisis d'étonnement lorsqu'ils virent apparaître la terrible inquisition de Mayence, lorsqu'ils entendirent l'empereur François

déclarer qu'il ne voulait pas de sujets éclairés, mais des gens dévots et simples ! lorsqu'enfin ils virent les Goerres, les Jahn, les Massenbach, les Jork, enfin les Rostopchin et les Blücher persécutés, arrêtés ou disgraciés !

Bientôt le monde revint de son étonnement, et il comprit la valeur que prenaient les mots en passant par les bureaux de la Sainte-Alliance. Il vit que ceux qu'on nommait illuminés et jacobins (épouvantails d'enfants quand les masses sont éclairées) étaient des hommes généreux, pleins de dévouement, désirant des institutions sages pour défendre également les trônes et les peuples contre la licence ; le monde vit que la piété et la simplicité commandées par l'empereur d'Autriche n'étaient que l'ignorance et les préjugés, exploités par le despotisme et l'impiété.

La position de ces adversaires, jusqu'alors obscure, s'éclaircit : on l'appela la lutte des peuples contre les souverains. Il eût été plus juste de l'appeler lutte de la nationalité contre la conquête. Mais on pouvait prendre l'une pour l'autre, puisque l'Europe n'avait pas encore de dynastie véritablement nationale, c'est-à-dire de dynastie ayant les mêmes intérêts et les mêmes espérances que la nation, et unie à elle par des liens de mutuel amour et de mutuel dévouement.

Dès que les peuples et les souverains eurent compris leurs positions réciproques, la lutte devint vive, opiniâtre et universelle.

En Angleterre le peuple demandait des améliorations, qui amenèrent le bill de la réforme et couvraient de boue le prince régent. En France, le peuple défendait ses droits constitutionnels d'autant plus vivement que le roi était monté sur le trône avec l'appui de

l'étranger. La froide mais noble Allemagne déployait autant d'efforts à maintenir les libertés qu'elle venait de conquérir, que ces nombreux gouvernements mettaient d'acharnement à les lui enlever. La Belgique, réunie par des transactions contre nature à la Hollande, commençait contre cette puissance une lutte de parlement qui devait finir par une guerre ouverte. La Pologne, qui, grâce à l'influence de son chef moral, venait d'obtenir des établissements d'éducation nationale et des garanties européennes, préparait en elle-même des forces pour une lutte suprême. Toute l'Italie marchait à l'unité et à l'indépendance. La Russie, enfin, commençait à prononcer des paroles inconnues dans ces climats : *droits* et *liberté*. C'est ainsi que l'édifice du congrès de Vienne, basé sur la conquête contre la nationalité, et spécialement tournée contre la France, seule représentant le droit et la nationalité, cet édifice, à peine élevé, était ébranlé de toutes parts.

La lutte que les deux partis engageaient sur le terrain des théories et du haut des tribunes parlementaires, devait bientôt devenir un combat réel et sanglant.

L'Espagne donna le premier exemple. Un souverain dont l'ignorance égalait l'ingratitude, pour prix d'un dévouement courageux et d'une fidélité glorieuse, imposa à son peuple un joug odieux. Les troupes espagnoles, interprètes armées des sentiments de la nation, avec le commencement de 1820 rétablirent la constitution des cortès de 1812 que le roi avait abrogées. La nation salua avec transport une charte qui lui rappelait la glorieuse guerre de l'indépendance : le roi l'ac-

cepta aussi ; mais se parjurant de nouveau, avec l'aide de l'étranger, il la renversa.

L'exemple de l'Espagne fut suivi par le Portugal et marqué du sentiment de la nationalité. En échange des secours qu'elle lui avait accordés, l'Angleterre, ayant introduit dans le Portugal ses employés, l'administrait à peu près comme une colonie britannique. Aussitôt que les Portugais eurent expulsé les Anglais, ils appelèrent du Brésil leur roi Jean VI, qui jura la nouvelle constitution qui lui fut présentée.

Le cri de la liberté et de la nationalité poussé en Espagne retentit en Italie : avides d'indépendance nationale, Naples et le Piémont se levèrent. Malheureusement le courage du premier ne fut pas à la hauteur de sa généreuse ambition : le second se trompa dans le choix du chef de l'insurrection, et l'histoire un jour, au lieu de lui décerner la première place de l'Italie, prononcera contre lui un arrêt sévère.

Enfin la Moldavie, la Valachie et la Grèce se soulevèrent. Mais ici il y eut une double action, l'une nationale et l'autre étrangère : pour bien les discerner il faut reprendre les choses d'un peu plus haut.

L'empereur Alexandre, malgré son astuce, si profonde, que les personnes les plus rapprochées de lui s'y laissèrent prendre, soit par tempérament, soit par éducation, était rêveur et enclin au mysticisme.

Il y eut un temps où le philanthropique héritier de l'autocrate voulut quitter la Russie, pour devenir vertueux citoyen de l'Amérique ; mais il est vrai aussi que, plus tard, il permit aux conjurés de détrôner par la force son propre père, en lui garantissant seulement la *vie sauve ;* tout le monde connaît le résultat.

Alexandre donc, après les événements extraordinaires de 1814, enivré par la grandeur de leurs conséquences, put facilement se persuader qu'il était marqué par la providence pour l'accomplissement de ses desseins.

Le cabinet de Vienne, aussi astucieux que rusé, ne manqua pas de reconnaître ce penchant et de le faire tourner à son profit. Le prince de Metternich découvrit madame Krüdener, qui répondait à ses vues, et bientôt Alexandre tomba dans le piége. — Mais le prince de Metternich mit encore en jeu le vieil instrument de l'intrigue : il demanda à Rome le rétablissement des jésuites. Jadis cette société, soumise uniquement au pape, combattait pour son autorité — mais aujourd'hui elle travaille pour l'Autriche ébranlée, et l'aide dans ses luttes contre toute nationalité.

Dans cette situation, l'empereur Alexandre, subissant une double influence, devait nécessairement avoir une double politique. Suivant l'influence de madame Krüdener et de l'Autriche, Alexandre, sombre mystique, défenseur fanatique des droits du trône, était la terreur des sociétés secrètes : il oubliait même alors en Pologne sa courtoisie, ses paroles d'espérance, l'arme la plus dangeureuse pour les Polonais, et n'apparaissait qu'en souverain soupçonneux et sévère. Mais c'était le contraire en Orient. Ici Alexandre, fidèle aux anciennes traditions, suivait l'exemple de ses prédécesseurs, en employant la ruse et l'intrigue : il s'appuyait sur les sociétés secrètes, les encourageait et les propageait.

La politique de l'Autriche, comme celle d'Alexandre, était double. En effet, au moment où l'Autriche menaçait en Occident les sociétés secrètes et les assem-

blées nationales, de la puissance et de la barbarie de la Russie, en ce moment même elle tâchait de la miner intérieurement et de lui susciter de nombreux obstacles.

Les intrigues que l'Autriche nouait en Russie étaient conduites par les jésuites. Leur influence y devint enfin tellement dangereuse, que l'empereur Alexandre se vit obligé de les éloigner de ses États. L'Autriche s'empressa alors d'accorder toute sa protection aux jésuites, et les ayant travestis en différentes sociétés de *Liguriens*, de *Bénons*, de *Rédemptoristes*, elle essaya de les introduire dans la Pologne soumise à la Russie.

C'est là que prirent naissance toutes les sociétés et congrégations religieuses, dirigées spécialement par *deux dames*, inspirées par la cour de Vienne. Le mot d'ordre venait de là, et passant par Cracovie et Varsovie, il se répandait en Pologne, entre le Bug, la Dwina et le Dniéper.

On voit donc que l'Europe était couverte par un réseau de sociétés secrètes dont les fils s'entre-croisaient. Les unes avaient été formées par le pouvoir ; les autres étaient persécutées par lui ; les unes avaient pour base l'intrigue, les autres le dévouement : les unes servaient la Sainte-Alliance, les autres marchaient sous le drapeau de la nationalité. Mais, comme il arrive toujours, l'intrigue peut miner longtemps, peut même arriver loin ; mais ses fruits sont mesquins, car n'ayant pas de conviction, elle manque de courage : la circonspection est sa vertu. Par contre, là où le dévouement sert de base, le courage ne manque jamais : on a la puissance de la foi et de la conviction ; alors on peut errer par inhabileté, par fougue intempestive, mais les fruits de ces efforts n'en sont pas moins pour cela brillants et même utiles.

La mort de l'empereur Alexandre précipita le dénoûment. Les Russes, subissant l'influence de la fermentation générale des esprits, reconnurent que leur pays serait véritablement puissant, s'il s'appuyait sur la nationalité et non sur la conquête.

Ils tendirent donc une main alliée aux Polonais, occupés aussi de leur nationalité. L'inspiration de cœur, plus que la réflexion, présida à ces efforts, et le principe de la conquête, représenté par le *czarisme*, vainquit cette fois la nationalité russe. Mais les Russes parurent dignement sur la scène, armés et combattant pour leurs libertés, comme il convient à un peuple grand et courageux, et non en lâches conspirateurs de palais.

Les relations des Polonais avec les Russes étant connues, les prisons de Varsovie se peuplèrent. Ce fut un moment sublime que celui où les prisonniers d'État, traduits devant le sénat de Pologne, attendaient avec toute la nation leur arrêt. Les Russes co-accusés des Polonais, eux aussi, avaient été jugés par leur sénat, et ils étaient montés sur l'échafaud, ou avaient été relégués dans les mines de Sibérie. Ce que la Pologne attendait de son sénat, les paroles solennelles prononcées devant lui par l'un des accusés l'annoncèrent à l'Europe : « Je suis tranquille et innocent, car le sénat de *Pologne* me juge. » Et le sénat répondit noblement à l'attente nationale : il acquitta les accusés à l'unanimité, moins une *seule* voix.

Ces troubles intérieurs de la Russie, cette attitude indépendante et nationale de la Pologne, frappèrent leur souverain. Ce n'était plus le mystique, l'astucieux Alexandre, c'était Nicolas, orgueilleux et dur, violent, jaloux de commander, avide de pouvoir. Moins dan-

gereux que son frère, dont la politique astucieuse avait tellement corrompu les Polonais, qu'il y en eut qui pleurèrent sa mort, comme s'il eût été leur souverain légitime, Nicolas ne s'abaisse pas à gagner les hommes, il les détruit s'ils s'opposent à sa volonté.

Autant par caractère que pour effacer dans son armée tout vestige du dernier complot, que pour jeter sur un nouveau règne l'éclat de la victoire, l'empereur Nicolas déclara la guerre à la Turquie, sous prétexte de défendre la foi et la nationalité grecque.

Dès le printemps 1828, l'armée russe, sous le commandement de son empereur, passa le Danube. Cette guerre coûta beaucoup de victimes à la Russie : mais le czar n'y vit qu'une purification de son armée.

L'année suivante, 1829, la Russie recommença la lutte avec de nouvelles forces. Le maréchal Diebitsch, laissant de côté Choumla, traversa les Balkans, et planta les aigles victorieuses de la Russie en vue de Constantinople, malgré une vaine protestation des ministres de France et d'Angleterre (1).

Le dernier prestige de la puissance du sultan s'évanouit : mais le moment de la conquête n'était pas encore venu. La Russie, voyant la population slave hostile à ses desseins, dut les ajourner et recourir à son

(1) Voici l'extrait de cette dépêche en date du 9 septembre 1829 : « Nous croyons de notre devoir de vous annoncer qu'à la nouvelle de » votre marche sur Constantinople, la Porte nous a déclaré et nous re- » connaissons la vérité de sa déclaration, que dans ce cas elle cesserait » d'exister, et que la plus terrible anarchie succéderait à sa destruction, » et exposerait l'existence de la population chrétienne et musulmane, » sans différence et sans défense, à toutes les chances les plus malheu- » reuses. Si nous voulions vous taire cette position, nous croirions » prendre sur nous une responsabilité que nous repoussons de toutes » nos forces, etc. »

allié, au *temps*. Par conséquent, on signa à Andrinople, le 14 septembre 1829, un traité de paix.

Voulant, d'un côté, prouver aux populations chrétiennes soumises à la Porte son impuissance, et de l'autre, sa force, la Russie, pour établir la légitimité de son protectorat, s'appuyant sur l'unité de la foi grecque, stipula péremptoirement sa sûreté, laissant tous les autres objets dans le vague. La Russie agissait par là très adroitement, et suivait ce précepte bien connu, qu'en diplomatie, jamais on ne doit rien terminer définitivement. La Russie gagnait par là du temps et acquérait le droit de s'interposer dans les démêlés du sultan avec les chrétiens, ses sujets. Cet état de choses permettait à la Russie d'affaiblir à volonté la Turquie; il accoutumait la population slave au protectorat et presque à la domination de la Russie; il habituait l'Europe à cette intervention de la diplomatie russe dans les affaires intérieures du sultan, et créait dans les cabinets cette fausse opinion, que la Russie, en agissant ainsi, remplissait un devoir, non seulement de bon voisin, mais encore de protecteur d'une population qui lui était toute dévouée.

L'Autriche ne pouvait pas voir tranquillement cette activité de la Russie, non seulement parce que les avis du prince de Metternich n'avaient plus d'influence sur l'empereur Nicolas, mais encore parce que la guerre qu'il faisait à la Turquie était menée au nom du principe de la foi et de la nationalité. Mais l'Autriche, connaissant sa faiblesse, témoignait uniquement à la Russie son ressentiment, en la combattant par des articles de journaux, et en approvisionnant les places turques. Un instrument plus efficace semblait

être la propagation des congrégations en Russie et notamment dans le royaume de Pologne.

Mais par une triste fatalité pour l'Autriche, cet instrument même ne répondit pas à son attente. La jalousie des personnes qui dirigeaient les congrégations, ou peut-être les vues ambitieuses de *l'une* d'elles , fit que la congrégation *catholico-autrichienne* devint *catholico-polonaise*. Primitivement dans la congrégation , glissant sur la conduite légère, et par là peu religieuse, se contentant des apparences, des dames et des jeunes gens de la société, on y prêchait la haine des idées françaises comme révolutionnaires, la haine de la Russie comme schismatique ; on y ridiculisait tout ce qui était national, traitant cela de fièvre, d'aberration, l'appelant *polonisme :* l'Autriche seule y était donnée en exemple, comme puissance conservatrice et catholique. Mais vers la fin de 1829 et au commencement de 1830 on changea de langage : la France et la Russie étaient également condamnées, mais on se taisait sur l'Autriche, et en revanche on parlait d'une Pologne, de son roi catholique, car, disait-on, le grand-duc Constantin *avait beaucoup de penchant pour le catholicisme*. La princesse de Lowicz, membre de la congrégation, accepta facilement ces idées que lui suggérait la *directrice* de la société. Il y eut donc schisme dans la congrégation : l'Autriche perdit par là son influence occulte sur la Russie ; les conciliabules avec l'abbé Passy (préposé des Liguriens à Vienne), avec M. Pilat, (rédacteur du journal *l'Observateur autrichien*) , et confident du prince de Metternich, et avec le prince de Metternich lui-même, se trouvèrent annulés.

Mais, en attendant, les événements devançaient également et la sagesse que la Russie avait montrée dans le traité d'Andrinople, et les sourdes menées de l'Autriche. Le moment d'une lutte décisive entre la nationalité et la conquête se rapprochait. Pour se venger des mauvais procédés de l'Autriche et la menacer au cœur, en même temps que pour se concilier les Polonais, Nicolas s'était fait couronner à Varsovie. Ce n'est pas à Paris seulement *qu'on dansait sur un volcan;* Nicolas apprécia la disposition des esprits, il comprit ce superbe silence, unique peut-être dans l'histoire, avec lequel les deux Chambres répondirent au primat de l'Église qui proclamait Nicolas roi de Pologne : il comprit cette froideur, ce dédain, cette fierté avec laquelle ce brave et noble peuple de Varsovie accueillit la fête que lui offrit l'autocrate de toutes les Russies. Nicolas et son frère Constantin surent très bien apprécier alors la position de la Pologne et de son chef, qu'elle suivait avec tant de docilité depuis le jugement national du sénat : aussi l'empereur Nicolas, mécontent de la diète, dit au prince Adam Czartoryski : « Je » sais d'où vient le mal, je vous rends responsable de » tout ce qui s'y passera. » Une autre fois le grand-duc Constantin, montrant au prince Adam la belle tenue des troupes, finit par lui dire : « Voilà ce que » les Polonais me doivent, et à vous ils devront les » échafauds que vous leur préparez. »

Enfin, l'heure suprême sonna, et la France donna le signal du combat entre la nationalité et la conquête. En moins de trois jours, le principe de la conquête qui souillait le grand peuple, vaincu et brisé, fit place à la nationalité triomphante qui, plantant son éclatante bannière sur les débris des abus vaincus, confia les

destinées d'un peuple libre et victorieux à une dynastie nationale. La nationalité, ce mot jusqu'alors vide de sens, existant plutôt dans les régions insaisissables de l'utopie, à la révolution de Juillet devint une réalité Aujourd'hui tout le monde comprend que la nationalité est le principe de vie de la société, tandis que son principe de mort est la conquête. La nationalité est l'union, la fusion de toute la population d'un pays en une seule, indivisible unité ; la nationalité est la plus grande liberté, unie à la plus grande énergie du pouvoir : c'est l'indépendance individuelle la plus large, avec le plus grand ordre public, le plus grand respect pour la loi ; c'est l'honneur, la dignité et l'indépendance nationale la plus complète et la plus respectée au-dedans, comme au-dehors ; c'est l'identité des vues, des intérêts et des désirs des gouvernés avec le gouvernement ; c'est la liberté également assurée contre la licence et contre le despotisme, par l'avénement au trône d'une dynastie nationale ; c'est, en un mot, LA FRANCE DE JUILLET, AVEC LA DYNASTIE D'ORLÉANS.

Le sentiment qui venait de remporter une victoire aussi complète en France était tellement universel, son besoin tellement urgent, que l'Europe entière salua avec transport ce mouvement. Bientôt sur différents points il se répéta, mais avec un succès divers. La Belgique, adossée à la France, sortit victorieuse de la lutte. — En Allemagne, des efforts partiels ne purent être couronnés de succès. — Ils furent comprimés aussi en Italie ; mais le sang fut versé, et les deux bannières de la nationalité et de la conquête, c'est-à-dire de la France et de l'Autriche, se trouvèrent en présence. Enfin Varsovie leva l'étendard du combat, et la Pologne,

cette antique nationalité de l'Europe orientale, entra dans l'arène avec le *czarisme*, représentant de la conquête, au nord.

Ce n'est qu'après dix mois d'une lutte sanglante et glorieuse que la nationalité fut vaincue. Le czarisme triompha, mais affaibli, mais effrayé de sa victoire même, car la lutte réveilla chez les Russes le généreux sentiment de la nationalité. Elle a succombé, en Pologne, par suite de beaucoup de fautes; des fautes militaires, et surtout des fautes politiques. La faute politique fut énorme; car elle péchait contre le principe même. La bannière de la nationalité est lourde, il faut un bras vigoureux pour la porter : le gouvernement débile de plusieurs ne peut la soutenir : un tel gouvernement représente une faction et obéit à des partis. Parce que la nationalité polonaise arrivant au combat n'a pas été représentée par une dynastie nationale, parce qu'elle n'a pas été identifiée, personnifiée dans un Roi, elle est restée dans les régions vagues de l'utopie, et elle devait être vaincue par la conquête.

Tel est le tableau succinct des événements qui devancèrent, qui préparèrent l'époque où nous vivons. La lutte entre le principe de la nationalité et celui de la conquête s'y manifesta franchement. Maintenant, quoiqu'elle ne soit pas patente, elle a grandi d'une manière redoutable. Dans chaque question palpitante, la diplomatie la rencontre, et n'ose plus nier son existence. La crise de cette lutte approche certainement, mais la génération présente en verra-t-elle la solution ?.. c'est une question trop grave et trop compliquée pour vouloir y répondre.

ÉTAT PRÉSENT DE L'EUROPE.

Aujourd'hui cinq puissances *actives*, une seulement *passive*, et deux peuples représentant uniquement *la force morale*, forment le véritable ensembe du système européen. Ces unités physiques et morales, par leur position, leur centralisation ét les forces dont elles disposent, ont, à elles seules, le privilége d'occuper l'attention de toutes les autres, dès qu'un événement quelconque surgit au milieu de l'une d'elles.

La connaissance de ces unités, de leur élément, de la base et de la source de leur puissance, peut seule donner la véritable mesure de leur valeur, de leurs tendances et de leurs buts.

Les puissances *actives* sont ces états qui, à eux seuls, gouvernent l'Europe, forment sa cour suprême, enfin, de qui dépendent la paix et la guerre. Ces puissances sont : 1° la France, 2° l'Angleterre, 3° la Prusse, 4° la Russie et 5° l'Autriche. Le rang assigné ici à ces puissances n'est pas arbitraire; elles ont été classées suivant le degré des forces du principe national chez chacune d'elles.

La Turquie est une puissance *passive ;* elle ne pèse plus dans la balance de la politique européenne ; c'est sa chute seule qui occupe les cabinets.

L'Italie et la Pologne représentent ces forces morales qui n'influent pas directement sur l'Europe, mais n'en attirent pas moins son attention.

Comme facteurs des forces politiques de l'Europe, on devrait citer l'Espagne ; mais ce pays, absorbé dans sa transformation politique, dans la centralisation des divers éléments hétérogènes de nationalité, ne pèse pas dans la balance de la politique générale. L'Espagne

n'y pèse pas *activement*, car ses forces sont neutralisées par un mouvement intérieur : elle ne pèse pas *passivement*, car personne n'ose voir dans l'Espagne une proie à saisir.

La France. Ce puissant empire semble avoir été destiné par la Providence pour siéger à la première place dans la famille des peuples. La richesse du sol, ses frontières naturelles, incontestables, comme la noblesse et les sentiments généreux de ses habitants, assurent à la France sa haute position. Dès le principe, une même race habitait ce pays ; mais elle était fractionnée en différents peuples. Depuis, cette race ayant subi une double invasion, un élément étranger y surgit, celui de la conquête, et par conséquent l'élément du privilége, de la féodalité. Il fallut une longue suite de siècles et de combats avant que les différentes fractions de territoire et de populations pussent se fondre et s'unir, et avant que la nationalité française, délivrée d'un élément hétérogène, pût briller de son propre éclat. Ces luttes incessantes, cette fusion de différents partis en une grande unité, donnèrent à la France les apparences de la conquête et de la domination. Cependant toute l'histoire prouve que, hors les guerres que la France soutint dans les cadres de ses frontières naturelles, elle ne combattit que pour l'intégrité de son territoire, ou pour défendre l'Europe, menacée d'une monarchie universelle : c'est ce qui explique ces longues guerres que soutint la France contre l'Angleterre et contre la maison de Habsbourg. Les guerres d'invasion sont des exceptions dont on doit chercher la raison plutôt dans le caractère individuel du souverain que dans le système politique de la France. C'est pourquoi, alors même que la France

n'était qu'une monarchie absolue, les vœux de tous les hommes pensants (car les peuples ne pensaient pas jusqu'à la révolution française) étaient pour elle : la France même à cette époque était l'espoir et l'alliée des faibles et des opprimés.

Mais la nationalité française régénérée dans la liberté, ayant pris un nouvel essor, les nationalités des autres peuples se réveillèrent de la léthargie dans laquelle l'entretenaient les gouvernements du droit du plus fort. Alors la France compléta sa haute mission, et sa vieille politique, *appui aux faibles et aux opprimés*, devint, *appui aux opprimés, alliance aux nationalités*. Le but resta toujours le même, c'était toujours : *la lutte de la nationalité contre le droit et la conquête.*

Chaque grande puissance a une tendance dominante, une pensée grande et invariable, une ligne de conduite tellement absolue, qu'en la quittant, elle entre dans une voie fausse. Seule entre tous les états de l'Europe, la France étant une nationalité complète, la tendance de sa politique, sa véritable mission est d'appuyer toute nationalité. Mais, comme le principe même de la nationalité est contraire à celui de la conquête, l'appui de la France ne peut être basé que sur le droit et la force morale, et non sur la force physique. C'est ainsi que l'entendait, sans doute, un des premiers publicistes de la France, en proclamant : « *chacun chez soi, chacun son droit.* » Ces paroles reconnaissant le droit, condamnent hautement la conquête. En effet, autant il serait ridicule, en prenant ces paroles pour base, de vouloir s'occuper des nationalités dont les savants recherchent les vestiges, autant il serait absurde et faux de s'étayer de cette maxime pour contester le droit et l'existence à des nationalités qui vivent et qui luttent

uniquement parce qu'elles ont succombé momentanément sous la conquête. La pensée vitale, le but grand et réel de la politique française est donc : donner appui à toute nationalité contre la conquête, mais un appui basé sur le droit et la force morale. Tout autre appui serait déraisonnable, et cela principalement pour deux raisons : la première, c'est que toute nationalité, qu'on devrait forcement délivrer de son joug, ne serait plus une nationalité réelle ; la seconde, c'est que tout secours armé, même comme appui d'une nationalité opprimée, serait une application du principe de la conquête. La France, au reste, ne peut, comme un chevalier errant, redresser tous les torts, combattre pour rendre à la liberté des nationalités qui sommeillent sous leur joug. Ce serait justifier par là l'accusation des ennemis de la France, qui lui reprochent l'esprit agitateur et l'avidité des conquêtes.

Si on pouvait douter de la véritable tendance de la France, de sa mission, on le reconnaîtrait à la haine que lui portent tous les gouvernements, comme à la sympathie qu'ont pour elle tous les peuples. La France, depuis la chute de l'Empire, n'a pas fait connaître le moindre désir de conquête, et cependant elle voit toute l'Europe continuellement liguée contre elle : la France n'a pas un seul allié. La chose est facile à comprendre : c'est que tous les États de l'Europe ont pour base la conquête, la France seule s'appuie sur la nationalité. On peut facilement ranger de belles paroles, en faire un spécieux tissu politique, l'appeler : intervention d'Espagne, protocole belge, question d'Orient, traité du 15 juillet, droit de visite, etc., etc., et cependant tout cela n'est qu'une même chose, lutte de la nationalité contre la conquête. C'est ici

qu'on voit la force immense de la France, qui, dans son isolement, seule contre tous, force l'Europe entière à se liguer, et elle la contre-balance. Les gouvernements hostiles à la France n'osent l'attaquer ouvertement, car ils sentent qu'au sein même de leurs États dorment des nationalités qui ne sont pas encore étouffées. Au moment de la lutte, ces nationalités pourraient bien se joindre plutôt à la France, que de la combattre, que de marcher contre une bannière qui réveille en elles l'espoir de secouer le joug qui les opprime.

La France n'est faible que lorsqu'elle oublie son principe, la nationalité, soit en rêvant la conquête, soit en s'humiliant devant elle. Lorsque, en 1840, la question d'Orient apparut sur le Rhin, la France fut obligée de céder, car ses ennemis eurent l'adresse de faire envisager l'appui qu'elle donnait à l'opprimé comme un désir d'envahissement. C'est pourquoi la nationalité allemande, se croyant menacée, vint prêter son appui moral aux signataires du traité de Londres. Elle croyait par là repousser une invasion. La France se trompe encore, soit qu'elle cherche à s'allier avec une puissance basée sur la conquête, soit que, pour obtenir une alliance, elle transige avec le sentiment de sa dignité, soit enfin qu'elle sacrifie dans ce but une nationalité quelconque.

Toute alliance avec un état appuyé sur la conquête ne peut qu'être passagère, car elle est contraire au principe français. Le principe de la conquête, en cherchant son appui, ne le fait que pour avoir le temps d'étouffer les nationalités qui fermentent dans son sein, et, plus menaçant alors, pouvoir marcher contre la France.

La France ne peut donc, sans faire un contre-sens, sacrifier son principe, la nationalité, à une alliance éphémère. Le sacrifice de sa propre dignité, pour réussir à former une alliance, serait encore contraire à la bonne politique, non seulement parce qu'une alliance entre États dont les principes sont opposés ne peut être que d'une courte durée, mais surtout parce qu'agissant de la sorte, la France perdrait tout prestige à l'extérieur, et se créerait à l'intérieur de graves sujets de discorde.

La France éprouverait les mêmes effets si elle sacrifiait une nationalité quelconque, en lui refusant appui, aide et protection, basée sur la justice et le droit.

Telle était la conduite et la politique de l'ancienne France sous les Bourbons; telle doit être la conduite et la politique de la nouvelle France sous la dynastie nationale d'Orléans. La France ne peut agir autrement sans renier son passé, sans renoncer à son avenir, et le gouvernement qui voudrait lui donner cette direction cesserait d'être national. L'auguste prince dont la perte aussi terrible qu'inattendue sera longtemps l'objet des vives douleurs de tout ce qui a quelque avenir dans les nationalités de l'Europe, ce prince seul peut-être comprenait parfaitement la position de la France, lorsqu'en 1841 il disait : « Longtemps la « France isolée ne doit compter que sur le sentiment « d'airain de sa dignité et les sympathies des natio- « nalités opprimées. »

Telle est la position de la France; elle doit l'accepter ou renoncer à son principe; elle doit lutter contre la conquête ou renier la nationalité; rester sans al-

liance, ou renoncer à être l'espoir des nationalités opprimées.

2° L'*Angleterre*. La position particulière de ce pays, ainsi que la disposition intérieure de sa population façonnée par plusieurs conquêtes, fait qu'en Angleterre le principe de la conquête existe à côté de la nationalité, et que même celle-ci lui est soumise. L'aristocratie féodale, c'est-à-dire l'élément conquérant, prit le dessus dans les luttes intérieures de l'Angleterre: il est vrai que par là le despotisme ne put se développer ; mais en revanche, la nationalité anglaise subit l'influence des tendances conquérantes. Les longues guerres qu'elle entreprit contre la France en furent le résultat; et lorsque enfin l'Angleterre fut repoussée de ce côté, elle chercha à conquérir au-delà de l'Europe. C'est ainsi qu'une population de vingt millions d'hommes commande aujourd'hui, comme l'antique Rome, à six fois autant de sujets. La conservation de ces possessions gigantesques força l'Angleterre à mener ou à susciter des guerres continuelles. Il est à remarquer que toutes ces guerres portent un double caractère, celui de la nationalité, par les efforts extraordinaires qu'y déploya le peuple anglais, et celui de la conquête, par la ténacité dans l'entreprise, qui caractérise les classes comme les gouvernements aristocratiques. Mais en revanche, et comme pour compenser cette énergie et cette persévérance dans les entreprises de l'Angleterre, sa nationalité, étouffée par le principe de la conquête, absorbée par lui, n'exerce aucune influence sympathique sur les sentiments des autres nationalités. Indifférente pour les autres, pénétrée par l'égoïsme, cet élément du privilége, la nationalité an-

glaise n'a pour drapeau que son intérêt : aussi l'Angleterre, qui exerce une influence factice sur la politique générale, qui a une population surabondante, pour soutenir l'une, pour faire vivre l'autre, doit forcément tendre à la domination sur mer et à un commerce exclusif sur terre. Ceci est pour l'Angleterre sa véritable tendance, la pensée unique de sa politique, car c'est là pour elle une question de vie ou de mort. Cette tendance, empreinte du caractère de la conquête, malgré les formes de légalité dont l'Angleterre cherche toujours à se couvrir, fait que les autres nationalités la jalousent presque toujours. C'est encore par cette raison que l'Angleterre se trouva toujours l'alliée naturelle de toute puissance basée sur la conquête : aussi, bien que la plupart des nationalités de l'Europe, aidées par l'Angleterre, se soient délivrées du joug de l'étranger, elles lui sont indifférentes, même hostiles.

On doit encore remarquer que toute nationalité recherchant l'appui de l'Angleterre, tâche de l'obtenir par l'appât des gains matériels qu'elle lui offre et non par l'identité du principe. Au contraire, les états basés sur la conquête sont toujours prêts à soutenir l'Angleterre, sans craindre le contact des institutions qui dérivent de la nationalité.

Cette sympathie des gouvernements absolus et cette indifférence, cette antipathie des nationalités pour l'Angleterre s'expliquent uniquement par cette raison, que la nationalité anglaise s'est identifiée avec le principe de la conquête, qui la domine, et qu'elle tend à la domination universelle des mers et à la possession exclusive du commerce.

3° *La Prusse.* Cette monarchie, la plus jeune de toutes

dans la famille des puissances de premier rang, doit son origine à un ordre militaire. Le principe de la conquête fut donc son premier mobile, et quoiqu'il eût pris le nom de la contrée envahie, la nationalité prussienne représente toujours la race conquise. Aujourd'hui la Prusse cherchant à s'appuyer sur la nationalité, essaie de fondre en une seule unité les différentes branches de la nombreuse famille allemande et de créer une grande nationalité germanique. Les électeurs de Brandebourg eurent besoin de beaucoup de temps et de grands efforts, avant d'arriver à la dignité de roi de Prusse. Pour obtenir cet immense résultat de leur ambition, ils eurent besoin d'une série de grands hommes, s'appuyant sur le puissant principe de l'hérédité. Pendant tout ce temps, la politique prussienne, fidèle à sa base, la conquête, tour à tour attaquant et dépouillant les peuples voisins, agrandit l'état uniquement par la conquête. Mais comme la force est l'élément de la conquête, elle cède devant un effort plus grand de cette force matérielle : le glaive de la victoire brisa donc la Prusse d'un seul coup. On comprit alors que la conquête est une base peu sûre pour les États ; qu'une armée bien organisée, un trésor puissant, sans le sentiment de la nationalité, ne résistent pas aux envahissements d'un conquérant plus formidable. Alors on se mit à réveiller la nationalité en Allemagne: le succès fut complet en Prusse, car une grande identité existait entre le pouvoir et les habitants : aussi la Prusse, dans la guerre de l'indépendance, se plaça à la tête de l'Allemagne, par la générosité de ses sentiments et son dévouement. Quoique le roi d'alors n'ait pas rempli tous ses engagements, étant arrêté dans son désir par ses alliés et inquiété

par le fantôme de la révolution, le sentiment de la nationalité ne s'en développa pas moins en Prusse, et le gouvernement éclairé de ce pays n'en reconnut pas moins sa mission; il fixa son but et y marcha avec mesure, mais avec constance.

C'est ainsi que la Prusse, malgré les tendances personnelles de son roi, commença à s'écarter des préceptes de la Sainte-Alliance et du principe de la conquête. Un gouvernement fort et juste, la possibilité d'arriver à tous les grades, une civilisation plus élevée et plus libérale que partout en Allemagne, et surtout l'institution de la *landwehr*, cette armée réellement nationale, tous ces avantages obtenus prouvent irrévocablement que la Prusse tend à s'appuyer sur la nationalité : aussi entre tous les gouvernements, celui de la Prusse se montra-t-il le moins hostile à la révolution de Juillet (cependant le plus voisin, il avait le plus à craindre), car la victoire de la nationalité française était la moins effrayante pour le pouvoir en Prusse, qui cherche à créer lui-même une nationalité chez soi.

L'avénement au trône du roi régnant fut signalé par le libre développement de cette tendance. Ce souverain comprit que l'Autriche ne peut plus s'opposer à ce que la nationalité allemande ne vienne se former autour de la dynastie de Hohenzollern, mais qu'il avait à craindre ses voisins de l'est et ceux de l'ouest.

Aussi le roi de Prusse forma-t-il une alliance plus étroite avec l'Angleterre : vers l'est, il ne se contente pas d'élever des forteresses, mais il caresse presque la nationalité polonaise, que son père poursuivait avec acharnement; du côté de l'ouest, en posant la pierre de Cologne, il y rattache le sentiment de la nationa-

lité des Teutons (Teuschthum), en rappelant à l'Allemagne les dévouements communs et les victoires remportées pour le bien de la patrie germanique.

La tendance de la Prusse, sa grande et unique pensée politique, est de réunir en un seul corps la grande famille allemande, divisée entre tant de gouvernements divers, au profit de tant de vues particulières. La Prusse donc, repoussant la conquête et s'appuyant sur la nationalité, cesse de la détruire parmi les Polonais, pour s'y préparer un allié, si leurs tendances politiques et le désir d'employer leurs forces lui en donnent la garantie, contre la puissance du Nord, puissance redoutable, car elle est basée sur la conquête et la nationalité.

4° *La Russie.* Cet état doit particulièrement son immense étendue et son degré de puissance à ce que la nationalité russe, formée sous le joug d'une conquête étrangère, s'accoutuma à remettre aveuglément toutes ses forces à la disposition du pouvoir. Ce pouvoir, d'origine nationale, avant même qu'il passât dans une race étrangère, abusa singulièrement des forces nationales, en les dirigeant vers la conquête, afin d'en disposer plus arbitrairement. C'est ainsi que le principe de la nationalité, en Russie, n'étant pas garanti contre les abus du pouvoir, devint, sous une volonté absolue, un instrument actif de la conquête. L'oppression de l'intérieur y faisait naître non seulement le désir, mais encore la nécessité d'une action à l'extérieur : c'est la source des guerres continuelles de la Russie et de ses conquêtes. Les temps de repos y sont marqués, soit par des exécutions terribles, sanglantes, des sujets, soit par la mort violente des souverains.

La Russie se contentait longtemps de s'emparer d'un

pays, de le réunir à ses autres provinces sans chercher à dénationaliser, à fondre dans sa population la population conquise. Dans cette vue, Pierre Ier prit le nom de czar de toutes les Russies, et ses successeurs travaillèrent à soutenir dans les populations slaves, soumises à la Turquie et à l'Autriche, le sentiment de la communauté de race. On avait cru longtemps qu'il suffisait de s'emparer d'un pays et de sa population, d'en tirer des impôts et des recrues, de s'en assurer la possession par de vains et misérables protocoles, une ligne *rouge* ou *noire* sur la carte, pour que ce pays et cette population oubliassent leur passé, cessassent d'être ce que la Providence les avait faits, et se laissassent façonner, par la force brutale, à l'oppression et à la violence de l'étranger. Mais de nos jours on vit qu'une nationalité longtemps engourdie, abrutie même, pouvait se réveiller soudainement et devenir menaçante pour son oppresseur : aussi l'empereur Alexandre commença-t-il l'œuvre de la fusion des populations conquises dans la population russe, en cherchant à captiver les cœurs de ses nouveaux sujets par une douceur hypocrite. L'Europe a pu voir ses menées en Pologne comme parmi les Slaves méridionaux. Mais l'insurrection de Pologne éclaira la Russie. C'est pourquoi, aujourd'hui l'empereur Nicolas n'essaie plus de gagner les Polonais, il veut les détruire : pour obtenir ce grand but, il lui faut du temps. — Il s'efforce également d'absorber les populations de l'Estonie et de la Finlande, bien qu'il déploie sur ce théâtre moins de sévérité ; il efface avec la même persévérance les souvenirs et les libertés des Cosaques. — Jusqu'à présent le cabinet de Saint-Pétersbourg a peu dévié de sa ligne de conduite vis-à-vis les Slaves du midi et de l'occident ; cependant

il y a une forte nuance dans la conduite tenue dans ces deux populations. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, se fiant justement à l'action de l'Autriche, qui détruit tout sentiment de nationalité parmi les Slaves qui lui obéissent, se contente ici de l'influence qu'il y exerce au moyen de certains membres du clergé et de certains savants stipendiés. Parmi les Slaves soumis à la Turquie, longtemps le cabinet russe se contenta d'employer les mêmes influences; mais il commença à prendre une part plus active à leurs affaires, dès qu'il vit surgir ici la nationalité serbe. On a vu plus haut quels résultats amenèrent les intrigues des Rodofinikin, des Filipowiç, des Leonti, des Nedoba, etc., etc. Aujourd'hui, la nationalité serbe apparaissant plus menaçante, une dynastie nationale à la tête, le cabinet de St-Pétersbourg, pour n'être pas repoussé, a dû prendre des mesures plus violentes. Ne se contentant plus de menées sourdes, de déclarations détournées, sur *la communauté de religion et de race*, de corruptions exercées sur le clergé et quelques mécontents, rivaux du pouvoir national naissant, le cabinet de Saint-Pétersbourg imposa à la Serbie son protectorat, et pour renverser la dynastie, embrouiller dans son germe la nationalité serbe, il employa à cette œuvre ses agents les plus déliés. L'Europe ne devra même pas s'étonner si, dans le cas où les menées des Wastchenko, des Titow, des Dolgorouki, des Liewen, nourries par le trésor impérial, ne suffisaient pas, on voyait apparaître ces agents à la tête des bataillons russes, afin de délivrer la Serbie *du joug des anarchistes, des révoltés*, et *la réunir à la mère-église, à la mère-patrie des Slaves.*

La Russie donc, en obéissant à sa tendance conquérante, a pour but principal de détruire les nationalités

qui lui font obstacle : la nationalité polonaise et la nationalité serbe. Elle y emploie des moyens analogues; elle essaie de détruire la nationalité polonaise, parce qu'en la laissant libre elle ne pourrait plus la comprimer; elle essaie de s'attacher la nationalité serbe, en répandant l'idée de la communauté d'église et d'origine. Ces deux manières d'agir, l'une violente, l'autre hypocrite, ont besoin de *temps* pour réussir. Le cabinet de Pétersbourg sème la discorde en Europe, pour détourner son attention, et gagner le temps qui lui est indispensable dans la réalisation de ses projets gigantesques.

5° *L'Autriche.* Née par la violence, basée sur la violence, l'Autriche représente essentiellement le principe du plus fort, le principe de la conquête. L'histoire de l'Autriche, ou plutôt les annales du cabinet de Vienne, présentent une suite non interrompue d'hypocrisie et de trahison, de violence et d'oppression. Sans nationalité, sans force matérielle, l'Autriche, par la force intellectuelle de son cabinet, est parvenue au rang de puissance de premier ordre.

L'adage, *tu felix Austria nube*, peut suffire au vulgaire; mais en parcourant l'histoire, en méditant la vie des Frédéric, des Maximilien, des Ferdinand, des Léopold, des Joseph, des François, on y trouvera des exemples d'hypocrisie, de cruauté, d'impiété, et non de vertus domestiques.

Longtemps la maison d'Autriche rêva une monarchie universelle : de là ces guerres continuelles avec la France. Dès que l'Autriche eut reconnu la chimère de ce rêve, elle tourna tous ses efforts contre le principe de la nationalité. Cette politique lui était imposée impérieusement par le besoin de sa propre conservation;

car, ne possédant pas une seule province qui n'eût appartenu à une nationalité endormie ou opprimée, l'Autriche sait parfaitement bien que le jour où une nationalité quelconque, au nom de son principe, ouvrira la lutte contre le principe de la conquête, elle rentrera dans le néant, d'où l'ont fait sortir l'astuce et la violence. La connaissance de sa position et du danger qui la menaçait, fit que l'Autriche ne cessa de miner sourdement ou de combattre ouvertement la Pologne et la France.

Contre la Pologne, elle employa plus d'hypocrisie et de circonspection; car cette nationalité, plus rapprochée des populations asservies par l'Autriche, par là même, était plus menaçante pour elle. Contre la France, l'Autriche paya d'audace et la combattit ouvertement; car ses intrigues ne pouvaient pas réussir dans une société, dont la stabilité était garantie par l'hérédité du trône.

Mais aujourd'hui l'Autriche affaiblie voit avec effroi de tous côtés les progrès que fait le principe de la nationalité; elle voit la nationalité triomphante en France; elle voit la Prusse abandonnant le drapeau de la conquête, pour marcher sous celui de la nationalité; elle voit la Russie exerçant, il est vrai, le droit de la conquête, mais agitée par les progrès immenses que le principe de la nationalité fait dans son sein; elle voit en Pologne la nationalité vaincue, mais encore vivace et menaçante; elle voit enfin dans son propre sein se réveiller des nationalités qu'elle avait crues détruites et extirpées à jamais.

Telle est la situation de l'Autriche, et, pour comble de désespoir, elle voit la Turquie, cet état également

basé comme elle sur la conquête, succombant sous les efforts des nationalités réveillées.

Cette situation et la connaissance du danger qui la menace, fait que l'Autriche, qui autrefois luttait à main armée contre toute nationalité, combattait toute apparence de révolution, aujourd'hui, calme et résignée, contemple les événements, ne s'emporte, ne s'émeut, qu'à l'aspect d'une circonstance qui menace de troubler l'ordre actuel des choses. L'existence même de l'Autriche y est attachée, aussi sa seule et unique pensée politique est de conserver en Europe le *statu quo*.

La Turquie. Cette puissance fondée uniquement par la force matérielle, commença à tomber dès que sa base vint à lui manquer. L'Autriche appuyée également sur le principe pur de la conquête, peut néanmoins exister plus longtemps, quoique disposant d'une moindre force physique. L'Autriche a à son service une politique astucieuse, qui lui permet d'agir et de se conserver plus facilement. La Turquie, au contraire, chez qui le principe de la conquête n'est que la force matérielle, dont l'action est plus difficile, et soumise à plus de dangers, la Turquie est plus rapprochée de sa chute.

Le principe de la conquête a ceci de particulier, qu'il ne souffre point le repos. Sitôt que l'état basé sur la conquête cesse de s'accroître, la puissance du principe s'affaiblit et disparaît. La Turquie et l'Autriche en sont des exemples frappants. Pour la nationalité, au contraire, exister, persévérer, est un progrès, un développement de nouvelles forces.

La juste appréciation des affaires relatives à la Turquie, des motifs qui en précipitent la chute, est essen-

tielle ; cependant cette appréciation est très rare. La Turquie tombe sous les efforts, excessivement distincts, de la conquête et de la nationalité. Toute la difficulté de bien juger la question turque, appelée question d'Orient, vient de ce qu'on ne distingue pas ces deux actions, qu'on les confond, qu'on les prend pour l'action unique de la conquête, c'est-à-dire pour l'œuvre de la Russie. Cette première erreur en fait commettre une autre, qui est de considérer l'occupation de Constantinople comme toute la question de l'Orient : on oublie, ou l'on ignore, que la question de Constantinople ne peut être résolue que par les populations qui l'avoisinent.

La Turquie succombe sous les efforts de la Russie, ce qui est l'action du principe de la conquête : mais la Turquie succombe aussi sous l'action du principe de la nationalité, qui s'est réveillée dans la population conquise, d'origine slave.

Cette différence des deux principes qui agissent contre la Turquie, la Russie seule l'apprécie à sa juste valeur, et c'est pourquoi sa conduite politique en Orient seule est bonne. Le reste de l'Europe ne discerne pas l'action des deux principes. On prend les mouvements nationaux slaves pour des mouvements simplement russes, et on suit pour cela, en Turquie, une politique chancelante et fausse. A deux reprises différentes, la Russie était maîtresse de Constantinople et à deux reprises elle s'en dessaisit. Ceci prouve évidemment qu'elle sentait bien que la population slave était encore loin d'être russe : pour y arriver, la Russie dut recourir à l'intrigue, au temps. L'Europe a recours aussi au temps, elle ne l'emploie pas comme la Russie, *activement*, en protégeant la nationalité slave ; l'Europe

emploie le temps *passivement*, en prolongeant l'existence de la Turquie. Il n'y a donc pas de doute, que la Russie sera victorieuse (si la nationalité slave n'a pas encore développé assez de forces vitales, ou si malheureusement elle les détruit par des dissensions intestines), car la Russie connaît le terrain sur lequel elle opère, tandis que l'Europe, ne le connaissant pas, agit souvent d'après les désirs de la Russie. On doit même reconnaître qu'une fois que l'occupation de Constantinople représente la question de l'Orient pour l'Europe, elle ne peut agir autrement que passivement. De là même cette conviction, que gagner du temps est tout pour l'Europe, car on y comprend parfaitement bien que personne par la force, appuyée sur le principe de la conquête seulement, ne peut empêcher la Russie de s'emparer de Constantinople. C'est encore à cela qu'il faut attribuer l'hostilité de l'Europe contre tout mouvement national slave; ne le comprenant pas, elle le prend pour un mouvement provoqué par la Russie, pour détruire l'ordre de choses présent et lui livrer les rives du Bosphore.

Il est d'autant plus difficile de préserver la Turquie de sa chute, qu'elle y est poussée par des causes intérieures, plutôt encore qu'extérieures : c'est plutôt une prostration de forces à l'intérieur, qu'une conséquence de l'action des dissolvants de l'extérieur.

Pour sauver cette puissance, il faudrait un concours de circonstances bien extraordinaires et surtout la présence aux affaires, des hommes comme Ibrahim, Sokoli, les Kouproulis sous la direction d'un nouveau Soliman. Mais aujourd'hui la Turquie, dans son état de délabrement, ne pèse plus activement dans la balance

de la politique européenne : en revanche elle l'occupe *passivement*. C'est que la Turquie est une proie riche et facile; c'est aussi le champ où luttent le plus ouvertement entre eux, les principes de la nationalité et de la conquête.

L'Italie et la Pologne. La preuve la plus évidente de l'erreur de ceux, pour qui les faits et les forces matérielles sont tout, est l'influence qu'exercent sur la politique de l'Europe, l'Italie et la Pologne. Ces deux peuples, diplomatiquement, c'est-à-dire physiquement, n'existent pas : leur puissance ne peut s'évaluer, ni par la richesse de leurs trésors, ni par le nombre de leurs bataillons; pourtant que la moindre apparence de mouvement se manifeste chez ces deux peuples, les cabinets changent à l'instant de volonté et fixent sur eux toute leur attention. Bien plus, il suffit d'une difficulté survenue entre la nationalité et la conquête, c'est-à-dire entre la France et la Sainte-Alliance, et aussitôt la première parle de l'Italie et de la Pologne, tandis que la seconde est en proie aux inquiétudes et aux soupçons. Les matérialistes politiques les plus obstinés ont beau nier l'existence et la valeur de la force morale, ils sont forcés de reconnaître que la nationalité, qui n'est qu'une force morale, n'en est pas moins une force terrible, capable de pulvériser leur idole, la force physique, la conquête.

Aussi, lorsqu'après la révolution de juillet, imitant la France, l'espoir et la protectrice des nationalités, l'Italie montra des désirs d'indépendance, l'Autriche s'y précipita en armes, quoiqu'elle eût reconnu la révolution de juillet. Le prince de Metternich apprécia parfaitement bien sa situation, en préférant la guerre

à une insurrection. Sa conduite ne fut pas moins claire envers la Pologne, lorsqu'il conclut contre elle le traité de München-Grætz, comme aussi lorsqu'il dit au duc d'Orléans à Vienne, qu'il emploierait, contre la *Pologne insurgée, le dernier écu et le dernier soldat de l'empire.*

La Pologne a encore cet avantage sur l'Italie et occupe pour cela à un plus haut degré l'attention de l'Europe, que, tandis que l'Italie menace uniquement l'Autriche que personne ne craint, la Pologne, outre l'Autriche, entrave encore les mouvements de la Russie, que tout le monde craint. Par sa situation, la Pologne n'a de sympathie que dans les nationalités, et là seulement elle peut compter sur quelques secours : c'est la source de la sympathie entre la France et la Pologne. Les autres puissances se contentent de l'existence actuelle de la Pologne torturée. Elle les couvre contre l'ambition de la Russie et cependant ne les expose pas aux frais et aux dangers d'une guerre, qui pourrait éclater à la suite d'une insurrection nationale. La Pologne seule doit juger si son triste état lui convient, si elle doit endurer les tourments continuels, cette dénationalisation graduelle, incessante, sans tenter une résistance, fût-elle même désespérée. La Pologne seule peut juger combien il lui reste de force vitale, si elle suffira pour parer aux coups qu'on lui porte, si elle ne succombera, ne périra pas, si elle ne perdra pas confiance en elle-même, dans ses forces, dans sa nationalité.

L'étranger ne peut ni donner, ni enlever, ni rendre à un peuple sa nationalité : Dieu seul *donne* la nationalité... Un peuple, par sa propre lâcheté, peut la *perdre*, mais ce n'est que par une lutte nationale, spontanée,

en versant le sang de l'oppresseur étranger, qu'un peuple *recouvre* une nationalité qu'on lui avait ravie, qu'on avait avilie.

Après avoir défini les éléments des diverses puissances de l'Europe et apprécié le degré de leur force relative, il semble facile de poser les jalons de leur politique naturelle. On peut même dire d'avance qu'une déviation de cette ligne de conduite, étant une erreur, elle ne peut durer, et que le retour à la politique naturelle est prompt et indispensable.

CONSEQUENCES DE LA DIFFÉRENCE DE BASE DANS LA PUISSANCE DES ÉTATS.

On conçoit facilement, d'après ce qui précède, que la France est la seule nationalité libre où la population et le pouvoir sont homogènes, ont des tendances communes, et sont également assurés contre l'anarchie comme contre l'absolutisme. C'est la raison de l'isolement de la France vis-à-vis des autres gouvernements, mais aussi c'est la raison de la sympathie qu'ont pour elle tous les peuples opprimés par la conquête. L'une comme l'autre est réelle, constante, absolue, car ces deux raisons sont chacune la conséquence du principe dont elles dérivent.

La France ne peut éviter aucune de ces deux positions : pour cela, il lui faudrait sacrifier le principe qui lui sert de base. La France peut donc, pour sortir de l'isolement où elle se trouve, accepter des alliances, mais ne pouvant pas compter sur leur sincérité, elle ne doit pas les rechercher. Ce serait sacrifier la réalité à l'apparence.

En agissaint ainsi, le gouvernement français se

mettrait en opposition avec la nation et provoquerait lui-même ces tiraillements intérieurs, qui neutraliseraient les forces nationales.

La seule, la véritable politique de la France est donc celle que lui traçaient les augustes paroles du prince qu'elle a perdu : « *Dans son isolement, la France » doit compter seulement sur une dignité nationale d'ai- » rain et sur les sympathies de toutes les nationalités.* » On trouvera, qu'en dehors de cette politique, l'alliance anglaise est *impossible*, l'alliance russe *dangereuse*, l'alliance autrichienne *nuisible*.

L'Angleterre étant une nationalité conquérante et cela par la force des choses, car de là dépend l'existence matérielle de sa population, elle doit donc absolument tout sacrifier à cette loi impérieuse, rechercher la domination des mers et le monopole du commerce sur le continent. Cette seule raison suffit : il est superflu de prouver qu'elle influe sur le caractère du peuple anglais, le rend orgueilleux et avide de domination : comme il est aussi superflu de faire voir que l'exemple et la puissance tacitement envahissante de la démocratie française peuvent devenir dangereux à la féodalité anglaise. Dans des questions de mince intérêt, l'Angleterre appuyait la France; mais il ne s'est pas rencontré une seule circonstance grave, depuis la révolution de juillet, où l'Angleterre, non seulement ne l'ait abandonnée, mais, où réunissant autour d'elle toute la sainte-alliance, elle n'ait marché sous les whigs, comme sous les torys, contre la France.

L'alliance russe est dangereuse, car pour le moment elle présente à la France toute sorte d'avantages matériels, et elle flatte son désir de vengeance contre l'Angleterre pour sa conduite fallacieuse. En revanche,

le danger est éloigné, par conséquent il n'est pas à la portée de toutes les intelligences. En effet, dans le premier moment, en s'alliant à la Russie, la France sacrifie une chose de peu de valeur : la nationalité polonaise ; et elle se venge de l'Angleterre ; elle obtient des avantages de commerce : plus tard même la France peut rêver que, pour l'occupation de Constantinople, elle ne voit peut-être pas qu'elle sacrifie les nationalités slaves et surtout celles des Serbes, et que l'Angleterre au même moment saisirait l'Égypte : elle aurait la rive du Rhin et peut-être quelque île de l'Archipel. Mais, par une telle conduite, la France se ferait à elle-même deux torts immenses : d'abord, elle renierait son ancien drapeau et sa base nouvelle, la nationalité, et ne serait alors qu'une puissance, composée il est vrai d'une population brave, mais ne comptant que trente-cinq millions contre toute l'Europe. En second lieu, cette conduite de la France accélérerait l'entier développement de la Russie, par la destruction de la nationalité polonaise du Dniéper à la Warta, et la destruction de la nationalité slave sur le Danube et la mer Noire.

La conséquence de la destruction de la nationalité polonaise serait : l'occupation par la Russie des bouches du Niémen, de la Vistule, de l'Oder et de son cours, en se bornant pour le moment à la chaîne des montagnes Géantes (Riesengebirge) et des Carpathes : la destruction de la nationalité slave, au midi, serait suivie de la prise de Constantinople. Dans cet état de choses, personne n'oserait plus parler de l'équilibre européen, et la France regretterait alors amèrement, mais trop tard, d'avoir sacrifié son principe, la nationalité.

L'alliance avec l'Autriche serait nuisible à la France, car elle n'obtiendrait en échange qu'un secours passager de force matérielle. L'Autriche, comme la Turquie, est menacée par les efforts de la nationalité et de la conquête, mais elle craint moins la guerre que l'esprit de révolution : par conséquent, elle obéit à la Russie, et se méfie de la France.

Il est à la connaissance de tout diplomate français qu'il n'y a pas eu une seule circonstance, depuis la révolution de juillet, où l'Autriche ait appuyé la France. Dans une question qui intéresse l'Autriche au plus haut degré, l'occupation de Constantinople par la Russie, l'Autriche, en 1833, refusa à la France son concours : en 1840, le prince de Metternich, de peur de troubler le *statu quo*, refusa d'abord d'accéder au traité de Londres ; mais sur une lettre menaçante de l'empereur Nicolas, il abandonna soudainement la France : aujourd'hui même (1842), l'Autriche, désirant voir terminer en Serbie les troubles qui l'effrayaient, reconnut le prince Alexandre, mais voyant qu'à Pétersbourg on s'était prononcé contre lui, l'Autriche changea d'avis, et, pour colorer sa conduite, recourut à de tristes sophismes.

Mais s'il est vrai qu'en France, une politique qui aurait pour but les alliances étrangères, serait fausse et contraire aux vœux et à l'intérêt de la nation, qu'elle ne serait qu'une politique de cabinet, de coterie, de privilége : autant, il faut le reconnaître, une politique envahissante, une propagande armée, serait une politique inconsidérée. Cette politique serait absurde et dangereuse, car elle forcerait la France de renier aussi son principe, le droit et la nationalité. La France, en

foulant le droit, en s'appuyant sur la conquête, se mettrait vis-à-vis les puissances, ses ennemies, de nouveau dans les proportions d'une population de trente-cinq millions contre cent cinquante : en outre, la France se faisant envahissante, provoquerait contre elle les efforts de la nationalité qu'elle voudrait opprimer. Une propagande armée de la part de la France serait une politique absurde, car elle l'exposerait seule à une guerre contre tous, et à une guerre offensive. La propagande armée ressemble tellement à un envahissement, qu'il est rare que celui qu'on vient rendre de force à la liberté, ne voie dans son libérateur un conquérant étranger.

Il faut même avouer qu'une population qui attend que l'étranger vienne briser le joug, sous lequel elle gémit, ne doit pas inspirer de confiance; car, ou bien cette population est tellement faible qu'elle n'exercera aucune influence sur la politique générale, ou bien le sentiment de sa nationalité est tellement énervé, que le libérateur étranger sera forcé de devenir conquérant. Les premières raisons convaincront probablement tout homme impartial, que tendre vers la possession des bords du Rhin, serait pour la France suivre une politique dangereuse : il est beaucoup plus profitable, d'après les sages paroles d'un roi profond : *d'avoir contre soi dans un état limitrophe une population bienveillante de deux ou de trois millions d'hommes, que de posséder quelques centaines de milliers de sujets turbulents, de plus.* Dans la seconde supposition, on a vu que, sous l'empire, la propagande armée n'a pas réussi à la France, ni en Allemagne, ni en Espagne, ni même en Italie, et en Pologne, car la France, prenant les allures de la conquête, et provoquant par là les efforts

des nationalités, soi-disant délivrées, finit par succomber sous leurs coups.

Le principe de la France, de même que sa politique naturelle, la mène vers une alliance avec l'Espagne et la Prusse, et à un appui sérieux, mais fondé sur le droit, prêté aux nationalités européennes.

La conquête ne pouvant jamais servir de guide à la politique de la France, ses intérêts matériels et ceux de l'Espagne étant tout-à-fait séparés et distincts, l'alliance entre ces deux pays est toute naturelle. Les dissensions du moment (1842) qui les séparent doivent être considérées comme passagères, comme des fautes personnelles, appartenant uniquement aux individus, subissant peut-être l'influence d'un tiers, qui profite de la mésintelligence des deux peuples voisins, à leur grand détriment.

L'alliance de la Prusse semble peut-être moins naturelle, à cause de certains intérêts matériels qui se croisent; mais, en revanche, la raison politique qui pousse la Prusse et la France vers une alliance solide, n'en est que plus impérieuse. Aujourd'hui la Prusse forme l'avant-garde des ennemis de la France; mais, du moment que la Prusse a presque cessé d'avoir une armée permanente, dès ce moment elle a renoncé aux conquêtes et s'appuyant sur la nationalité, essayant de la créer, la Prusse ne menace plus la France; mais, d'après les lois de la politique naturelle, elle cherche en elle un allié. C'est la Russie qui menace maintenant la Prusse; c'est pour cela qu'elle cesse d'extirper la nationalité polonaise, cette alliée de la France. La Prusse, menacée par la conquête, travaille à former une nationalité allemande; mais la France pourrait l'en empêcher en s'alliant à la Russie : la Prusse, par

conséquent, a un besoin réel de s'allier à la France. En comparant les énormes préjugés qui séparaient ces deux états, avec leurs relations actuelles, on peut dire que, de part et d'autre, on a fait des pas immenses vers cette alliance. Il est donc permis de croire qu'elle s'établira; car la politique naturelle l'exige, et les vieux préjugés qui s'y opposent encore, s'affaiblissent et disparaissent tous les jours. Sous ce point de vue, la mort du duc d'Orléans est une perte très grande : la haute position qui peut revenir à son auguste frère n'est pas la moins difficile, ni la moins importante dans cette grave question.

Il est plus difficile de déterminer l'appui sérieux, fondé sur le droit, que la France doit donner aux nationalités opprimées.

Cette protection doit être proportionnée, non seulement à la mesure d'action que les traités existants accordent à ces nationalités; non seulement au degré de développement des forces de la nationalité, objet de cette protection; de son affinité avec la France, et du profit qu'elle lui rapporterait; mais encore à la nature et au degré de résistance que la nationalité opprimée oppose à son oppresseur étranger.

Le premier devoir de la France envers elle-même, comme envers les nationalités, c'est de les bien connaître, de bien apprécier leurs besoins. La nationalité italienne comme la nationalité polonaise sont assez bien connues : cependant, par un penchant pour simplifier les choses, on regarde ordinairement en France la nationalité italienne comme menaçant l'Autriche, et la nationalité polonaise comme menaçant uniquement la Russie. Mais de cette façon on oublie que la

Galicie, province autrichienne, est peuplée uniquement de cinq millions de Polonais , et que, militairement, c'est la partie la plus forte de la Pologne ; on oublie également que la Prusse possède près de deux millions de la population la plus éclairée de la Pologne. Hors de la nationalité italienne et de la nationalité polonaise, on ignore communément en France qu'il y ait encore des nationalités subissant le joug de l'étranger en Europe. On connaît l'Autriche, on connaît la Turquie, mais on n'apprécie pas leur valeur, on ne sent pas la portée des mouvements qui ont lieu dans leur sein. En effet, la France ne peut comprendre l'action des nationalités qui vivent, qui fermentent au cœur de ces deux puissances conquérantes, puisqu'elle ne les connaît pas. C'est à l'ignorance de l'existence de ces nationalités qu'il faut attribuer la politique souvent erronée de la France. Dès qu'elle se sera appliquée à bien connaître ces deux états, basés sur la conquête, et destinés à tomber dans un temps plus ou moins rapproché, alors la France connaîtra aussi les tendances et les besoins d'une part, des Polonais, des Bohêmes, des Moraves, des Silésiens, des Illyriens, des Serbes, des Dalmates, des Croates, des Slavaques, des Transylvaniens et des Madjars ; de l'autre, des Serbes, des Bosniaques, des Bulgares , des Albanais slaves et grecs , des Valaques et des Moldaves ; alors aussi , la France appréciera à leur juste valeur la Turquie et l'Autriche. Mais, pour bien connaître ces deux états, pour bien comprendre les nationalités qui y existent, la France doit être représentée dans ces pays, non par des hommes qui appartiennent à telle ou telle autre nuance politique de ses chambres, mais par des hom-

mes convaincus de la sainteté du principe de la France *protection aux opprimés, alliance aux nationalités*, convaincus de sa nécessité absolue, de son immutabilité. De tels hommes apprécieront facilement les vues, les besoins et la valeur de ces nationalités et, proportionnellement au degré de leurs forces vitales, leur accorderont l'appui de la grande nation, digne alors, par l'usage de ses moyens, de l'honneur de ce nom. Les conseils, l'appui sérieux, la protection active de la France, accordés par ses représentants, nourriront et développeront les forces des nationalités opprimées. Car cette noble influence de la France, en contact uniquement avec les chefs des nationalités opprimées, n'agira pas comme le poison que jette en pâture aux populations entières la licence de la presse; cette influence y fera germer le sentiment du pouvoir, de la force et de l'ordre.

En effet, le plus grand obstacle à vaincre pour un peuple qui désire recouvrer son indépendance, est de créer, en lui-même, des idées saines de politique, tant intérieure qu'extérieure, des idées d'ordre, de force et de pouvoir, en un mot de créer l'esprit politique. Dès qu'une fois cet esprit éclaire le sentiment de la nationalité, qui désire son indépendance, il faut que son joug se brise, il faut que l'étranger cède. S'il domine une population asservie, mais qui n'est pas dénationalisée, c'est uniquement parce que c'est l'esprit politique qui lui manque et non les forces physiques.

Puisque la nationalité est le principe fondamental de la France, puisque le cachet de sa politique naturelle est protection aux opprimés et alliance aux nationalités, par conséquent lutte avec la conquête, le but

définitif des efforts et des tendances de la France, doit donc être l'émancipation des nationalités opprimées. La voie légitime pour y arriver, c'est d'accorder une protection sérieuse, une direction morale ; c'est de réveiller le sentiment de la dignité nationale, de créer l'esprit politique dans toutes ces populations, qui instinctivement déjà, malgré de nombreuses et d'amères déceptions, se tournent vers la France, cette protectrice naturelle des nationalités.

Par une telle conduite, la France répondra à sa haute et noble mission ; elle préservera le monde de l'anarchie et de la conquête. L'oppression provoque toujours un sanglant retour et enfante l'anarchie. La France, en travaillant à l'émancipation des nationalités, sous la direction de l'ordre et du pouvoir, en donnera l'exemple en se mettant en contact avec le représentant de cette nationalité, et non avec toute la population : émancipée de cette manière, l'anarchie ne pourra s'y développer. C'est la France seule qui peut élever une digue à la conquête, en développant le principe contraire, en émancipant les nationalités. Une fois le principe de la conquête vaincu, il ne pourrait plus se relever, et les différentes nationalités assises sur une base commune, des intérêts communs, ne fonderaient plus leur prospérité sur l'oppression et l'envahissement de telle province ou de telle contrée.

C'est alors seulement qu'on pourrait concevoir la possibilité de cette profonde pensée politique : *La paix partout, la paix toujours*. Alors cette terrible prophétie que l'*Europe sera républicaine ou russe*, cesserait de la menacer.

La dernière partie de cette prévision se laisse conce-

voir, si la Russie parvient à absorber les nationalités qui jusqu'à présent lui résistent. Trois races principales habitent l'Europe : elle a subi déjà la conquête romaine et la conquête germanique ; la Providence lui destinerait-elle encore la conquête slave?

Cet écrit était terminé avant la première élection du prince Alexandre de Serbie : des circonstances imprévues en ont retardé la publication. En l'effectuant aujourd'hui, nous ne nous dissimulons pas que, la question serbe ayant perdu de son importance, notre travail n'a plus le même degré d'intérêt. Mais comme le temps, ce maître à tous, a confirmé nos assertions et réalisé beaucoup de nos prévisions, nous les livrons au public dans leur état primitif.

RENTRÉE EN SERBIE DE MM. VOUCHIÇ ET PETRONIEVIÇ.

Les faits qui se sont passés depuis l'appel au trône de Serbie du prince Alexandre, n'étant qu'une conséquence de ce qui précède et pouvant servir à éclairer l'avenir, nous les rapporterons en peu de mots.

Tout semblait présager que l'inauguration du nouveau gouvernement ne rencontrerait aucune difficulté. Le commissaire turc Schekib-effendi, ayant reconnu le prince Alexandre, il fut bientôt confirmé par le sultan. Les consuls étrangers qui s'étaient laissés aller à des conseils insidieux et avaient quitté Belgrade y étaient rentrés. L'Autriche elle-même s'empressa de reconnaître le nouvel état de choses : la correspondance diplomatique du cabinet de Vienne le prouve suffisam-

ment. La Russie seule garda le silence, observant si l'événement auquel elle n'avait pas été étrangère (par l'entremise même du général autrichien commandant à Semlin, et récompensé par elle plus tard) : tournerait à son profit en fomentant en Serbie l'anarchie. Ce n'est qu'après avoir reconnu que son espoir était frustré que le cabinet de Saint-Pétersbourg prit une attitude menaçante. Tout le monde se rappelle probablement la lettre autographe de l'empereur de Russie au sultan, dans laquelle il lui demandait la déposition du prince Alexandre. Si c'était une lettre de particulier et qu'on la jugeât d'après son style, on y trouverait de l'insolence; bornons-nous à la taxer d'inconvenance. Le Divan répondit noblement à cette insulte par un refus péremptoire. Le ministre de Russie, *effrayé de l'audace du Divan*, qui osait résister à son souverain, refusa de lui transmettre la réponse du sultan. Il faut avouer qu'il régnait un digne accord entre le souverain russe et son ministre dans cette comédie diplomatique. Au surplus, dans ce genre de jonglerie, les Russes sont vraiment les Chinois de l'Europe : l'empereur représente toujours, il *pose:* ses sujets n'exercent leur libre arbitre que pour exécuter sa volonté, ne se permettant pas même d'en pénétrer le but.

Dès que l'empereur de Russie eut reconnu que sa menace n'avait pas produit sur l'esprit du sultan l'effet qu'il en attendait, il eut recours à un autre expédient. Il fit écrire en termes sévères au cabinet de Vienne, et le prince de Metternich en fut réellement *effrayé*, dit-on. Alors l'Autriche s'adressa aux cabinets de Londres et des Tuileries. Il est curieux de voir comment le prince de Metternich, pour couvrir le changement subit de sa

politique, recourait à de mesquins sophismes, établissant une différence entre ce qu'il appelait *ses vœux* pour le prince Alexandre et son jugement sur la question serbe.

L'Angleterre, comme toujours, marchant dans les questions continentales, lorsqu'elles ne la touchent pas directement, à la remorque de l'Autriche, suivit aussi dans cette occasion la voie qu'on lui indiquait. Lord Aberdeen persista dans cette déplorable politique, malgré les représentations de la France, malgré les avis de son ambassadeur à Constantinople, malgré les renseignements que lui fournissaient les amis des Serbes. Il répondait obstinément à toutes ces raisons: « Le » prince de Metternich n'est pas un enfant, il ne peut » pas soutenir la politique russe contrairement aux » intérêts de l'Autriche. » C'est avec cette même candeur que le noble lord se prévalut depuis, auprès de la France, d'avoir bien jugé la question, lorsque plus tard la Turquie, cédant aux désirs de l'Europe entière, revint sur sa première décision.

La France, fidèle aux devoirs que lui impose son principe, la nationalité, appuya d'abord la Serbie, puis le Divan, combattit l'Autriche et conjura l'Angleterre de ne pas déserter une cause faible, mais juste; une cause qu'une saine politique commandait de soutenir. Mais comme elle ne pouvait pas retenir l'Autriche, qu'elle ne pouvait pas éclairer l'Angleterre, et voyait se former de nouveau le traité du 15 juillet, la France fit ses réserves, repoussa toute solidarité dans la marche de l'Angleterre et finit par céder.

La Turquie, de son côté, se sentait menacée directement par la Russie et par l'Autriche et abandonnée par l'Angleterre; elle ne pouvait pas être soutenue par la

France isolée ; elle se rendit donc aux exigences de la Russie. Les Serbes cependant, d'un côté, ne voulant pas se séparer de leur prince, de l'autre comprenant admirablement que se mettre en hostilité avec le sultan, c'était jouer le jeu de leur ennemie, la Russie, résolurent de suivre le conseil de leur amie naturelle, de la France. On convint d'exécuter la volonté du sultan, en sanctionnant le choix du prince Alexandre par un nouvel appel au trône : la Russie acquiesça à cette transaction. Mais en consentant à la réélection du prince Alexandre, elle demanda que MM. Vouchiç et Petronieviç fussent éloignés de la Serbie.

En enlevant à leur patrie les deux hommes en qui la nation serbe avait une foi aveugle, c'était exposer aux dangers de l'anarchie cette nationalité nouvellement émancipée. C'était précisément ce que le czar espérait ; mais les Serbes reconnurent le piége, et surent y échapper. Une députation déclara au pacha de Belgrade, Hussein, que les Serbes étaient prêts à se soumettre à la volonté du sultan leur suzerain et à consentir au départ de MM. Vouchiç et Petronieviç, mais qu'ils désiraient savoir ce qui avait motivé la disgrâce de ces hommes, que le sultan naguère honorait de sa haute faveur. Hussein-pacha, pour toute réponse, dit aux Serbes *qu'ils pouvaient s'adresser à M. le général Lieven et à M. le consul russe* pour connaître le *motif de cette exigence*. Les Serbes alors, en foule et armés, se portèrent chez les représentants de la Russie. Ils leur déclarèrent qu'ils avaient été prêts à obéir à la volonté du sultan et à laisser partir MM. Vouchiç et Petronieviç ; mais apprenant que l'éloignement de leurs compatriotes n'était que l'effet de la volonté du czar, eux députés serbes, venaient avertir MM. Lieven

et Vastchenko que le départ exigé produirait une explosion terrible parmi le peuple, dont les représentants de la Russie seraient seuls responsables, s'ils persistaient dans leurs funestes exigences. Cette ferme déclaration et l'attitude menaçante du peuple firent reculer les agents russes. M. de Lieven consentit à ce que la réélection du prince Alexandre se fît sous les auspices de MM. Vouchiç et Petronieviç. Les Serbes, de leur côté, certains du succès de la bonne cause, dès que les hommes investis de la confiance nationale restaient parmi eux, ayant stipulé nominativement que les membres de la famille Obrenoviç, seuls concurrents sérieux, seraient exclus de la liste des candidats, consentirent à renouveler l'appel fait au trône de Serbie, du prince Alexandre. A cet effet, l'assemblée nationale (skouptchina), se conformant à la volonté de son suzerain, renomma à l'unanimité, et au milieu de la joie la plus vive, Alexandre Georgeviç prince de Serbie, le 27 juin 1843.

Il est possible qu'à cette époque le cabinet de Saint-Pétersbourg, voyant l'Angleterre chancelante dans la fausse direction qu'elle avait prise, crut devoir modifier ses exigences. En effet, c'était alors que lord Aberdeen, mieux renseigné, reconnaissait dans la chambre des lords qu'il s'était trompé, que les rapports de son agent à Belgrade avaient été inexacts, et quant au droit de protection que la Russie s'arroge sur la Serbie, il le niait et renvoyait aux traités de cette puissance avec la Porte, où évidemment *ce droit n'est pas seulement mentionné*. On savait même que le gouvernement anglais était décidé à rappeler son consul de Belgrade, fortement soupçonné de suivre les inspirations étrangères et hostiles à la Serbie.

Mais aussitôt que la Russie, ayant sondé les dispositions des cabinets de l'Europe, se fut convaincue de leur apathie, et surtout dès que Sir Robert Peel eut détruit dans la chambre des communes l'effet du discours de son collègue prononcé dans la chambre des lords, la Russie reprit son attitude menaçante. M. de Lieven fut désavoué, arrêté dans son retour et renvoyé à Belgrade, pour y déclarer que l'empereur de Russie ne reconnaîtrait le prince Alexandre qu'après l'expulsion de MM. Vouchiç et Petronieviç. Pour donner une signification plus positive à son retour, M. de Lieven monta un *coup de théâtre*; il visita à Vienne officiellement le prince Milosch, et fit publier cette nouvelle dans tous les journaux. Arrivé à Belgrade, M. de Lieven, manquant à tous les égards envers la Porte, au lieu de s'adresser au pacha, représentant du sultan, se rendit au milieu du sénat serbe en grande tenue militaire (nouveau *coup de théâtre*), et y déclara l'impérieuse volonté de son maître. Il crut même devoir appuyer cette déclaration par la menace, qu'un corps de 25,000 Russes (encore un *coup de théâtre*) était prêt à soutenir ces paroles. Le sénat serbe répondit avec beaucoup de noblesse et de mesure : il déclara ne pouvoir pas acquiescer aux demandes d'un souverain dont la Serbie n'était pas la vassale : d'ailleurs, que la constitution de 1839, octroyée par le sultan, assurait à la Serbie que nul pouvoir étranger ne pouvait se mêler de ses affaires intérieures, et que tout Serbe devait être jugé d'après les lois du pays; mais que, pour trancher toutes ces difficultés, le sénat allait en référer à une assemblée nationale.

La Russie, voyant que ses menaces ne produiraient pas l'effet qu'elle en attendait, changea de ton et de

manière d'agir. Tandis qu'à Belgrade M. de Lieven cajolait MM. Vouchiç et Petronieviç, les engageait à quitter volontairement le pays, les assurant des *hautes faveurs de l'auguste protecteur*, à Constantinople M. Titow désavouait les menaces belliqueuses de M. de Lieven, et demandait dans ses notes à la Porte, de suspendre l'envoi du bérat au prince Alexandre, jusqu'à ce qu'on eût obtempéré en Serbie *aux désirs du sultan lui-même*. Pour obtenir un effet plus certain de toute cette prestidigitation, sur la Porte, sur les Serbes et sur l'Europe, au moment où le langage de la Russie devenait moins aigre, le prince de Metternich déclarait à la Porte qu'il *était temps d'en finir* avec une affaire qui inquiétait la tranquillité de ses voisins. Toutes ces mesures étaient si bien prises, que des ministres dirigeants de certains cabinets y croyaient aveuglément et avouaient candidement la crainte que leur inspirait l'entrée des 25,000 Russes, dont M. de Lieven avait menacé la Serbie (1).

Au moment où une fermentation générale s'emparait des esprits, où le prince Alexandre avec tout le peuple déclarait ne pouvoir pas se séparer de ceux qu'ils nommaient les pères de la patrie, MM. Vouchiç et Petronieviç se décidèrent à quitter le pays. Ils prirent cette résolution, d'une part, pour éviter à la Serbie les

(1) Sans s'occuper à prouver la puérilité, sous le rapport militaire, d'une menace que 25,000 Russes iraient envahir la Serbie, il suffira de dire que géographiquement c'était une impossibilité. La Serbie, non seulement ne touche pas à la Russie, mais elle est distante de la frontière de 150 lieues. Pour arriver en Serbie, les Russes auraient dû franchir la frontière turque, traverser toute la Moldavie, puis toute la Valachie, et alors, après avoir mis cinquante jours de marche pour passer ces pays, ils seraient arrivés sur le Danube, qui sert de ce côté, avec les montagnes de la Bulgarie, de frontière à la Serbie.

chances de dangers difficiles à prévoir ; de l'autre, ils la prirent par condescendance pour les conseils de l'agent d'une puissance amie. Ce fut vraiment un spectacle touchant que le départ de MM. Vouchiç et Petronieviç : tout le monde fondait en larmes : prince et peuple, tout le monde les accompagna ; on tira le canon jusqu'au moment de leur départ. Le 14 août, ces deux hommes distingués étaient arrivés à Viddin, lieu de leur exil, et cependant le bérat ne fut expédié au prince Alexandre que dans le courant du mois de septembre; car la Russie avait apporté de nouvelles chicanes dans sa rédaction.

Il semblait que la Serbie allait jouir de repos du côté des étrangers, puisqu'elle avait consenti à exécuter leur volonté. Le contraire arriva; car c'est alors que la Russie et l'Autriche, les deux ennemies de la Serbie, se mirent à ourdir des intrigues contre le gouvernement national serbe, à le tracasser par de continuelles exigences. La Russie chercha à se créer un parti dans le gouvernement et dans le sénat : elle y a même réussi jusqu'à un certain point; nous nous abstenons pour le moment de publier les noms de ces *russophiles*. On vit alors à Belgrade jusqu'à trois agents de la Russie : MM. de Lieven et Vastchenko ne quittèrent la Serbie qu'après avoir bien mis au courant des affaires M. le colonel Danilewsky, nouveau consul russe. L'Autriche aussi, ne voulant pas rester en retard, et surtout pour surveiller l'action de ses émissaires et de ceux de la Russie en Bosnie, envoya en Serbie le colonel Filipoviç, agent diplomatique, quoique sans caractère officiel.

Le gouvernement serbe ne tardant pas à s'apercevoir combien le retour de MM. Vouchiç et Petronieviç était indispensable pour la Serbie, fit de fréquentes dé-

marches auprès de la Porte pour l'obtenir. Apprenant que la question ne devait être décidée qu'à Saint-Pétersbourg, le prince Alexandre s'adressa directement au czar. On lui répondit par un refus grossier ; une seconde démarche n'obtint qu'un conseil de ne pas la réitérer, si le prince ne voulait pas mécontenter l'autocrate.

Cependant les vœux des Serbes pour le retour de leurs compatriotes éclairés pénétrèrent en Europe. On y apprécia les demandes des Serbes, et la chambre des députés, en France, prit noblement l'initiative dans cette question. Cet appui moral releva le courage et l'espoir des Serbes : ils virent bien qu'il ne fallait pas compter sur le secours étranger, mais que la meilleure manière de le provoquer, c'était de montrer de la résolution, de l'énergie et de la persévérance.

Cet exemple, la Russie elle-même le donne à ses ennemis ; si elle change de moyens, ce n'est que pour en prendre de mieux adaptés aux circonstances; mais jamais elle ne perd de vue le but de son action. Pendant que le cabinet de Saint-Pétersbourg repoussait brutalement la demande faite par le prince Alexandre en faveur du retour de ses deux ministres, il cherchait d'un côté à le captiver, de l'autre, à l'aigrir contre ses deux meilleurs amis. Ainsi, tandis qu'on envoyait de Saint-Pétersbourg le titre de *sérénissime* au prince Alexandre, le consul russe cherchait à soulever des susceptibilités et des jalousies parmi les membres de la famille même du prince, en leur prouvant *qu'eux et le prince resteraient dans l'ombre dès que Vouchiç et Petronieviç seraient rentrés.*

L'Autriche, moins forte, moins influente, marchant à la suite de la Russie, n'en prenait pas moins l'initiative pour tracasser le gouvernement serbe. C'est

ainsi qu'elle demanda que ses sujets, qui avaient été employés sous le prince Milosch, fussent réintégrés dans leurs emplois, et qu'on leur payât une indemnité pour le temps qu'ils étaient restés sans place. Après, l'Autriche s'opposa à une amélioration que la Serbie introduisait dans les droits de ses douanes, portant par là atteinte à son indépendance. Enfin, elle s'opposa autant qu'elle put à ce que le nouveau code, résultat d'un travail long et éclairé de M. Hatchiç, un des jurisconsultes les plus profonds, fut sanctionné.

Mais toutes ces démarches occultes, tant de la Russie que de l'Autriche, ne donnant pas de résultats immédiats, c'est-à-dire, ne soulevant pas l'anarchie en Serbie, ces puissances recoururent à des moyens plus efficaces. Elles encouragèrent les partisans de la famille déchue des Obrenoviç à conspirer contre le gouvernement. Le général autrichien M. Ungerhofer, commandant à Semlin et presque autant au service de la Russie qu'à celui de l'Autriche, permit aux conspirateurs de se réunir et d'habiter Semlin, malgré les protestations du gouvernement serbe. Mais la vigilance de celui-ci ne fut pas en défaut; car au moment où le complot devait éclater, tous les conspirateurs, qui se trouvaient déjà en Serbie, furent arrêtés. L'évêque de Schabaç, échappant à la poursuite, se précipita par une fenêtre, et se tua. Au moment où l'on arrêtait le chef de la conspiration Raïeviç, ex-ministre du prince Michel, on vit sortir de chez lui le consul russe M. Danilewsky.

Tant que les conspirateurs gardèrent le silence, M. Danilewsky menaça du courroux de son maître le gouvernement serbe pour les mesures *violentes* qu'il employait. Mais dès qu'on sut que le gouvernement possédait des révélations importantes, on organisa

une petite émeute pour délivrer les conspirateurs. Le gouvernement serbe prévint le mouvement, fit arrêter et juger quelques coupables, dont trois, condamnés, furent exécutés.

Alors, à mesure que le procès de la conspiration approchait de son dénoûment, les démarches et les paroles de M. Danilewsky devenaient plus gracieuses. Il finit enfin par proposer ce marché honteux, que le cabinet de Saint-Pétersbourg consentirait au retour de MM. Vouchiç et Petronieviç, si le gouvernement serbe graciait les condamnés.

L'action juridique continuait cependant : enfin le tribunal de première instance, sur 99 prévenus, en condamna à mort 62. Le tribunal d'appel réduisit ce nombre à 35.

M. Danilewsky n'hésita plus il offrit ouvertement le retour de Vouchiç et de Petronieviç pour les têtes de ses amis. Afin d'arriver plus facilement à son but, il osa compromettre le prince Alexandre en déclarant au pacha de Belgrade que le prince n'était pas désireux de recevoir ses anciens ministres. Mais quand cette dernière intrigue se trouva déjouée, M. Danilewsky prit devant les ministres serbes l'engagement du retour de MM. Vouchiç et Petronieviç. Le prince Alexandre, suivant plutôt l'impulsion de son caractère que les conseils de la prudence, amnistia les coupables, sans attendre même le retour des illustres exilés.

Le gouvernement annonça à la Serbie par des circulaires le prompt retour des *pères de la nation*. Une joie générale éclata dans tout le pays ; des fêtes, des démonstrations spontanées, des décharges de fusils dans toutes les communes, prouvèrent mieux que toutes

les notes diplomatiques combien Vouchiç et Petronieviç sont indispensables à la Serbie.

Tandis que le bonheur occupe les cœurs de tous les Serbes attendant le retour des *deux ministres*, les conspirateurs graciés quittent le pays natal qu'ils avaient voulu bouleverser. Où vont-ils? Protiç et Raïeviç, ex-ministres du prince Michel, chefs de la conspiration contre le prince Alexandre, vont chez le czar de Russie. Aux frais de qui? du czar de Russie, qui paie à chacun d'eux 100 ducats (1,200 fr.). De quoi y vivront-ils? de la pension viagère de 300 ducats (3,600 fr.) accordée à chacun d'eux par le czar de Russie.

Après de tels faits, ayant cessé de persécuter des hommes justes et vertueux, pour protéger, pour pouvoir sauver du gibet des criminels soupçonnés, peut-être même convaincus d'avoir été les instruments de sa politique, le czar de Russie ose se poser comme le représentant de la légitimité, comme le défenseur du droit divin. C'est alors, lorsque cette nouvelle tache flétrit sa fatale politique, que le czar ose se présenter en Angleterre. Il veut, par une apparition aussi soudaine qu'inattendue, surprendre l'Occident et terrifier l'Orient.

Il serait superflu de rendre compte de ce voyage de l'empereur Nicolas et d'examiner s'il a eu plus de portée que de durée. Il suffira de constater l'extrême indifférence, on pourrait dire la froideur avec laquelle le peuple anglais se comporta vis-à-vis de son illustre visiteur. Il est certain que, dans les conversations politiques, lord Aberdeen, cédant aux demandes de la France, exprima à l'autocrate le désir de voir terminer les différends serbes, par la rentrée de MM. Vouchiç et Petronieviç. L'empereur de Russie

témoigna sa surprise de ce qu'on pût s'adresser à lui pour cette affaire, affirmant qu'elle était beaucoup trop infime pour qu'il s'en occupât.

Mais, tandis que Nicolas, dans sa réponse à lord Aberdeen, niait que la question des Serbes l'occupât, le consul général de Russie à Belgrade et son ambassadeur à Constantinople affirmaient ne rien savoir sur le retour des deux exilés serbes, sous prétexte que l'empereur s'était réservé la solution de cette affaire. C'est ainsi que la Russie voulait échapper à l'accomplissement de ses engagements par des tergiversations, dès qu'elle eut atteint son but, c'est-à-dire, dès que les conjurés serbes eurent été graciés par le prince Alexandre. M. Danilewsky, à qui son cabinet venait de témoigner sa satisfaction pour avoir fait échapper à la peine capitale les conjurés, était vivement pressé par le gouvernement serbe pour l'accomplissement de l'engagement qu'il avait pris de faire rentrer MM. Vouchiç et Petronieviç. Alors M. Titow, venant en aide à son collègue, déclara à la Porte que *cette affaire serait terminée dans le courant de l'année.*

La Turquie était alors dans la bonne voie ; elle cherchait son appui auprès de la France, et celle-ci était noblement représentée par M. le baron de Bourqueney. La phrase de M. Titow ne satisfit pas le Divan, qui exigea énergiquement une explication plus catégorique. — C'est alors que la Russie, poussée dans les derniers retranchements de la duplicité, fit intervenir l'Autriche, son alliée naturelle dans les œuvres ténébreuses. Effectivement, le cabinet de Vienne fit remettre au Divan une note où il disait que le retour de MM. Vouchiç et Petronieviç était dangereux non seulement à cause de leurs relations avec la propagande

révolutionnaire, mais encore parce que ce sont eux qui avaient grandement contribué à faire donner à la Serbie une constitution, au moyen de laquelle ils avaient éloigné du trône le prince Milosch, le prince Michel, et que probablement elle leur servirait encore de prétexte à renverser le prince Alexandre. Alors le cabinet de Saint-Pétersbourg fit aussi remettre sa note (du 28 mai 1844) à Belgrade, par laquelle il disait avoir voulu consentir au retour de MM. Vouchiç et Petronieviç, mais que les graves accusations de l'Autriche s'y opposaient.

Le prince Alexandre et son gouvernement, encouragés par les avis de la France, qui leur avait fait dire que *tout pouvoir qui s'appuie sur l'étranger abdique*, adressèrent le 23 juin des notes aux cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg ainsi qu'au Divan, en demandant le retour des deux exilés ou la production des preuves qui les accusaient. MM. Vouchiç et Petronieviç eux-mêmes, pour se laver des soupçons qu'on voulait éveiller sur leur conduite, se rendirent à Constantinople, prêts à répondre à toutes ces accusations. Comme l'Autriche réellement ne pouvait pas avoir de preuves, elle fit communiquer officieusement des rapports sur la Serbie qui disaient que *l'esprit y était révolutionnaire ; qu'une révolution ne tarderait pas à y éclater*. Mais, comme ces rapports provenaient d'un homme qui avait exercé, à diverses reprises, le rôle peu honorable d'*observateur occulte*, ils ne produisirent pas d'effet sur le corps diplomatique.

Cependant l'affaire commençait à traîner en longueur : Taïti et le Maroc absorbaient l'attention. La Turquie ne pouvant vaincre la résistance de l'Autriche et de la Russie, la Serbie était menacée ou de tomber

dans l'anarchie, ou de subir l'influence russe. En effet, M. Danilewsky à Belgrade, et M. Titow à Constantinople affectaient le meilleur vouloir pour la Serbie, et disaient combien leur cabinet souffrait d'avoir dû céder aux exigences de l'Autriche, et de s'opposer au retour de MM. Vouchiç et Petronieviç. Par ce langage, et en tenant éloignés ces deux patriotes serbes aussi longtemps qu'il lui était possible, le cabinet de Saint-Pétersbourg avait deux buts. En Serbie, on tâchait de jeter de nouveaux ferments de discorde, et de s'y créer des partisans ; au-dehors on voulait gagner MM. Vouchiç et Petronieviç, ou au moins on voulait le faire croire à l'Europe. En effet, l'Occident, qui grossit outre mesure l'influence de la Russie en Orient, était très disposé à accepter cette version. On peut même prévoir facilement que, si jamais MM. Vouchiç et Petronieviç étaient forcés à faire de l'opposition à leur gouvernement, cette opposition ferait le plus grand tort à leur patrie; car l'Europe y verrait la preuve de leur alliance avec la Russie, et ne considérerait la Serbie que comme un foyer d'anarchie aux ordres de l'autocrate.

Ces belles espérances du cabinet de Saint-Pétersbourg furent déjouées par l'énergie et le talent de M. de Bourqueney. Les Serbes, assurés que *les conseils de la France ne manqueront pas à leur gouvernement*; la Porte, certaine *de l'appui du cabinet des Tuileries*, revinrent avec plus de force sur leurs demandes. Pour gagner du temps, M. Titow s'excusait par le manque de réponse de son cabinet, et demandait un nouveau délai. Alors M. de Bourqueney, connaissant la politique fallacieuse à laquelle il avait affaire et appréciant justement le devoir que lui imposait sa position de

représentant de la France, fit connaître qu'il était las d'attendre et décidé à engager la Porte, dans son intérêt comme dans celui de la Serbie, à ne pas mettre d'obstacle au retour de MM. Vouchiç et Petronieviç. A peine la décision de M. de Bourqueney fut-elle connue, que M. Titow fit remettre la réponse de son cabinet, consentant au retour en Serbie des deux exilés. De son côté, l'internonce de l'Autriche présenta au Divan une note par laquelle le cabinet de Vienne *avertissait* la Porte que le retour de MM. Petronieviç et Vouchiç était dangereux, non seulement à cause de leurs relations révolutionnaires, mais encore parce qu'ils cherchaient à grouper les Slaves autour de la Serbie, intention aussi menaçante pour la Turquie que pour l'Autriche ; *cependant que le cabinet de Vienne ne possédait pas de preuves.*

Une fois que ces deux notes eurent été remises à la Porte, elle s'empressa de la manière la plus affectueuse de faire connaître à MM. Vouchiç et Petronieviç que rien ne s'opposait plus à leur retour en Serbie. Sans le mauvais vouloir de M. Titow, la Porte eût délivré un firman solennel pour le retour des deux illustres exilés. Ils s'empressèrent de profiter de l'autorisation de la Porte, et le 28 août ils rentrèrent en Serbie.

La joie avec laquelle tout le pays accueillit MM. Petronieviç et Vouchiç est difficile à rendre : ceux qui y assistèrent reconnurent facilement combien la présence de ces deux hommes était indispensable pour la Serbie. Les événements mêmes vinrent bientôt le prouver. Une quarantaine de partisans du prince Milosch, réunis par son argent (4,000 ducats) sur le territoire autrichien, en *uniformes* de *hussards au-*

trichiens (depuis l'assassinat des représentants de la France à Rastadt, cet uniforme n'avait pas été employé de la sorte), surprirent la ville de Schabaç, commirent quelques meurtres, s'emparèrent de la caisse publique et crurent pouvoir insurger le pays. Mais la rentrée aux affaires de MM. Vouchiç et Petronieviç (le premier nommé généralissime (voïevoda) avec un pouvoir discrétionnaire, et le second, ministre des affaires étrangères), avait rendu le pays calme, le gouvernement ferme. Les insurgés, abandonnés à leur propre force, furent tués en combattant ou arrêtés, et subissent leur procès.

Maintenant on peut dire que l'affaire de la Serbie, acte palpitant du drame de la question d'Orient, est terminée par la rentrée de MM. Vouchiç et Petronieviç. Cette affaire laisse des enseignements pour l'avenir aussi graves qu'utiles. La Serbie, comme la Turquie elle-même, a pu voir jusqu'à l'évidence que la Russie et l'Autriche sont leurs véritables ennemies, n'importe la forme, n'importe dans quelle circonstance. En outre, la Serbie a vu qu'avec une conduite énergique et digne, les conseils, l'appui même de la France ne lui manqueront jamais. Pour prendre un rang en Europe, être respectée par elle, il faut que la Serbie marche dans la voie dans laquelle elle est entrée ; i faut qu'elle s'attache, qu'elle s'identifie avec sa dynastie ; il faut qu'elle s'organise à l'intérieur, qu'elle développe ses forces nationales, qu'elle étouffe les intrigues, et surtout qu'elle ferme l'oreille aux influences de l'étranger.

Mais l'Europe elle-même peut puiser dans l'affaire de la Serbie de grandes lumières pour sa politique générale. En effet, en suivant les différentes phases de

la question serbe, on voit que la Russie *a cédé* sur le résultat de la révolution serbe de 1842, qu'elle repoussait et qu'elle a été forcée d'accepter; elle *a reconnu* l'élection du prince Alexandre, contre laquelle elle protestait; enfin elle *a subi* le retour de MM. Vouchiç et Petronieviç, auquel elle s'opposait. On peut donc dire avec justice que la Russie a été complétement battue dans cette campagne diplomatique. Mais en examinant les raisons qui permirent à l'Europe de remporter ce triomphe, on verra qu'on le doit à l'énergie et à l'union des Serbes, qui finirent par inspirer de la confiance à la Porte, et que cette confiance, comme aussi toute la situation politique, a été appréciée avec vigueur et habileté par l'ambassadeur de la France. Outre cet enseignement, qui devrait faire voir à l'Europe que la puissance et l'influence russes ne pèsent tant en Orient que parce qu'elle s'efface, l'Europe a vu, et ne doit pas l'oublier, que l'Autriche a marché servilement tout le temps aux ordres de la Russie; qu'enfin l'Angleterre, indolente ou myope, peut-être même jalouse de la France, s'effaçait ou se laissait remorquer par l'Autriche.

Nous concluons en exprimant l'opinion que, si ces divers enseignements ne sont pas perdus, toutes les parties peuvent en profiter, et l'émancipation des nationalités opprimées sera moins laborieuse et moins sanglante.

TABLE DES MATIÈRES.

CHEZ LE MÊME LIBRAIRE.

Du même Auteur :

NOTICE

SUR LE

RÉSEAU STRATÉGIQUE DE LA POLOGNE.

APPRÉCIATIONS HISTORIQUES, LITTÉRAIRES ET POLITIQUES DE L'HISTOIRE DE DIX ANS, de Louis Blanc, par M. Chaudey.

DE LA PAIRIE ET DE L'ARISTOCRATIE MODERNE, par M. le comte Auguste Cieszkowski. 1 vol. in-8. 4 fr.

HISTOIRE DE LA CHUTE DES JÉSUITES au XVIIIe siècle, par M. le comte Alexis de Saint-Priest, pair de France. 1 vol. in-8. 6 fr.

ÉTUDES POLITIQUES SUR LES PRINCIPALES QUESTIONS A L'ORDRE DU JOUR, par M. Ferdinand Ségoffin. — Première étude, *Régence et Dotation*. In-8. 2 fr.

GUILLAUME Ier ET LA CONFÉRENCE DE LONDRES, par le baron S. de Grovestins. In-8. 4 fr.

MÉMOIRE SUR LA SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DE L'EUROPE à l'occasion des traités de 1831, 1833 et 1841 sur le **DROIT DE VISITE**, par le lieutenant-général comte de Girardin. In-8. 7 fr. 50 c.

ÉTUDES MORALES ET POLITIQUES, par M. le baron d'Haussez. In-8. 7 fr. 50 c.

LA HAVANE, par madame la comtesse Merlin. 3 vol. in-8. 22 fr. 50 c.

LA RUSSIE EN 1839, par M. le marquis de Custine. Deuxième édition, revue et augmentée. 4 vol. in-18. 14 fr.

NAPOLÉON ET MARIE-LOUISE, par M. le baron Méneval. Deuxième édition. 2 vol. in-8. 7 fr.

DE L'AUTRICHE ET DE SON AVENIR, traduit de l'allemand. 1 vol. in-8. 4 fr.

DU SYSTÈME CONSERVATEUR, Examen de la politique de M. Guizot et du Cabinet du 29 octobre 1840, par un homme d'État. In-8. 7 fr. 50 c.

Paris. Imprimerie de Bourgogne et Martinet, rue Jacob, 30.